REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNÉE 2026

Sénégal 2050

Table des matières

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS 3
I. Contexte et justifications 3
II. Les orientations du projet de loi de finances rectificative 4
II.1. Au niveau des recettes 4
II.2. Au niveau des dépenses 4
II.3. Impact sur le déficit budgétaire : un relèvement à 7,6% du PIB 5
III. Les grandes lignes du projet de loi de finances rectificative 5
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE 9
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT 10
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT 10
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES 14
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES 16
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS 16
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES 19
PROJET DE LOI 30
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT 31
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT 31
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES 33
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES 35
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS 35
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES 36
ANNEXE I MODIFIEE : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE 45
ANNEXE I BIS MODIFIEE : TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR 46
ANNEXE II MODIFIEE : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES 47
ANNEXE III MODIFIEE : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES 49
ANNEXE IV MODIFIEE : DEFICIT STANDARD 85
ANNEXE VI MODIFIEE : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE 86
ANNEXE VII MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST 88
ANNEXE VIII MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST 91
ANNEXE IX MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST 95
ANNEXE XII MODIFIEE : LISTE DES PROJETS FINANCES SUR RESSOURCES EXTERIEURES PAR SOURCE DE FINANCEMENT 96
ANNEXE XIII : LISTE DES TRANSFERTS AUX SERVICES NON PERSONALISES DE L'ETAT (SNPE) 116

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

La loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n°2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances modifiée par la loi organique n°2016-34 du 23 décembre 2016 (LOLF), dispose en son article 47 qu'en cours d'exercice, un projet de loi de finances rectificative doit être déposé par le Gouvernement :

- si les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la loi de finances de l'année se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décrets d'avances ou d'arrêtés d'annulation de crédits ;
- si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
- s'il y a intervention de mesures législatives ou règlementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

I. Contexte et justifications

Un contexte international défavorable

Le présent projet de loi de finances rectificative (PLFR) intervient dans un contexte marqué par le conflit au Moyen-Orient et ses répercussions sur l'économie nationale aussi bien sur les recettes que sur les dépenses publiques.

En effet, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont conduit à une hausse rapide du cours du Brent remettant en cause les hypothèses de projections financières, fondement des équilibres budgétaires de la loi de finances initiale (LFI) 2026. Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale pour 2026 de 0,3 point de pourcentage, passant désormais de 3,3% à 3,0%, contre 3,4% en 2025, dans un contexte marqué par de fortes incertitudes.

Au niveau national, les répercussions de la crise énergétique mondiale ainsi que le déficit pluviométrique projeté, en relation avec le phénomène El Niño, se traduisent par une réévaluation à la baisse de la croissance qui s'établit à 2,7% en 2026, soit 2,3 points de moins par rapport à la prévision initiale.

Sur le plan budgétaire, la subvention à l'énergie a plus que triplé, passant de 250 milliards FCFA à 790,3 milliards FCFA, soit une hausse de 540,3 milliards FCFA en valeur absolue, du fait notamment de l'augmentation du cours du baril. Elle représente 3,5 % du PIB contre 1,1 % dans la LFI.

A cela s'ajoute la révision à la baisse des recettes attendues du Plan de Redressement économique et social (PRES) projetées à 311,5 milliards FCFA à fin décembre 2026 contre 762,9 milliards dans la LFI, soit une diminution de 451,4 milliards FCFA.

Un remaniement ministériel entraînant des transferts de crédits

Par ailleurs, le remaniement gouvernemental du 1er juin 2026 a créé de nouveaux départements ministériels, entrainant des changements majeurs dans la répartition des crédits budgétaires. Ainsi, il est devenu nécessaire de mettre en cohérence le périmètre budgétaire des ministères avec la nouvelle architecture gouvernementale.

II. Les orientations du projet de loi de finances rectificative

Le Gouvernement compte rétablir progressivement les équilibres budgétaires et restaurer les marges de manœuvre financières de l'Etat, tout en préservant les conditions d'une croissance durable et inclusive ainsi que la viabilité de la dette publique.

II.1. Au niveau des recettes

Dans le cadre du PLFR pour l'année 2026, la priorité en matière de recettes portera sur les mesures d'administration fiscale et douanière susceptibles de produire des effets immédiats. L'effort sera principalement centré sur la satisfaction des obligations déclaratives, le recouvrement intégral des titres de perception non soldés, la régularisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) collectée non reversée, le traitement des minorations de chiffres d'affaires et d'impôts sur les sociétés, la mise en conformité des contribuables défaillants, le recalibrage de la valeur en douane appliquée aux importations de biens, l'apurement des créances dues au titre des régimes douaniers suspensifs et le renforcement des actions de recouvrement des recettes attendues du PRES.

II.2. Au niveau des dépenses

Le Gouvernement a entrepris un certain nombre de mesures qui visent à :

- recentrer l'intervention de l'Etat sur les priorités à fort impact économique et social, notamment la production, l'emploi, la santé, l'éducation et l'accès aux services essentiels, en améliorant l'efficacité de la dépense publique ;
- réformer le dispositif de subventions énergétiques, en passant progressivement d'un système généralisé à un mécanisme mieux ciblé au profit des ménages vulnérables, du transport collectif et des activités essentielles, afin d'améliorer à la fois l'équité sociale et la soutenabilité budgétaire. Cette réforme sera accompagnée par une dynamique de consolidation des filets sociaux.

Au regard de l'impact du choc pétrolier sur les finances publiques, le Gouvernement a opté pour une stratégie d'ajustement articulée autour de trois (04) axes : (i) le relèvement partiel des prix administrés des hydrocarbures afin de revenir sur le niveau des prix de décembre 2025, (ii) la réduction ciblée des dépenses de fonctionnement

et d'investissement non productives pour absorber une bonne partie du choc sur les prix des hydrocarbures, (iii) le renforcement des filets de protection sociale et (iv) la poursuite de la mise en œuvre des projets structurants de l'Agenda national de Transformation (ANT) Sénégal 2050.

Sur le plan opérationnel, la hausse des prix des hydrocarbures intervenue au mois d'août 2026 vise à atténuer l'impact desdits chocs sur le budget de l'Etat.

En dépit de cet ajustement, les subventions au secteur de l'énergie ont été revues à la hausse, pour s'établir à environ 790,3 milliards FCFA, contre 250 milliards FCFA dans la LFI 2026, soit une augmentation de 540,3 milliards FCFA en valeur absolue.

Cette hausse des subventions est rendue possible, notamment, par les efforts consentis en matière de réduction des dépenses publiques, à l'exception de celles concernant les secteurs sociaux, les infrastructures universitaires et les forces de défense et de sécurité.

La réduction des dépenses d'investissement porte sur un montant total de 555 milliards FCFA répartis entre les investissements sur ressources internes, pour 315,7 milliards FCFA et ceux financés sur ressources extérieures, pour 239,3 milliards FCFA.

Ces ajustements ont été opérés en tenant compte de la performance des projets, des décaissements effectués et de l'impact sur la formation brute de capital fixe (FBCF), de manière à préserver la dynamique de croissance économique.

Les orientations majeures en matière de dépenses résident donc dans la préservation de dépenses d'investissement à fort impact économique et la protection des secteurs sociaux y compris les ménages vulnérables. L'enveloppe des bourses de sécurité familiale (BSF), qui était de 35 milliards FCFA dans la LFI 2026, passe ainsi du simple au double dans la LFR 2026, en s'établissant à 70 milliards FCFA.

II.3. Impact sur le déficit budgétaire : un relèvement à 7,6% du PIB

La hausse des subventions au secteur de l'énergie, la prise en charge de nouvelles dépenses prioritaires et la baisse des recettes ont entrainé un accroissement du déficit budgétaire qui passe de 5,4% à 7,6% du PIB dans le présent projet de loi de finances rectificative.

III. Les grandes lignes du projet de loi de finances rectificative

Sur la base des principales hypothèses retenues dans le cadrage macroéconomique et budgétaire, le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026 est arrêté :

- en **recettes, à 5 848,7 milliards FCFA** contre **6 188,8 milliards FCFA** dans la LFI 2026, soit une baisse de 340,1 milliards FCFA en valeur absolue et 5,5% en valeur relative ;

- en **dépenses, à 7 583,9 milliards FCFA** contre **7 433,9 milliards FCFA** dans la LFI 2026, soit une augmentation de 150 milliards FCFA en valeur absolue et 2,0% en valeur relative.

Pour les **recettes du budget général**, elles s'élèvent à **5 516,7 milliards FCFA** et comprennent :

- les recettes fiscales arrêtées à 4 931,5 milliards FCFA, en repli de 453,3 milliards en valeur absolue et 8,4% en valeur relative, du fait principalement de la baisse significative de celles attendues du PRES. Les moins-values projetées sur le PRES concernent notamment, la taxation des jeux de hasard avec une prévision révisée à 120 milliards FCFA contre 300 milliards FCFA dans la LFI 2026 ainsi que la suppression des valeurs de correction au profit des valeurs transactionnelles sur certains produits générateurs de recettes, la réactivation des droits de sortie sur les exportations d'arachide, la régularisation foncière massive, la taxe sur l'exportation d'or et le renouvellement de conventions de concessions des opérateurs téléphoniques sur lesquels aucun recouvrement n'est attendu ;

- les recettes non fiscales et autres recettes prévues pour 398,2 milliards FCFA, soit une hausse de 11,9% ;

- les tirages sur dons-projets projetés à 140,7 milliards FCFA, soit une baisse de 4,5 milliards FCFA ;

- les dons budgétaires, pour 46,3 milliards FCFA attendus, soit au même niveau que dans la LFI 2026.

Les **dépenses du budget général** s'élèvent à **7 251,9 milliards FCFA** et comprennent :

- les intérêts et commissions sur la dette publique qui passent de **1 190,6 milliards FCFA** dans la LFI 2026 à **1 285,2 milliards FCFA** dans le présent projet de loi de finances rectificative, soit une hausse de **94,6 milliards FCFA** du fait du renchérissement des taux d'intérêts et du changement d'instruments opérés en lien avec la dégradation de la signature du pays. En effet, comparativement à son programme d'émission initial, le Sénégal a eu davantage recours aux bons du Trésor de maturité courte, occasionnant le paiement d'intérêts précomptés plus élevés, augmentant ainsi les charges financières sur la dette de l'année ;
- les dépenses de personnel projetées à **1 532,8 milliards FCFA**, soit au même niveau que dans la LFI 2026 ;
- les dépenses d'acquisitions de biens et services et de transferts courants prévues respectivement pour **425,2 milliards FCFA** et **1 759,8 milliards FCFA**, correspondant à un montant total de **2 185 milliards FCFA** contre **1 650 milliards FCFA** dans la LFI 2026, soit une hausse de 535 milliards FCFA. Cette progression résulte principalement de la hausse des subventions énergétiques et

de la prise en charge de dépenses prioritaires, notamment le renforcement des filets de protection sociale, les moyens de fonctionnement des forces de défense et de sécurité et la prise en charge des compléments de salaires dans le secteur de la santé ;

- les dépenses en capital sur ressources internes, prévues à **1 133,2 milliards FCFA** contre **1 448,9 milliards FCFA** dans la LFI 2026, soit une baisse de **315,7 milliards FCFA**, du fait des contreperformances notées sur le PRES. Ces arbitrages ont été dictés par le souci de maintenir l'équilibre budgétaire et ont conduit à des ajustements portant sur les investissements présentant une faible performance d'exécution ou un impact socio-économique moindre, tandis que les projets prioritaires et les secteurs sociaux sont préservés ;
- les dépenses en capital sur ressources externes ramenées à **1 115,7 milliards FCFA** contre **1 355,0 milliards FCFA** dans la LFI 2026, soit une baisse de **239,3 milliards FCFA**. Des prélèvements ont été effectués et concernent les projets dont les capacités d'absorption et le rythme de décaissement sont insuffisants, dans le cadre d'une restructuration du portefeuille, privilégiant les projets alignés sur l'Agenda national de Transformation et à fort impact socioéconomique.

Les comptes spéciaux du Trésor (CST), équilibrés en recettes et en dépenses, sont projetés à **332 milliards FCFA** contre **256,7 milliards FCFA,** soit une hausse de **75,3 milliards FCFA**.

Les CST sont composés des catégories de comptes suivantes :

- comptes d'affectation spéciale : **313,3 milliards FCFA** ;
- comptes de commerce : **0,5 milliard FCFA** ;
- comptes de prêts : **13 milliards FCFA** ;
- comptes d'avances : **0,8 milliard FCFA** ;
- comptes de garanties et avals : **4,4 milliards FCFA**.

Le déficit budgétaire global s'établit à **1 735,2 milliards FCFA** contre **1 245,1 milliards FCFA** dans la LFI 2026, représentant **7,6%** du PIB.

Le **besoin de financement s'établit à 6 774,2 milliards FCFA** dans le présent PLFR. Il est composé de l'amortissement de la dette qui atteint 4 516,2 milliards FCFA, du financement du déficit budgétaire global pour 1 735,2 milliards FCFA, de l'apurement d'arriérés intérieurs à hauteur de 300 milliards FCFA, des emprunts rétrocédés prévus à 172,8 milliards FCFA et de la couverture des Opérations extérieures des Armées (OPEX) pour 50 milliards FCFA.

Afin de couvrir ce besoin de financement, l'Etat fera recours aux marchés financiers et aux emprunts programmes pour un montant de 5 626,4 milliards FCFA, aux emprunts projets pour 975 milliards FCFA et aux emprunts rétrocédés pour 172,8 milliards FCFA.

La variation nette de l'encours de la dette ressort à 2 258 milliards FCFA, résultant principalement du financement du déficit budgétaire d'un montant de 1 735,2 milliards

FCFA, de l'apurement des arriérés sur ressources intérieures de 300 milliards FCFA, des emprunts rétrocédés de 172,8 milliards FCFA et du financement des opérations extérieures des armées (OPEX) pour 50 milliards FCFA.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE PREMIER : Les dispositions des articles premier, 2, 4, 5, 6, 11 et 12 de la loi n° 2025-19 du 22 décembre 2025 portant loi de finances pour l'année 2026 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources et les charges de l'Etat sont constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et des charges de trésorerie.

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général

Exposé des motifs

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base des projections révisées en tenant compte du cadrage macroéconomique et des recettes réalisées à fin août, notamment les recettes attendues du PRES.

Les recettes du budget général sont arrêtées à 5 516 697 828 127 FCFA pour le PLFR. Elles sont composées des recettes internes pour un montant de 5 329 663 828 127 FCFA et des recettes externes d'un montant de 187 034 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 46 300 000 000 FCFA et dons en capital pour un montant de 140 734 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe I du présent PLFR.

Texte de l'article :

« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2026, à la somme de 5 329 663 828 127 FCFA conformément à l'annexe I du présent projet de loi.

II – Les recettes externes du budget général, composées de dons budgétaires et en capital, sont prévues à 187 034 000 000 FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2026, à 5 516 697 828 127 FCFA ».

ARTICLE 2 MODIFIE : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 27 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources de trésorerie sont évaluées et autorisées chaque année par une loi de finances.

Les ressources de trésorerie de l'année 2026 s'élèvent à un montant de 6 774 246 171 873 FCFA et sont constituées des produits des emprunts à court, moyen et long termes.

Texte de l'article

« I- Pour la loi de finances rectificative de l'année 2026, les ressources de trésorerie s'élèvent à 6 774 246 171 873 FCFA.

II- Le plafond de la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long terme, autorisé pour l'année 2026, est fixé à 2 258 036 171 873 FCFA.

III- Ces emprunts pourront être contractés sur le marché national, sur le marché sous régional, sur le marché extérieur et auprès de pays ou d'organismes étrangers ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

ARTICLE 4 MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes des Comptes spéciaux du Trésor

Exposé des motifs :

Cet article évalue le montant des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor, conformément aux dispositions des articles 36 à 42 de la loi organique précitée. Les recettes des Comptes spéciaux du Trésor sont arrêtées globalement à un montant de 331 953 000 000 FCFA pour l'année 2026.

Texte de l'article :

« I- La perception des recettes affectées aux Comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2026, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions du présent projet de loi.

II. Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes du projet de loi de finances rectificative de l'année 2026, pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 331 953 000 000 FCFA ».

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général

Exposé des motifs

Les plafonds des autorisations d'engagement et des crédits de paiement du budget général sont respectivement fixés, dans le PLFR, à 10 170 531 557 888 FCFA et 7 251 934 000 000 FCFA.

Texte de l'article :

« I- Les crédits de paiement ouverts dans le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 7 251 934 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie de dépenses :

- *Intérêts et commissions : 1 285 200 000 000 FCFA ;*
- *Dépenses de personnel : 1 532 800 000 000 FCFA ;*
- *Biens et services : 425 200 000 000 FCFA ;*
- *Transferts courants : 1 759 838 458 169 FCFA ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 1 674 296 573 021 FCFA ;*
- *Transferts en capital : 574 598 968 810 FCFA.*

II – Il est ouvert dans le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagement d'un montant de 10 170 531 557 888 FCFA, conformément à l'annexe II, jointe au présent projet de loi.

B.2 Comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 6 MODIFIE : Dépenses des comptes d'affectation spéciale

Exposé des motifs

Cet article évalue, pour l'année 2026, les charges des comptes d'affectation spéciale à un montant de 313 250 000 000 FCFA.
Il autorise le paiement de traitements ou d'indemnités à des agents de l'Etat ou d'autres organismes publics par imputation directe aux comptes d'affectation spéciale ci-après :

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes ;
- les Frais de Contrôle des Sociétés à Participation publique.

Texte de l'article :

« I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, s'élèvent à 313 250 000 000 FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- *Fonds national de Retraite : 185 000 000 000 FCFA ;*
- *Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 FCFA ;*
- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3 500 000 000 FCFA ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 800 000 000 FCFA ;*
- *Fonds intergénérationnel : 30 100 000 000 FCFA ;*
- *Fonds de stabilisation : 70 900 000 000 FCFA ;*
- *Fonds de Restructuration des sociétés à Participation publique : 22 750 000 000 FCFA.*

II – Il est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes ;*
- *Frais de Contrôle des Sociétés à Participation publique.*

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE : Évaluation des charges de trésorerie

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 28 de la LOLF, les charges de trésorerie sont évaluées chaque année par une loi de finances. Pour le projet de loi de finances rectificative de l'année 2026, elles sont évaluées à un montant de 5 039 010 000 000 FCFA et concernent l'amortissement de la dette pour un montant de 4 516 210 000 000 FCFA, les arriérés sur ressources intérieures pour 300 000 000 000 FCFA, les emprunts rétrocédés pour 172 800 000 000 FCFA et la couverture des Opérations extérieures des Armées pour 50 000 000 000 FCFA.

La variation nette de l'encours de la dette est fixée à 2 258 036 171 873 FCFA et s'explique essentiellement par la couverture du déficit budgétaire d'un montant de 1 735 236 171 873 FCFA et le paiement des arriérés dus au secteur privé pour 300 000 000 000 FCFA.

Texte de l'article

« Pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 5 039 010 000 000 FCFA. »

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 MODIFIE : Équilibre budgétaire et financier

Exposé des motifs

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier présentées dans le tableau d'équilibre. Il arrête le déficit budgétaire et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la couverture du besoin de financement de l'Etat.

Texte de l'article

I - Pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, l'équilibre du budget s'établit en recettes et en dépenses du budget général, en recettes et en dépenses des comptes spéciaux du Trésor et en ressources et en charges de trésorerie à 12 622 897 000 000 FCFA conformément au tableau ci-dessous :

RESSOURCES (En milliards FCFA)	Ressources LFI 2026	Ressources LFR 2026	Ecarts ressources	CHARGES (En milliards FCFA	CHARGES LFI 2026	CHARGES LFR 2026	Ecarts charges	SOLDE LFI 2026
OPERATIONS BUDGETAIRES								
1 - BUDGET GENERAL				***1 - BUDGET GENERAL***				
A - Ressources internes				***A - Dépenses sur Ressources internes***				
Recettes fiscales	5 384,8	4 931,5	-453,3	Intérets et commissions	1 190,6	1 285,2	*94,6*	
dont recettes fiscales PRES	*703,6*	*303,5*	*-400,1*	Dépenses de personnel	1 532,8	1 532,8	*0,0*	
dont Recettes fiscales issues des financements extérieurs	269,0	269	*0,0*	Fonctionnement	1 650,0	2 185,0	*535,0*	
Recettes non fiscales et autres recettes	355,9	398,2	42,3	*Biens et services*	389,5	425,2	*35,7*	
dont recettes non fiscales PRES	*59,0*	*8*	*-51,0*	*Transferts courants*	1 260,5	1 759,8	*499,3*	
Pour mémoire: *recettes d'hydrocarbures*		*200*		*Dépenses en capital sur ressources internes*	1 448,9	1 133,2	*-315,7*	
				Investissement exécuté par l'Etat	1 081,2	633,4	*-447,8*	
				dont impôts et taxes sur investissements financés sur ressources extérrieures	269,0	269,0	*0,0*	
				Transfert en Capital	367,7	499,8	*132,1*	
Total recettes internes	**5 740,7**	**5 329,7**	**-411,0**	**Total dépenses sur recettes internes**	**5 822,3**	**6 136,2**	**313,9**	***-806,5***
B - Ressources externes			0,0	***B - Dépenses sur Ressources externes***			*0,0*	
Dons en capital (projet)	145,2	140,7	-4,5	Prêts projets	1 209,8	975,0	*-234,8*	
Dons budgétaires	46,3	46,3	0,0	Dons en capital	145,2	140,7	*-4,5*	
Total recettes externes	**191,5**	**187,0**	**-4,5**	**Total dépenses sur ressources externes**	**1 355,0**	**1 115,7**	***-239,3***	***-928,7***
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	**5 932,16**	**5 516,70**	**-415,5**	**TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL**	***7 177***	***7 252***	*74,6*	***-1 735,2***
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			0,0	***2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR***			*0,0*	
Compte d'affectation spécial	238,0	313,3	75,3	Compte d'affectation spécial	238,0	313,3	*75,3*	
Compte de commerce	0,5	0,5	0,0	Compte de commerce	0,5	0,5	*0,0*	
compte de prêts	13,0	13,0	0,0	compte de prêts	13,0	13,0	*0,0*	
Compte d'avance	0,8	0,8	0,0	Compte d'avance	0,8	0,8	*0,0*	
Compte de garantie et aval	4,4	4,4	0,0	Compte de garantie te aval	4,4	4,4	*0,0*	
TOTAL RECETTES CST	**256,7**	**332,0**	**75,3**	**TOTAL DEPENSES CST**	***257***	***332,0***	***75***	***0***
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES = (1 + 2)	**6 188,8**	**5 848,7**	**-340,2**		***7 434,0***	***7 583,9***	*149,9*	***-1 735,2***
				Solde budgétaire de bases	***-81,6***	***-806,5***	***-724,9***	
				Solde budgétaire global	***-1 245,1***	***-1 735,2***	***-490,1***	
				Solde budgétaire global (en % du PIB)	***-5,37%***	***-7,59%***	***0,0***	
OPERATIONS DE TRESORERIE								
Couverture de financement				***Besoins de financement***				
Emprunts projets	*1 209,8*	*975,0*	*- 234,80*	*Amortissement de la dette*	4 307,4	4 516,2	*208,8*	
Autres Emprunts	*4 692,6*	*5 626,4*	*933,78*	*Financement OPEX*	50,0	50,0	*0,0*	
			-	*Arriérés sur ressources intérieurs*	300,0	300,0	*0,0*	
Emprunt retrocédé	*172,8*	*172,8*	-	*Retrocession*	172,8	172,8	*0,0*	
TOTAL OPERATIONS DE TRESORERIE	**6 075,2**	**6 774,2**	**699,0**	**TOTAL CHARGES DE TRESORERIE**	***4 830,2***	***5 039,0***	*208,8*	***1 735,2***
SOLDE FINANCIER					**1 245,1**	**1 735,2**	*490,1*	
TOTAL RESSOURCES	**12 264,1**	**12 622,9**	**358,8**	**TOTAL CHARGES**	***12 264,1***	***12 622,9***	*358,8*	
PIB 2026	**23 170,0**	**22 861,2**			**23 170,0**	**22 861,2**		

(*) Solde budgétaire de base = Recettes totales (hors dons) - Dépenses courantes - Dépenses d'investissements publics financés sur ressources internes

II-Le solde budgétaire de base mesure l'écart entre les recettes hors dons et les dépenses hors dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures. Il s'établit à - 806 536 171 873 FCFA en 2026.

III- Le solde global (déficit budgétaire) représente la différence entre le total des recettes budgétaires et l'ensemble des dépenses budgétaires. Il s'élève à - 1 735 236 171 873 FCFA, soit 7,6% du PIB. Il est couvert par le solde financier d'un montant équivalent.

IV- Pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 6 961 280 171 873 FCFA. Ces financements pourront être mobilisés sur les marchés national et extérieur ainsi qu'auprès de pays ou organismes étrangers ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

V- La variation nette de l'encours de la dette s'élève à 2 258 036 171 873 FCFA.

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2 : *Les dispositions des articles 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22 et 23 de la loi n° 2025-19 du 22 décembre 2025 portant loi de finances pour l'année 2026 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.*

Il est inséré les nouveaux articles suivants : 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

En application des dispositions de l'article 12 de la loi organique précitée, le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026 répartit les crédits budgétaires en dotations et programmes entre les ministères et Institutions constitutionnelles. Les crédits non répartis en programmes sont regroupés en dotations conformément à l'article 14 de ladite loi.

Font l'objet de dotations les crédits destinés aux Institutions constitutionnelles, les crédits globaux, les charges financières de la dette ainsi que les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'avals et de garanties.

A – CREDITS DES PROGRAMMES

A. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 13 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des programmes du budget général, s'élèvent respectivement à 7 644 872 617 475 FCFA et 5 268 332 417 779 FCFA.

La répartition par section et par programme des autorisations d'engagement et des crédits de paiement est donnée en annexe III du présent projet de loi.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour le présent projet de loi de finances rectificative, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 7 644 872 617 475 FCFA et 5 268 332 417 779 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les comptes spéciaux du Trésor (CST) sont considérés comme des programmes budgétaires au sens de l'article 36 de la loi organique précitée.

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des programmes des CST sont évalués pour chacun à un montant égal à 331 953 000 000 FCFA ainsi réparti :

- **Compte d'affectation spéciale AE = CP** à **313 250 000 000 FCFA :**

- Fonds national de retraite : 185 000 000 000 FCFA ;
- Caisse d'encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3 500 000 000 FCFA ;
- Fonds de Lutte contre les incendies : 200 000 000 FCFA ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 800 000 000 FCFA ;
- Fonds intergénérationnel : 30 100 000 000 FCFA ;
- Fonds de stabilisation : 70 900 000 000 FCFA ;
- Fonds de restructuration des sociétés à participation publique : 22 750 000 000 FCFA.

- **Comptes de commerce AE = CP à 530 000 000 FCFA :**

- Opérations à caractère industriel et commercial des armées :150 000 000 FCFA ;
- Compte de Commerce de l'Administration pénitentiaire : 200 000 000 FCFA ;
- Compte de Commerce de la Police : 180 000 000 FCFA.

- **Comptes de prêts AE = CP à 13 000 000 000 FCFA ;**
- **Comptes d'avances AE = CP à 800 000 000 FCFA ;**
- **Comptes de garanties et d'avals AE = CP à 4 373 000 000 FCFA.**

Texte de l'article :

« Pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par le PLFR pour l'année 2026, sont fixés pour chacun à 331 953 000 000 FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III ».

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

B1. Dotations des institutions constitutionnelles

ARTICLE 15 MODIFIE : Dotations des institutions constitutionnelles

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, de la LOLF, il est ouvert pour le projet de loi de finances rectificative de l'année 2026, pour les Institutions, des autorisations d'engagement de 292 513 790 472 FCFA et des crédits de paiement de 285 346 314 895 FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe III.

Texte de l'article :

« Les crédits ouverts par le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des dotations des institutions constitutionnelles, sont fixés à 292 513 790 472 FCFA en autorisations d'engagement et 285 346 314 895 FCFA en crédits de paiement conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »

B. 2 – Dotation des charges communes

ARTICLE 16 MODIFIE : Dotation des charges communes

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique précitée, il est ouvert pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des charges communes, des autorisations d'engagement pour 947 945 149 941 FCFA et des crédits de paiement pour 413 055 267 326 FCFA.

Texte de l'article :

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes par le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des charges communes est fixé à la somme de 947 945 149 941 FCFA ».

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 413 055 267 326 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégorie de dépenses ».

B. 3 – Dotation dette publique

ARTICLE 17 : charges financières de la dette publique

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 14 de la LOLF, font l'objet de dotation, les crédits ouverts au profit des charges financières de la dette publique.

Texte de l'article :

« Les crédits ouverts par le projet de loi de finances rectificative, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 1 285 200 000 000 FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III ».

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLES 20, 21, 22 et 23 modifiés : Règles spécifiques relatives à l'exécution des dépenses publiques.

Exposé des motifs

L'objet de ces dispositions est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable et le principe de l'existence préalable d'une autorisation financière suffisante avant tout acte engageant les finances publiques et d'en préciser le sens et le contenu, notamment en ce qui concerne les procédures de marchés publics. Ils rappellent également les règles applicables en matière d'exécution des opérations de trésorerie qui relèvent exclusivement du comptable public.

Article 20 : Engagements de paiement de dépenses publiques

« Tout acte de dépense qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles qui régissent les dépenses publiques et la gestion de la trésorerie.

Dans le cas d'un marché pluriannuel, la couverture budgétaire porte sur l'autorisation d'engagement ouverte à cet effet et les crédits de paiement correspondants à inscrire dans les lois de finances de l'année en cours et des années à venir. Aucune lettre,

correspondance et autre document de quelle que nature relatif à un marché pluriannuel ne peuvent en aucun cas créer une obligation financière pour les années à venir.

Les lettres d'engagement d'inscription budgétaire dans les lois de finances à venir sont proscrites. Cette proscription ne s'applique pas aux lettres de domiciliation bancaire validées par l'ordonnateur habilité.

Pour les tierces personnes morales ou physiques, seuls les documents ou instruments contractuels ou actes dûment approuvés par les administrations publiques habilitées constituent des gages de paiement.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture budgétaire suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, s'expose à une procédure contentieuse et ne peut obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance. De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne doit pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »

Article 21 : Traitement des fonds et des tirages sur les prêts autorisés par la loi de finances.

« Les opérations de trésorerie sont exécutées exclusivement par les comptables publics soit à leur propre initiative, soit sur l'ordre ou à la demande de tiers qualifiés pour leur compte. Les demandes de tirages émises par les tiers habilités, sur la base des conventions d'emprunts, doivent être effectuées dans la limite du plafond d'emprunt autorisé par la loi de finances. Le tirage reste subordonné à la délivrance d'une attestation de non-dépassement du plafond d'emprunt par le Trésor public. »

Article 22 : Exécution des dépenses de transfert pour le compte de personnes morales de droit public

« Dans le respect du principe de l'unité de trésorerie, il est formellement interdit de payer des dépenses de transferts, directement dans des comptes bancaires, à l'exception des contributions de l'Etat versées aux institutions internationales ou autorités supranationales, des prises de participation dans des organismes internationaux.

Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor. Les prélèvements sur ces comptes de dépôts pour alimenter des comptes bancaires ouverts au nom desdites entités sont formellement interdits ».

Article 23 : Sanctions

« Tout contrevenant à ces dispositions, est exposé à des sanctions conformément à la loi organique 2012-23 du 27 décembre 2012 abrogeant et remplaçant la loi organique n°99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des Comptes, sans préjudice des sanctions administratives prévues par la réglementation. »

Articles 27, 28, 29, 30 et 31 nouveaux modifiant certaines dispositions du Code général des Impôts (CGI)

Exposé des motifs

La fiscalité applicable aux opérateurs de transfert d'argent et de monnaie électronique doit évoluer afin de mieux répondre aux enjeux de rendement budgétaire, de lisibilité du dispositif fiscal et d'acceptabilité par le secteur.

À cet égard, il est proposé de substituer au régime de taxation des transactions de monnaie électronique, comprenant la taxe sur les opérations de transfert d'argent et le prélèvement spécifique sur les paiements reçus par code marchand, institué par la loi n° 2025-17 du 27 septembre 2025, une contribution progressive assise sur le chiffre d'affaires.

Cette nouvelle contribution, dénommée contribution de solidarité économique des opérateurs de monnaie électronique, vise à instaurer un mécanisme plus simple, plus prévisible et mieux adapté à la capacité contributive des opérateurs concernés.

De même, les régimes applicables à l'impôt minimum forfaitaire, aux droits de timbre ainsi que certains droits perçus en matière foncière sont réaménagés.

Textes des articles

Article 27- *Sont abrogées les dispositions des articles 395, 396, 397, 398, 399, 399 bis et 399 ter du Code général des Impôts.*

Article 28.- Les dispositions de l'article 40 du Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 40.- L'impôt minimum forfaitaire est dû sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé l'année précédant celle de l'imposition, à raison de 0,5 %.

En aucun cas :

- *pour les personnes physiques ou morales immatriculées au service en charge des grandes entreprises, le montant dû ne peut être ni inférieur à un million (1 000 000) FCFA ni supérieur à dix millions (10 000 000) FCFA ;*
- *pour les personnes physiques ou morales immatriculées au service en charge des moyennes entreprises, le montant dû ne peut être ni inférieur à cinq cent mille (500 000) FCFA ni supérieur à cinq millions (5 000 000) FCFA ;*
- *pour les personnes physiques ou morales immatriculées aux services de la Direction des Services fiscaux, le montant dû ne peut être ni inférieur à deux*

cent cinquante mille (250 000) FCFA ni supérieur à cinq millions (5 000 000) FCFA ».

Article 29. *Les dispositions de l'article 220 ter du Code général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :*

« Article 220 ter. - contribution de solidarité économique des opérateurs de monnaie électronique.

1) *Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une contribution progressive assise sur le chiffre d'affaires des opérateurs de transfert d'argent ou de monnaie électronique, dénommée Contribution de Solidarité économique des Opérateurs de monnaie électronique ;*
2) *La contribution n'est pas déductible de l'impôt sur les sociétés dû par les assujettis ;*
3) *Est assujetti tout opérateur de transfert d'argent ou de monnaie électronique effectuant des opérations de transfert ou de paiement en monnaie électronique à partir ou à destination du Sénégal ;*
4) *La base de la contribution est constituée par la valeur ou le revenu dû sur toute prestation liée à l'activité de transfert d'argent ou de paiement en monnaie électronique effectuée par un opérateur de transfert d'argent ou de monnaie électronique ;*
5) *Pour la liquidation de la Contribution, il est fait application d'un barème progressif tenant compte des tranches suivantes :*
   - *8% jusqu'à 150 000 000 000 FCFA ;*
   - *9% de 150 000 000 001 à 300 000 000 000 FCFA ;*
   - *10% au-delà de 300 000 000 000 FCFA.*
6) *Le paiement de la Contribution donne lieu, chaque année, au versement de trois acomptes, chacun égal au quart du montant global dû au titre des opérations de l'année précédente et au paiement du solde.*

Les acomptes doivent être versés à la caisse du comptable public compétent de l'Administration fiscale.

Ils doivent être acquittés :

- *pour le premier acompte, dans les quinze premiers jours du mois de juin ;*
- *pour le deuxième acompte, dans les quinze premiers jours du mois de septembre ;*
- *pour le troisième acompte, dans les quinze premiers jours du mois de décembre.*

Le solde, après imputation des trois premiers acomptes, est acquitté dans les quinze premiers jours du mois de mars sur une base constituée des opérations réalisées au titre du dernier exercice clos telle que définie au (4) du présent article.

7) *Le contrôle et le contentieux de la Contribution de Solidarité économique des opérateurs de monnaie électronique se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'en matière de taxes indirectes.*

Article 30.- Les dispositions du dernier tiret de l'article 516 du Code général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

« *Timbre des quittances*

Le droit de timbre des quittances est :

- *dispensé pour les sommes comprises entre 0 et 100 000 francs ;*
- *fixé à 1% sur le montant total du paiement lorsque les sommes sont supérieures à 100 000 francs.*

A l'exception des imprimés utilisés par les systèmes financiers décentralisés, les reçus constatant des dépôts d'espèces effectués chez une banque, un établissement financier, un courtier en valeurs mobilières ou la Caisse des Dépôts et Consignations, sont frappés d'un droit de timbre de 200 francs. »

Article 31.- Les dispositions de l'article 537 du Code général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Les tarifs des droits fixes sont les suivants :

1) duplicata par titre : 30 000 FCFA ;

2) fusion et morcellement par titre fusionné ou créé : 20 000 FCFA ;

3) autre inscription par titre : 5 000 FCFA.

Le tarif des droits proportionnels est fixé à 0,80% pour tous les actes prévus à l'article 536 du présent Code.

La radiation d'un droit d'usage à temps est assise sur le montant du loyer ou de la redevance, augmenté des charges afférentes au temps restant à courir.

En cas de concession du droit de superficie par l'Etat ou de bail emphytéotique consenti par une collectivité publique ou d'aliénation d'un immeuble immatriculé, il est dû par le bénéficiaire outre les droits exigibles en vertu de cet acte, le remboursement des frais d'immatriculation liquidé, sur la base de la valeur vénale, au taux de 1%.

Ce remboursement des frais d'immatriculation n'est dû qu'une seule fois pour un même immeuble, à l'occasion de la première mutation de jouissance, de la première concession du droit de superficie ou de l'aliénation de l'immeuble.

Article 32 : accordant des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires en matière de logements sociaux

Exposé des motifs :

Le régime fiscal et douanier dérogatoire applicable aux programmes de construction de logements agréés par l'Etat, institué en 2015 puis renouvelé en 2020 par des lois de finances, est arrivé à expiration depuis bientôt une année. Sa reprise dans le Code général des Impôts et le Code des Douanes était envisagée dans le cadre des réformes en cours. Toutefois, le calendrier d'achèvement et d'entrée en vigueur de ces réformes n'est pas encore maîtrisé, ce qui crée un vide juridique qui prive les projets concernés d'une base légale permettant l'octroi des avantages fiscaux et douaniers antérieurement prévus.

Cette situation affecte particulièrement les programmes déjà engagés, dont les équilibres économiques et financiers ont été établis en considération du régime applicable, et est susceptible d'entraîner des surcoûts, des retards d'exécution ainsi qu'un ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction de logements. Elle intervient, en outre, dans un contexte où le Président de la République a demandé, lors du Conseil des Ministres du 16 juillet 2026, la prise de mesures permettant de relancer le secteur des BTP et des programmes de construction de logements sociaux.

Il apparaît, dès lors, nécessaire de rétablir temporairement une base légale sécurisée, dans l'attente de la consécration définitive de ce régime dans les futurs Codes.

A cet effet, le présent projet d'article prévoit la reconduction, dans le présent projet de loi de finances, du régime fiscal et douanier dérogatoire applicable aux programmes de logements sociaux.

Cette mesure permettra d'assurer la continuité juridique du dispositif, de sécuriser les projets éligibles et de contribuer à la relance du secteur, sans préjuger des choix définitifs qui seront retenus dans le cadre des réformes en cours.

Texte de l'article :

« Il est institué, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, un régime fiscal dérogatoire au droit commun au profit des promoteurs immobiliers engagés dans un programme de construction d'immeubles à usage de logement économique agréé par l'Etat. Les avantages fiscaux et douaniers accordés dans le cadre de la mise en œuvre dudit régime sont les suivants :

- *une réduction de 50 % de l'impôt sur les sociétés ;*
- *une suspension de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels et matériaux de construction, les études topographiques, les études et travaux de voiries et réseaux divers (VRD), les études d'urbanisme, d'architecture et les études et travaux portant sur les équipements socio-collectifs (écoles, centres de santé*

etc.) à la charge du promoteur immobilier et/ou de ses sous-traitants et rentrant dans le cadre de l'exécution du programme ;

- *une réduction de 50 % des droits d'enregistrement à l'acquisition des terrains par les promoteurs immobiliers ;*
- *une exonération du droit de douane sur les matériels importés et destinés à séjourner à demeure dans les immeubles ;*
- *une admission temporaire spéciale pour les engins non fixés à demeure, tels que notamment les bulldozers, élévateurs, grues et les camions.*

Sont exclues du bénéfice des avantages susvisés, les importations de matériels faisant l'objet d'une production locale.

La suspension de la taxe sur la valeur ajoutée devient une exonération définitive s'il est prouvé a posteriori que les matériels, matériaux, équipements, études et services divers acquis lors de la période de réalisation du programme ont été utilisés conformément à leur objet.

Le bénéfice du régime fiscal dérogatoire prévu au présent article est assujetti à la délivrance d'un agrément par le Ministre chargé des Finances.

Le Ministre chargé des Finances fixe, par arrêté, les catégories de logements éligibles aux avantages fiscaux et douaniers prévus au présent article, ainsi que les conditions du bénéfice desdits avantages.

Le régime fiscal et douanier dérogatoire prévu par la présente loi est caduc à compter de la date d'entrée en vigueur des prochains Code général des Impôts et Code des Douanes, lorsque ces dispositifs adoptent un régime spécifique applicable aux programmes de logements économiques ».

Articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 : Instituant le marquage fiscal des marchandises importées, fabriquées localement ou destinées à l'exportation et à la réexportation

Exposé des motifs

Dans son ambition d'asseoir un meilleur contrôle des produits afin de lutter plus efficacement contre la fraude commerciale, assurer une protection plus accrue des consommateurs et optimiser les recettes fiscales et douanières, l'Etat du Sénégal s'est résolument orienté vers la mise en place d'un système de marquage fiscal.

Le marquage fiscal est une technique qui vise à assurer le traçage des produits en circulation dans le territoire national, à certifier de leur régularité fiscale, notamment en permettant l'accès à des informations et renseignements paramétrés dans la chaine logistique du produit.

Le rôle du marquage est déterminant dans la protection et la promotion de la compétitivité des entreprises locales. En effet, il garantit une protection des entreprises

locales contre la concurrence déloyale des produits importés, par le caractère obligatoire de l'apposition de marques fiscales sécurisées sur tous les produits qui circulent sur le territoire.

De même, il contribue à l'amélioration de l'environnement des affaires, en renforçant le niveau de conformité des entreprises locales et des opérations d'importation, aux règlementations fiscales, commerciales et aux normes internationales en vigueur.

Sur le plan fiscal, le marquage permet d'améliorer la mobilisation des recettes fiscales et douanières par une densification de l'assiette, résultant de la meilleure maitrise des volumes de produits importés ou fabriqués localement.

Textes des articles :

Article 33. – Institution du marquage fiscal

1) Il est institué un marquage fiscal de marchandises et de produits de consommation importés ou fabriqués localement.

2) Les marchandises destinées à l'exportation ou à la réexportation sont soumises, en cas de besoin, au marquage fiscal.

Article 34. – Champ d'application

La liste des marchandises et produits de consommation soumis au marquage fiscal est fixée par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 35. – Interdictions

Il est interdit :

- *de détenir ou de vendre des produits soumis au marquage fiscal qui ne comportent pas de marques fiscales ;*
- *de fabriquer, de détenir, de vendre ou d'utiliser de fausses marques fiscales ;*
- *de procéder à toute intrusion technique visant à copier ou contrefaire les éléments du système de marquage fiscal ;*
- *de porter atteinte ou d'entraver, de quelque manière que ce soit, les opérations de marquage, l'installation du système de marquage, ou son bon fonctionnement.*

Article 36. – Obligations déclaratives

1) Les fabricants de produits soumis au marquage fiscal sont tenus de déposer au service des Impôts compétent, en même temps que leur déclaration mensuelle de taxe spécifique, un Etat indiquant le nombre d'unités :

- *fabriquées par ligne de conditionnement ou de remplissage automatisée ou non ;*
- *sorties d'usine avec leur marque fiscale ;*
- *livrées avec leur marque fiscale ;*

- *détenues en stock avec leur marque fiscale.*

2) Les importateurs de produits soumis au marquage fiscal sont tenus de déposer au service des Impôts compétent, en même temps que leur déclaration mensuelle de taxe spécifique, un Etat des stocks indiquant le nombre d'unités :

- *déclarées en douane ;*
- *effectivement soumises au marquage fiscal ;*
- *vendues avec leur marque fiscale ;*
- *détenues en stock avec leur marque fiscale ;*
- *détenues en stock sous régime suspensif douanier.*

3) Les importateurs de produits soumis au marquage fiscal sont tenus d'effectuer, auprès de l'Administration des Douanes, les formalités prévues par la législation douanière en matière d'importation dont les modalités spécifiques sont fixées par décision du Directeur général des Douanes.

Article 37. – Sanctions

1) Sans préjudice des sanctions pénales, fiscales et douanières, toute violation des dispositions de la présente loi donne lieu à une amende égale à 200.000 francs CFA.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1) du présent article, toute détention ou toute vente de marchandises ou de produits soumis au marquage fiscal qui ne comportent pas de marque fiscale entraîne une amende égale à la valeur des marchandises ou des produits détenus ou vendus sans leur marque fiscale.

3) Les manquements prévus à l'alinéa 2) du présent article entraînent également la saisie immédiate des marchandises et des produits dépourvus de leur marque fiscale et des moyens de transport.

4) Lorsque la saisie est effectuée conformément aux dispositions de l'alinéa 3° du présent article, le contrevenant dispose d'un délai de trente (30) jours, à compter de la date de saisie, pour récupérer les marchandises et produits saisis, à la condition de procéder à leur marquage à ses propres frais et après acquittement de l'amende prévue.

Passé ce délai, les marchandises et produits saisis sont confisqués, selon les procédures de droit commun.

Toutefois, les transporteurs sont admis à faire preuve de leur bonne foi. Dans ce cas, il peut être sursis à la confiscation des moyens de transport.

En cas de confiscation, il est procédé à la vente aux enchères, par le Service compétent, des marchandises et produits confisqués.

Lorsqu'ils sont impropres à la consommation, les produits confisqués sont détruits conformément aux procédures prévues par la législation en vigueur.

Article 38. – Services compétents

1) Les agents des Douanes, tous grades confondus, et les agents des Impôts et des Domaines, ayant au moins le grade de contrôleur, assurent la surveillance et le contrôle du marquage fiscal aux frontières et à l'intérieur du territoire.

2) Les infractions aux dispositions de la présente loi sont poursuivies et réprimées par l'Administration des Douanes, l'Administration des Impôts et les services en charge du Commerce, chacun selon son domaine de compétence.

Article 39. – Textes d'application

Des arrêtés, circulaires ou instructions du Ministre chargé des finances peuvent, en tant que de besoin, préciser les modalités d'application de la présente loi.

Article 40 : Intégration dans la comptabilité générale de l'Etat de l'encours fiabilisé de la dette non-financière

Exposé des motifs

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues du rapport de la Cour des Comptes relatif à l'audit sur la situation des finances publiques au titre des gestions de 2019 au 31 mars 2024, la loi n° 2025-10 du 08 juillet 2025 portant loi de finances rectificative pour l'année 2025 notamment en son article 43 avait, en attendant d'avoir l'encours définitif, autorisé l'intégration et la régularisation dans les comptes de l'Etat de la partie déjà fiabilisée des dettes financière et non financière.

En effet, dans le but d'établir une situation exhaustive de l'ensemble de la dette non financière de l'Etat, une mission d'audit diligentée à cet effet a été conduite par l'Inspection générale des Finances.

A l'issue de ses investigations, ladite mission a arrêté le montant de la dette non-financière fiabilisée à intégrer dans les comptes de l'Etat en vue de leur prise en charge et de leur régularisation. Cette prise en charge permet d'améliorer la qualité de l'information financière des comptes publics, et de payer la dette due au secteur privé.

En conséquence, il est soumis à votre autorisation l'intégration dans les comptes de l'Etat du stock de la dette identifiée, fiabilisée et arrêtée sur la base des résultats des travaux de la mission d'audit.

Texte de l'article :

« Sont autorisées, au titre de la gestion 2026, l'intégration et la régularisation dans les comptes de l'Etat de la dette non financière fiabilisée et arrêtée à trois cents milliards (300 000 000 000) FCFA due aux créanciers de l'Etat.

L'intégration et la régularisation de ces opérations ainsi que des charges et éventuellement des produits qui peuvent leur être rattachés seront effectués dans les

livres ouverts chez les comptables supérieurs directs du trésor et participeront à la formation des résultats de l'année 2026 tels que prescrits par les lois et règlements ».

Article 41 : Ratification de décret d'avance

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi organique 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les décrets d'avance pris en cours d'année sont proposés à la ratification lors de la plus prochaine loi de finances.

Ainsi, le décret d'avance ci-après a été pris après le vote de la loi n°2025-19 du 22 décembre 2025, pour ouvrir des crédits à titre d'avance budget général, d'un montant total de 7 202 737 225 FCFA en autorisation d'engagement et en crédit pour les besoins d'assistance humanitaire (vivre de soudure).

Texte de l'article :

« Est ratifié le décret d'avance n° 2026-1610 du 11 septembre 2026 portant ouverture de crédits à titre d'avance du budget général sur la gestion 2026 ».

PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE PREMIER : Les dispositions des articles premier, 2, 4, 5, 6, 11 et 12 de la loi n° 2025-19 du 22 décembre 2025 portant loi de finances pour l'année 2026 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général

I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2026, à la somme de 5 329 663 828 127 FCFA conformément à l'annexe I du présent projet de loi.

II – Les recettes externes du budget général, composées de dons budgétaires et en capital, sont prévues à 187 034 000 000 FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2026, à 5 516 697 828 127 FCFA.

ARTICLE 2 MODIFIE : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

I- Pour la loi de finances rectificative de l'année 2026, les ressources de trésorerie s'élèvent à 6 774 246 171 873 FCFA.

II- Le plafond de la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long terme, autorisé pour l'année 2026, est fixé à 2 258 036 171 873 FCFA.

III- Ces emprunts pourront être contractés sur le marché national, sur le marché sous régional, sur le marché extérieur et auprès de pays ou d'organismes étrangers ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

ARTICLE 4 MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes des Comptes spéciaux du Trésor

I- La perception des recettes affectées aux Comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2026, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions du présent projet de loi.

II. Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes du projet de loi de finances rectificative de l'année 2026, pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 331 953 000 000 FCFA.

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général

I- Les crédits de paiement ouverts dans le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 7 251 934 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie de dépenses :

- *Intérêts et commissions : 1 285 200 000 000 FCFA ;*
- *Dépenses de personnel : 1 532 800 000 000 FCFA ;*
- *Biens et services : 425 200 000 000 FCFA ;*
- *Transferts courants : 1 759 838 458 169 FCFA ;*
- *Investissements exécutés par l'Etat : 1 674 296 573 021 FCFA ;*
- *Transferts en capital : 574 598 968 810 FCFA.*

II – Il est ouvert dans le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagement d'un montant de 10 170 531 557 888 FCFA, conformément à l'annexe II, jointe au présent projet de loi.

B.2 Comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 6 MODIFIE : Dépenses des comptes d'affectation spéciale

I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, s'élèvent à 313 250 000 000 FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- *Fonds national de Retraite : 185 000 000 000 FCFA ;*
- *Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 FCFA ;*
- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3 500 000 000 FCFA ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 800 000 000 FCFA ;*
- *Fonds intergénérationnel : 30 100 000 000 FCFA ;*
- *Fonds de stabilisation : 70 900 000 000 FCFA ;*
- *Fonds de Restructuration des sociétés à Participation publique : 22 750 000 000 FCFA.*

II – Il est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes ;*
- *Frais de Contrôle des Sociétés à Participation publique.*

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE : Évaluation des charges de trésorerie

Pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 5 039 010 000 000 FCFA.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 MODIFIE : Équilibre budgétaire et financier

I - Pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, l'équilibre du budget s'établit en recettes et en dépenses du budget général, en recettes et en dépenses des comptes spéciaux du Trésor et en ressources et en charges de trésorerie à 12 622 897 000 000 FCFA conformément au tableau ci-dessous :

RESSOURCES (En milliards FCFA)	Ressources LFI 2026	Ressources LFR 2026	Ecarts ressources	CHARGES (En milliards FCFA	CHARGES LFI 2026	CHARGES LFR 2026	Ecarts charges	SOLDE LFI 2026
OPERATIONS BUDGETAIRES								
1 - BUDGET GENERAL				***1 - BUDGET GENERAL***				
A - Ressources internes				***A - Dépenses sur Ressources internes***				
Recettes fiscales	5 384,8	4 931,5	-453,3	Intérets et commissions	1 190,6	1 285,2	*94,6*	
dont recettes fiscales PRES	*703,6*	*303,5*	*-400,1*	Dépenses de personnel	1 532,8	1 532,8	*0,0*	
dont Recettes fiscales issues des financements extérieurs	269,0	269	*0,0*	Fonctionnement	1 650,0	2 185,0	*535,0*	
Recettes non fiscales et autres recettes	355,9	398,2	42,3	*Biens et services*	389,5	425,2	*35,7*	
dont recettes non fiscales PRES	*59,0*	*8*	*-51,0*	*Transferts courants*	1 260,5	1 759,8	*499,3*	
Pour mémoire: *recettes d'hydrocarbures*		*200*		*Dépenses en capital sur ressources internes*	1 448,9	1 133,2	*-315,7*	
				Investissement exécuté par l'Etat	1 081,2	633,4	*-447,8*	
				dont impôts et taxes sur investissements financés sur ressources extérrieures	269,0	269,0	*0,0*	
				Transfert en Capital	367,7	499,8	*132,1*	
Total recettes internes	**5 740,7**	**5 329,7**	**-411,0**	**Total dépenses sur recettes internes**	**5 822,3**	**6 136,2**	**313,9**	***-806,5***
B - Ressources externes			0,0	***B - Dépenses sur Ressources externes***			*0,0*	
Dons en capital (projet)	145,2	140,7	-4,5	Prêts projets	1 209,8	975,0	*-234,8*	
Dons budgétaires	46,3	46,3	0,0	Dons en capital	145,2	140,7	*-4,5*	
Total recettes externes	**191,5**	**187,0**	**-4,5**	**Total dépenses sur ressources externes**	**1 355,0**	**1 115,7**	***-239,3***	***-928,7***
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	**5 932,16**	**5 516,70**	**-415,5**	**TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL**	***7 177***	***7 252***	*74,6*	***-1 735,2***
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			0,0	***2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR***			*0,0*	
Compte d'affectation spécial	238,0	313,3	75,3	Compte d'affectation spécial	238,0	313,3	*75,3*	
Compte de commerce	0,5	0,5	0,0	Compte de commerce	0,5	0,5	*0,0*	
compte de prêts	13,0	13,0	0,0	compte de prêts	13,0	13,0	*0,0*	
Compte d'avance	0,8	0,8	0,0	Compte d'avance	0,8	0,8	*0,0*	
Compte de garantie et aval	4,4	4,4	0,0	Compte de garantie te aval	4,4	4,4	*0,0*	
TOTAL RECETTES CST	**256,7**	**332,0**	**75,3**	**TOTAL DEPENSES CST**	***257***	***332,0***	***75***	***0***
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES = (1 + 2)	**6 188,8**	**5 848,7**	**-340,2**		***7 434,0***	***7 583,9***	*149,9*	***-1 735,2***
				Solde budgétaire de bases	***-81,6***	***-806,5***	***-724,9***	
				Solde budgétaire global	***-1 245,1***	***-1 735,2***	***-490,1***	
				Solde budgétaire global (en % du PIB)	***-5,37%***	***-7,59%***	***0,0***	
OPERATIONS DE TRESORERIE								
Couverture de financement				***Besoins de financement***				
Emprunts projets	*1 209,8*	*975,0*	*- 234,80*	*Amortissement de la dette*	4 307,4	4 516,2	*208,8*	
Autres Emprunts	*4 692,6*	*5 626,4*	*933,78*	*Financement OPEX*	50,0	50,0	*0,0*	
			-	*Arriérés sur ressources intérieurs*	300,0	300,0	*0,0*	
Emprunt retrocédé	*172,8*	*172,8*	-	*Retrocession*	172,8	172,8	*0,0*	
TOTAL OPERATIONS DE TRESORERIE	**6 075,2**	**6 774,2**	**699,0**	**TOTAL CHARGES DE TRESORERIE**	***4 830,2***	***5 039,0***	*208,8*	***1 735,2***
SOLDE FINANCIER					**1 245,1**	**1 735,2**	*490,1*	
TOTAL RESSOURCES	**12 264,1**	**12 622,9**	**358,8**	**TOTAL CHARGES**	***12 264,1***	***12 622,9***	*358,8*	
PIB 2026	**23 170,0**	**22 861,2**			**23 170,0**	**22 861,2**		

(*) Solde budgétaire de base = Recettes totales (hors dons) - Dépenses courantes - Dépenses d'investissements publics financés sur ressources internes

II-Le solde budgétaire de base mesure l'écart entre les recettes hors dons et les dépenses hors dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures. Il s'établit à - 806 536 171 873 FCFA en 2026.

III- Le solde global (déficit budgétaire) représente la différence entre le total des recettes budgétaires et l'ensemble des dépenses budgétaires. Il s'élève à - 1 735 236 171 873 FCFA, soit 7,6% du PIB. Il est couvert par le solde financier d'un montant équivalent.

IV- Pour le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 6 961 280 171 873 FCFA. Ces financements pourront être mobilisés sur les marchés national et extérieur ainsi qu'auprès de pays ou organismes étrangers ou internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

V- La variation nette de l'encours de la dette s'élève à 2 258 036 171 873 FCFA.

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2 : Les dispositions des articles 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22 et 23 de la loi n° 2025-19 du 22 décembre 2025 portant loi de finances pour l'année 2026 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

Il est inséré les nouveaux articles suivants : 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A – CREDITS DES PROGRAMMES

A.1 Programmes du Budget général

ARTICLE 13 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour le présent projet de loi de finances rectificative, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 7 644 872 617 475 FCFA et 5 268 332 417 779 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Pour les programmes des Comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par le PLFR pour l'année 2026, sont fixés pour chacun à 331 953 000 000 FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III.

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

B1. Dotations des institutions constitutionnelles

ARTICLE 15 MODIFIE : Dotations des institutions constitutionnelles

Les crédits ouverts par le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des dotations des institutions constitutionnelles, sont fixés à 292 513 790 472 FCFA en autorisations d'engagement et 285 346 314 895 FCFA en crédits de paiement conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

B.2 – Dotation des charges communes

ARTICLE 16 MODIFIE : Dotation des charges communes

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes par le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des charges communes est fixé à la somme de 947 945 149 941 FCFA.

Le plafond des crédits de paiement ouverts par le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 413 055 267 326 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégorie de dépenses.

B. 3 – Dotation dette publique

ARTICLE 17 : charges financières de la dette publique

Les crédits ouverts par le projet de loi de finances rectificative, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 1 285 200 000 000 FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III.

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLES 20, 21, 22 et 23 modifiés : Règles spécifiques relatives à l'exécution des dépenses publiques.

Article 20 : Engagements de paiement de dépenses publiques

Tout acte de dépense qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles qui régissent les dépenses publiques et la gestion de la trésorerie.

Dans le cas d'un marché pluriannuel, la couverture budgétaire porte sur l'autorisation d'engagement ouverte à cet effet et les crédits de paiement correspondants à inscrire dans les lois de finances de l'année en cours et des années à venir. Aucune lettre, correspondance et autre document de quelque nature relatif à un marché pluriannuel ne peuvent en aucun cas créer une obligation financière pour les années à venir.

Les lettres d'engagement d'inscription budgétaire dans les lois de finances à venir sont proscrites. Cette proscription ne s'applique pas aux lettres de domiciliation bancaire validées par l'ordonnateur habilité.

Pour les tierces personnes morales ou physiques, seuls les documents ou instruments contractuels ou actes dûment approuvés par les administrations publiques habilitées constituent des gages de paiement.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture budgétaire suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, s'expose à une procédure contentieuse et ne peut obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance. De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne doit pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie.

Article 21 : Traitement des fonds et des tirages sur les prêts autorisés par la loi de finances.

Les opérations de trésorerie sont exécutées exclusivement par les comptables publics soit à leur propre initiative, soit sur l'ordre ou à la demande de tiers qualifiés pour leur compte. Les demandes de tirages émises par les tiers habilités, sur la base des conventions d'emprunts, doivent être effectuées dans la limite du plafond d'emprunt autorisé par la loi de finances. Le tirage reste subordonné à la délivrance d'une attestation de non-dépassement du plafond d'emprunt par le Trésor public.

Article 22 : Exécution des dépenses de transfert pour le compte de personnes morales de droit public

Dans le respect du principe de l'unité de trésorerie, il est formellement interdit de payer des dépenses de transferts, directement dans des comptes bancaires, à l'exception des contributions de l'Etat versées aux institutions internationales ou autorités supranationales, des prises de participation dans des organismes internationaux.

Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor. Les prélèvements sur ces comptes de dépôts pour alimenter des comptes bancaires ouverts au nom desdites entités sont formellement interdits.

Article 23 : Sanctions

Tout contrevenant à ces dispositions, est exposé à des sanctions conformément à la loi organique 2012-23 du 27 décembre 2012 abrogeant et remplaçant la loi organique n°99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des Comptes, sans préjudice des sanctions administratives prévues par la réglementation.

Articles 27, 28, 29, 30 et 31 nouveaux modifiant certaines dispositions du Code général des Impôts (CGI)

Article 27- Sont abrogées les dispositions des articles 395, 396, 397, 398, 399, 399 bis et 399 ter du Code général des Impôts.

Article 28.- Les dispositions de l'article 40 du Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 40.- L'impôt minimum forfaitaire est dû sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé l'année précédant celle de l'imposition, à raison de 0,5%.

En aucun cas :

- *pour les personnes physiques ou morales immatriculées au service en charge des grandes entreprises, le montant dû ne peut être ni inférieur à un million (1 000 000) FCFA ni supérieur à dix millions (10 000 000) FCFA ;*
- *pour les personnes physiques ou morales immatriculées au service en charge des moyennes entreprises, le montant dû ne peut être ni inférieur à cinq cent mille (500 000) FCFA ni supérieur à cinq millions (5 000 000) FCFA ;*
- *pour les personnes physiques ou morales immatriculées aux services de la Direction des Services fiscaux, le montant dû ne peut être ni inférieur à deux cent cinquante mille (250 000) FCFA ni supérieur à cinq millions (5 000 000) FCFA .*

Article 29. *Les dispositions de l'article 220 ter du Code général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :*

Article 220 ter. - contribution de solidarité économique des opérateurs de monnaie électronique.

8) *Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une contribution progressive assise sur le chiffre d'affaires des opérateurs de transfert d'argent ou de monnaie électronique, dénommée Contribution de Solidarité économique des Opérateurs de monnaie électronique ;*
9) *La contribution n'est pas déductible de l'impôt sur les sociétés dû par les assujettis ;*
10) *Est assujetti tout opérateur de transfert d'argent ou de monnaie électronique effectuant des opérations de transfert ou de paiement en monnaie électronique à partir ou à destination du Sénégal ;*

11) La base de la contribution est constituée par la valeur ou le revenu dû sur toute prestation liée à l'activité de transfert d'argent ou de paiement en monnaie électronique effectuée par un opérateur de transfert d'argent ou de monnaie électronique ;

12) Pour la liquidation de la Contribution, il est fait application d'un barème progressif tenant compte des tranches suivantes :

- *8% jusqu'à 150 000 000 000 FCFA ;*
- *9% de 150 000 000 001 à 300 000 000 000 FCFA ;*
- *10% au-delà de 300 000 000 000 FCFA.*

13) Le paiement de la Contribution donne lieu, chaque année, au versement de trois acomptes, chacun égal au quart du montant global dû au titre des opérations de l'année précédente et au paiement du solde.

Les acomptes doivent être versés à la caisse du comptable public compétent de l'Administration fiscale.

Ils doivent être acquittés :

- *pour le premier acompte, dans les quinze premiers jours du mois de juin ;*
- *pour le deuxième acompte, dans les quinze premiers jours du mois de septembre ;*
- *pour le troisième acompte, dans les quinze premiers jours du mois de décembre.*

Le solde, après imputation des trois premiers acomptes, est acquitté dans les quinze premiers jours du mois de mars sur une base constituée des opérations réalisées au titre du dernier exercice clos telle que définie au (4) du présent article.

14)Le contrôle et le contentieux de la Contribution de Solidarité économique des opérateurs de monnaie électronique se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'en matière de taxes indirectes.

Article 30.- Les dispositions du dernier tiret de l'article 516 du Code général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Timbre des quittances

Le droit de timbre des quittances est :

- *dispensé pour les sommes comprises entre 0 et 100 000 francs ;*
- *fixé à 1% sur le montant total du paiement lorsque les sommes sont supérieures à 100 000 francs.*

A l'exception des imprimés utilisés par les systèmes financiers décentralisés, les reçus constatant des dépôts d'espèces effectués chez une banque, un établissement financier, un courtier en valeurs mobilières ou la Caisse des Dépôts et Consignations, sont frappés d'un droit de timbre de 200 francs.

Article 31.- Les dispositions de l'article 537 du Code général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Les tarifs des droits fixes sont les suivants :

1) duplicata par titre : 30 000 FCFA ;

2) fusion et morcellement par titre fusionné ou créé : 20 000 FCFA ;

3) autre inscription par titre : 5 000 FCFA.

Le tarif des droits proportionnels est fixé à 0,80% pour tous les actes prévus à l'article 536 du présent Code.

La radiation d'un droit d'usage à temps est assise sur le montant du loyer ou de la redevance, augmenté des charges afférentes au temps restant à courir.

En cas de concession du droit de superficie par l'Etat ou de bail emphytéotique consenti par une collectivité publique ou d'aliénation d'un immeuble immatriculé, il est dû par le bénéficiaire outre les droits exigibles en vertu de cet acte, le remboursement des frais d'immatriculation liquidé, sur la base de la valeur vénale, au taux de 1%.

Ce remboursement des frais d'immatriculation n'est dû qu'une seule fois pour un même immeuble, à l'occasion de la première mutation de jouissance, de la première concession du droit de superficie ou de l'aliénation de l'immeuble.

Article 32 : accordant des avantages fiscaux et douaniers dérogatoires en matière de logements sociaux

Il est institué, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, un régime fiscal dérogatoire au droit commun au profit des promoteurs immobiliers engagés dans un programme de construction d'immeubles à usage de logement économique agréé par l'Etat. Les avantages fiscaux et douaniers accordés dans le cadre de la mise en œuvre dudit régime sont les suivants :

- *une réduction de 50 % de l'impôt sur les sociétés ;*
- *une suspension de la taxe sur la valeur ajoutée sur les matériels et matériaux de construction, les études topographiques, les études et travaux de voiries et réseaux divers (VRD), les études d'urbanisme, d'architecture et les études et travaux portant sur les équipements socio-collectifs (écoles centres de santé etc.) à la charge du promoteur immobilier et/ou de ses sous-traitants et rentrant dans le cadre de l'exécution du programme ;*
- *une réduction de 50 % des droits d'enregistrement à l'acquisition des terrains par les promoteurs immobiliers ;*
- *une exonération du droit de douane sur les matériels importés et destinés à séjourner à demeure dans les immeubles ;*
- *une admission temporaire spéciale pour les engins non fixés à demeure, tels que notamment les bulldozers, élévateurs, grues et les camions.*

Sont exclues du bénéfice des avantages susvisés, les importations de matériels faisant l'objet d'une production locale.

La suspension de la taxe sur la valeur ajoutée devient une exonération définitive s'il est prouvé a posteriori que les matériels, matériaux, équipements, études et services divers acquis lors de la période de réalisation du programme ont été utilisés conformément à leur objet.

Le bénéfice du régime fiscal dérogatoire prévu au présent article est assujetti à la délivrance d'un agrément par le Ministre chargé des Finances.

Le Ministre chargé des Finances fixe, par arrêté, les catégories de logements éligibles aux avantages fiscaux et douaniers prévus au présent article, ainsi que les conditions du bénéfice desdits avantages.

Le régime fiscal et douanier dérogatoire prévu par la présente loi est caduc à compter de la date d'entrée en vigueur des prochains Code général des Impôts et Code des Douanes, lorsque ces dispositifs adoptent un régime spécifique applicable aux programmes de logements économiques.

Articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 : Instituant le marquage fiscal des marchandises importées, fabriquées localement ou destinées à l'exportation et à la réexportation

Article 33. – Institution du marquage fiscal

1) Il est institué un marquage fiscal de marchandises et de produits de consommation importés ou fabriqués localement.

2) Les marchandises destinées à l'exportation ou à la réexportation sont soumises, en cas de besoin, au marquage fiscal.

Article 34. – Champ d'application

La liste des marchandises et produits de consommation soumis au marquage fiscal est fixée par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 35. – Interdictions

Il est interdit :

- *de détenir ou de vendre des produits soumis au marquage fiscal qui ne comportent pas de marques fiscales ;*
- *de fabriquer, de détenir, de vendre ou d'utiliser de fausses marques fiscales ;*
- *de procéder à toute intrusion technique visant à copier ou contrefaire les éléments du système de marquage fiscal ;*
- *de porter atteinte ou d'entraver, de quelque manière que ce soit, les opérations de marquage, l'installation du système de marquage, ou son bon fonctionnement.*

Article 36. – Obligations déclaratives

1) Les fabricants de produits soumis au marquage fiscal sont tenus de déposer au service des Impôts compétent, en même temps que leur déclaration mensuelle de taxe spécifique, un Etat indiquant le nombre d'unités :

- *fabriquées par ligne de conditionnement ou de remplissage automatisée ou non ;*
- *sorties d'usine avec leur marque fiscale ;*
- *livrées avec leur marque fiscale ;*
- *détenues en stock avec leur marque fiscale.*

2) Les importateurs de produits soumis au marquage fiscal sont tenus de déposer au service des Impôts compétent, en même temps que leur déclaration mensuelle de taxe spécifique, un Etat des stocks indiquant le nombre d'unités :

- *déclarées en douane ;*
- *effectivement soumises au marquage fiscal ;*
- *vendues avec leur marque fiscale ;*
- *détenues en stock avec leur marque fiscale ;*
- *détenues en stock sous régime suspensif douanier.*

3) Les importateurs de produits soumis au marquage fiscal sont tenus d'effectuer, auprès de l'Administration des Douanes, les formalités prévues par la législation douanière en matière d'importation dont les modalités spécifiques sont fixées par décision du Directeur général des Douanes.

Article 37. – Sanctions

1) Sans préjudice des sanctions pénales, fiscales et douanières, toute violation des dispositions de la présente loi donne lieu à une amende égale à 200.000 francs CFA.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1) du présent article, toute détention ou toute vente de marchandises ou de produits soumis au marquage fiscal qui ne comportent pas de marque fiscale entraîne une amende égale à la valeur des marchandises ou des produits détenus ou vendus sans leur marque fiscale.

3) Les manquements prévus à l'alinéa 2) du présent article entraînent également la saisie immédiate des marchandises et des produits dépourvus de leur marque fiscale et des moyens de transport.

4) Lorsque la saisie est effectuée conformément aux dispositions de l'alinéa 3° du présent article, le contrevenant dispose d'un délai de trente (30) jours, à compter de la date de saisie, pour récupérer les marchandises et produits saisis, à la condition de procéder à leur marquage à ses propres frais et après acquittement de l'amende prévue.

Passé ce délai, les marchandises et produits saisis sont confisqués, selon les procédures de droit commun.

Toutefois, les transporteurs sont admis à faire preuve de leur bonne foi. Dans ce cas, il peut être sursis à la confiscation des moyens de transport.

En cas de confiscation, il est procédé à la vente aux enchères, par le Service compétent, des marchandises et produits confisqués.

Lorsqu'ils sont impropres à la consommation, les produits confisqués sont détruits conformément aux procédures prévues par la législation en vigueur.

Article 38. – Services compétents

1) Les agents des Douanes, tous grades confondus, et les agents des Impôts et des Domaines, ayant au moins le grade de contrôleur, assurent la surveillance et le contrôle du marquage fiscal aux frontières et à l'intérieur du territoire.

2) Les infractions aux dispositions de la présente loi sont poursuivies et réprimées par l'Administration des Douanes, l'Administration des Impôts et les services en charge du Commerce, chacun selon son domaine de compétence.

Article 39. – Textes d'application

Des arrêtés, circulaires ou instructions du Ministre chargé des finances peuvent, en tant que de besoin, préciser les modalités d'application de la présente loi.

Article 40 : Intégration dans la comptabilité générale de l'Etat de l'encours fiabilisé de la dette non-financière

Sont autorisées, au titre de la gestion 2026, l'intégration et la régularisation dans les comptes de l'Etat de la dette non financière fiabilisée et arrêtée à trois cents milliards (300 000 000 000) FCFA due aux créanciers de l'Etat.

L'intégration et la régularisation de ces opérations ainsi que des charges et éventuellement des produits qui peuvent leur être rattachés seront effectués dans les livres ouverts chez les comptables supérieurs directs du trésor et participeront à la formation des résultats de l'année 2026 tels que prescrits par les lois et règlements.

Article 41 : Ratification de décret d'avance

« Est ratifié le décret d'avance n° 2026-1610 du 11 septembre 2026 portant ouverture de crédits à titre d'avance du budget général sur la gestion 2026 ».

ANNEXES

ANNEXE I MODIFIEE : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE

Nature de recettes (en milliards FCFA)	LFI 2026	PLFR 2026	Variation	%
R_711 - Impôts sur revenus, bénéfices et gains en capital	*661,66*	*854,00*	*192,34*	*29,07%*
R_712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations	*1 179,77*	*837,00*	*-342,77*	*-29,05%*
R_713 - Impôts sur le patrimoine	*61,06*	*69,20*	*8,14*	*13,33%*
R_714 - Autres impôts directs	*5,22*	*3,00*	*-2,22*	*-42,58%*
TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)	1 907,71	1 763,20	-144,51	-7,58%
R_715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	*2 260,57*	*1 987,88*	*-272,69*	*-12,06%*
R_716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées	*238,30*	*215,60*	*-22,70*	*-9,53%*
R_717 - Droits et taxes à l'importation	*582,23*	*593,30*	*11,07*	*1,90%*
R_718 - Droits et taxes à l'exportation	*40,25*	*4,32*	*-35,93*	*-89,27%*
R_719 - Autres recettes fiscales	*355,74*	*367,24*	*11,50*	*3,23%*
TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)	3 477,09	3 168,34	-308,75	-8,88%
RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71))	5 384,80	4 931,54	-453,26	-8,42%
R_721 - Revenus de l'entreprise et du domaine (y compris revenu du pétrole)	*193,90*	*262,34*	*68,44*	*35,29%*
R_729 - Autres recettes non fiscales	*32,81*	*19,97*	*-12,84*	*-39,13%*
R_723_Amendes et condamnations pécuniaires	*0,50*	*0,81*	*0,31*	*62,30%*
R_72_RECETTES NON FISCALES	228,22	283,12	55,91	24,50%
R_75_RECETTES EXCEPTIONNELLES	21,50	11,50	-10,00	-46,51%
R_773 - Dividendes	*81,21*	*79,20*	*-2,01*	*-2,48%*
R_774 - Revenus des titres de placements	*0,00*	*1,00*	*1,00*	*n.s.*
R_775 - Commissions à caractères financiers	*23,69*	*19,50*	*-4,19*	*-17,67%*
R_776 - Gains de change	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00%*
R_779 - Autres produits financiers	*1,23*	*2,83*	*1,60*	*129,68%*
R_77_PRODUITS FINANCIERS	106,13	102,53	-3,60	-3,39%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+75+77)	5 740,65	5 329,70	-410,95	-7,16%
R_742_Dons projets	*145,16*	*140,70*	*-4,46*	*-3,07%*
R_741_Dons Programmes et legs	*46,30*	*46,30*	*0,00*	*0,00%*
RESSOURCES EXTERIEURES (74)	*191,46*	*187,00*	*-4,46*	*-2,33%*
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+74+75+77)	5 932,11	5 516,70	-415,41	-7,00%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	256,68	331,95	75,27	29,32%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + CST)	6 188,79	5 848,65	-340,15	-5,50%

ANNEXE I BIS MODIFIEE : TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

LIBELLES	RECETTES LFI 2026	RECETTES PLFR 2026
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
Fonds National de retraite	185 000 000 000	185 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	200 000 000	200 000 000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes	3 500 000 000	3 500 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	800 000 000	800 000 000
Fond de restructuration des sociétés à participation publique	22 750 000 000	22 750 000 000
Fonds intergénérationnel	7 602 715 000	30 100 000 000
Fonds de stabilisation	18 128 570 000	70 900 000 000
SOUS- TOTAL	**237 981 285 000**	**313 250 000 000**
COMPTES DE COMMERCE		
Opérations à caractère industriel et Commercial des Armées	150 000 000	150 000 000
Compte de commerce de la Police	180 000 000	180 000 000
Compte de commerce de l'administration pénitentiaire	200 000 000	200 000 000
SOUS- TOTAL	**530 000 000**	**530 000 000**
COMPTES DE PRETS		
Prêts aux Collectivités territoriales	800 000 000	800 000 000
Prêts à divers particuliers	7 200 000 000	7 200 000 000
Intérêts sur prêts bonifiés	*5 000 000 000*	*5 000 000 000*
SOUS- TOTAL	**13 000 000 000**	**13 000 000 000**
COMPTES D'AVANCES		
Avance à 1 an aux collectivités territoriales	800 000 000	800 000 000
SOUS- TOTAL	**800 000 000**	**800 000 000**
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS		
Garanties et avals	4 373 000 000	4 373 000 000
SOUS- TOTAL	**4 373 000 000**	**4 373 000 000**
RECAPITULATION GENERALE		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	237 981 285 000	313 250 000 000
COMPTES DE COMMERCE	530 000 000	530 000 000
COMPTES DE PRETS	13 000 000 000	13 000 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000	800 000 000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS	4 373 000 000	4 373 000 000
TOTAL	**256 684 285 000**	**331 953 000 000**

ANNEXE II MODIFIEE : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense		Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
								AE		CP	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
Budget général	Ressources internes	Ressources hors hydrocarbures									
		Dépenses ordinaires	1 Charges financières de la dette	1 190 550 463 000	1 190 550 463 000	1 285 200 000 000	1 285 200 000 000	94 649 537 000	8,0	94 649 537 000	8,0
			2 Dépenses de personnel	1 532 800 000 000	1 532 800 000 000	1 532 800 000 000	1 532 800 000 000	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	484 450 133 560	389 450 133 560	520 206 412 500	425 200 000 000	35 756 278 940	7,4	35 749 866 440	9,2
			4 Transferts courants	1 260 549 866 440	1 260 549 866 440	1 863 064 927 662	1 759 838 458 169	602 515 061 222	47,8	499 288 591 729	39,6
			TOTAL	**4 468 350 463 000**	**4 373 350 463 000**	**5 201 271 340 162**	**5 003 038 458 169**	**732 920 877 162**	**16,4**	**629 687 995 169**	**14,4**
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 614 366 955 568	1 081 245 571 135	2 318 091 152 587	633 402 065 232	703 724 197 019	43,6	-447 843 505 903	-41,4
			6 Transferts en capital	373 073 043 865	367 667 428 865	882 330 300 013	499 759 476 599	509 257 256 148	136,5	132 092 047 734	35,9
			TOTAL	**1 987 439 999 433**	**1 448 913 000 000**	**3 200 421 452 600**	**1 133 161 541 831**	**1 212 981 453 167**	**61,0**	**-315 751 458 169**	**-21,8**
		TOTAL Ressources hors hydrocarbures		**6 455 790 462 433**	**5 822 263 463 000**	**8 401 692 792 762**	**6 136 200 000 000**	**1 945 902 330 329**	**30,1**	**313 936 537 000**	**5,4**
		Total Ressources internes		**6 455 790 462 433**	**5 822 263 463 000**	**8 401 692 792 762**	**6 136 200 000 000**	**1 945 902 330 329**	**30,1**	**313 936 537 000**	**5,4**
	Ressources extérieures	Dons extérieurs									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	219 751 036 941	145 160 000 000	170 791 707 726	140 564 500 000	-48 959 329 215	-22,3	-4 595 500 000	-3,2
			6 Transferts en capital	0	0	169 500 000	169 500 000	169 500 000	0	169 500 000	0
			TOTAL	**219 751 036 941**	**145 160 000 000**	**170 961 207 726**	**140 734 000 000**	**-48 789 829 215**	**-22,2**	**-4 426 000 000**	**-3,0**
		TOTAL Dons extérieurs		**219 751 036 941**	**145 160 000 000**	**170 961 207 726**	**140 734 000 000**	**-48 789 829 215**	**-22,2**	**-4 426 000 000**	**-3,0**
		Prêts intérieurs									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
			TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		TOTAL Prêts intérieurs		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Prêts extérieurs									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	3 378 001 000 402	1 157 942 396 144	1 470 071 093 186	900 330 007 789	-1 907 929 907 216	-56,5	-257 612 388 355	-22,2
			6 Transferts en capital	108 857 603 856	51 857 603 856	127 806 464 214	74 669 992 211	18 948 860 358	17,4	22 812 388 355	44,0
			TOTAL	**3 486 858 604 258**	**1 209 800 000 000**	**1 597 877 557 400**	**975 000 000 000**	**-1 888 981 046 858**	**-54,2**	**-234 800 000 000**	**-19,4**
		TOTAL Prêts extérieurs		**3 486 858 604 258**	**1 209 800 000 000**	**1 597 877 557 400**	**975 000 000 000**	**-1 888 981 046 858**	**-54,2**	**-234 800 000 000**	**-19,4**
		Total Ressources extérieures		**3 706 609 641 199**	**1 354 960 000 000**	**1 768 838 765 126**	**1 115 734 000 000**	**-1 937 770 876 073**	**-52,3**	**-239 226 000 000**	**-17,7**
Total Budget Budget général				**10 162 400 103 632**	**7 177 223 463 000**	**10 170 531 557 888**	**7 251 934 000 000**	**8 131 454 256**	**0,1**	**74 710 537 000**	**1,0**

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense		Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
								AE		CP	
				AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	Ressources hors hydrocarbures									
		Dépenses ordinaires	2 Dépenses de personnel	814 000 000	814 000 000	962 000 000	962 000 000	148 000 000	18,2	148 000 000	18,2
			3 Acquisition de biens et services	1 272 000 000	1 272 000 000	1 304 000 000	1 304 000 000	32 000 000	2,5	32 000 000	2,5
			4 Transferts courants	204 128 570 000	204 128 570 000	256 900 000 000	256 900 000 000	52 771 430 000	25,9	52 771 430 000	25,9
			TOTAL	**206 214 570 000**	**206 214 570 000**	**259 166 000 000**	**259 166 000 000**	**52 951 430 000**	**25,7**	**52 951 430 000**	**25,7**
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	50 469 715 000	50 469 715 000	42 687 000 000	42 687 000 000	-7 782 715 000	-15,4	-7 782 715 000	-15,4
			6 Transferts en capital	0	0	30 100 000 000	30 100 000 000	30 100 000 000	0	30 100 000 000	0
			TOTAL	**50 469 715 000**	**50 469 715 000**	**72 787 000 000**	**72 787 000 000**	**22 317 285 000**	**44,2**	**22 317 285 000**	**44,2**
		TOTAL Ressources hors hydrocarbures		**256 684 285 000**	**256 684 285 000**	**331 953 000 000**	**331 953 000 000**	**75 268 715 000**	**29,3**	**75 268 715 000**	**29,3**
		Total Ressources internes		**256 684 285 000**	**256 684 285 000**	**331 953 000 000**	**331 953 000 000**	**75 268 715 000**	**29,3**	**75 268 715 000**	**29,3**
Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor				**256 684 285 000**	**256 684 285 000**	**331 953 000 000**	**331 953 000 000**	**75 268 715 000**	**29,3**	**75 268 715 000**	**29,3**
TOTAL GENERAL				**10 419 084 388 632**	**7 433 907 748 000**	**10 502 484 557 888**	**7 583 887 000 000**	**83 400 169 256**	**0,8**	**149 979 252 000**	**2,0**

ANNEXE III MODIFIEE : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	1 190 550 463 000	1 190 550 463 000	1 285 200 000 000	1 285 200 000 000	94 649 537 000	8,0	94 649 537 000	8,0
		Total Prog. 0001	**1 190 550 463 000**	**1 190 550 463 000**	**1 285 200 000 000**	**1 285 200 000 000**	**94 649 537 000**	**8,0**	**94 649 537 000**	**8,0**
	Total Section 10		**1 190 550 463 000**	**1 190 550 463 000**	**1 285 200 000 000**	**1 285 200 000 000**	**94 649 537 000**	**8,0**	**94 649 537 000**	**8,0**
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	20 596 663 545	20 596 663 545	20 596 663 545	20 596 663 545	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 263 854 653	4 263 854 653	4 337 636 466	4 337 636 466	73 781 813	1,7	73 781 813	1,7
		4 Transferts courants	134 629 935 859	134 629 935 859	134 705 664 417	134 705 664 417	75 728 558	0,1	75 728 558	0,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	56 477 249 980	17 430 524 982	20 609 749 982	20 163 024 984	-35 867 499 998	-63,5	2 732 500 002	15,7
		6 Transferts en capital	19 220 756 049	19 220 756 049	39 845 217 717	33 223 396 671	20 624 461 668	107,3	14 002 640 622	72,9
		Total Prog. 0002	**235 188 460 086**	**196 141 735 088**	**220 094 932 127**	**213 026 386 083**	**-15 093 527 959**	**-6,4**	**16 884 650 995**	**8,6**
	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	79 000 000	79 000 000	227 000 000	227 000 000	148 000 000	187,3	148 000 000	187,3
		3 Acquisition de biens et services	381 000 000	381 000 000	413 000 000	413 000 000	32 000 000	8,4	32 000 000	8,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	340 000 000	340 000 000	160 000 000	160 000 000	-180 000 000	-52,9	-180 000 000	-52,9
		Total Prog. 3001	**800 000 000**	**800 000 000**	**800 000 000**	**800 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
	3008 Fonds intergénérationnel	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 602 715 000	7 602 715 000	0	0	-7 602 715 000	-100	-7 602 715 000	-100
		6 Transferts en capital	0	0	30 100 000 000	30 100 000 000	30 100 000 000	0	30 100 000 000	0
		Total Prog. 3008	**7 602 715 000**	**7 602 715 000**	**30 100 000 000**	**30 100 000 000**	**22 497 285 000**	**295,9**	**22 497 285 000**	**295,9**
	Total Section 21		**243 591 175 086**	**204 544 450 088**	**250 994 932 127**	**243 926 386 083**	**7 403 757 041**	**3,0**	**39 381 935 995**	**19,3**
22 Assemblée Nationale	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	18 874 015 137	18 874 015 137	18 592 364 757	18 592 364 757	-281 650 380	-1,5	-281 650 380	-1,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	442 795 333	398 515 800	769 445 713	680 166 180	326 650 380	73,8	281 650 380	70,7
		6 Transferts en capital	3 032 204 667	3 032 204 667	3 032 204 667	3 032 204 667	0	0	0	0
		Total Prog. 0003	**22 349 015 137**	**22 304 735 604**	**22 394 015 137**	**22 304 735 604**	**45 000 000**	**0,2**	**0**	**0**
	Total Section 22		**22 349 015 137**	**22 304 735 604**	**22 394 015 137**	**22 304 735 604**	**45 000 000**	**0,2**	**0**	**0**

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	460 818 613	460 818 613	460 818 613	460 818 613	0	0	0	0
		4 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 0006	**1 360 818 613**	**1 360 818 613**	**1 360 818 613**	**1 360 818 613**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total Section 25		**1 360 818 613**	**1 360 818 613**	**1 360 818 613**	**1 360 818 613**	**0**	**0**	**0**	**0**
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 921 661 827	1 921 661 827	1 921 661 827	1 921 661 827	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 850 000 000	2 850 000 000	2 850 000 000	2 850 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 0007	**4 771 661 827**	**4 771 661 827**	**4 771 661 827**	**4 771 661 827**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total Section 27		**4 771 661 827**	**4 771 661 827**	**4 771 661 827**	**4 771 661 827**	**0**	**0**	**0**	**0**
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	3 884 076 562	3 884 076 562	3 884 076 562	3 884 076 562	0	0	0	0
		4 Transferts courants	9 568 187 500	9 568 187 500	9 568 187 500	9 568 187 500	0	0	0	0
		Total Prog. 0008	**13 452 264 062**	**13 452 264 062**	**13 452 264 062**	**13 452 264 062**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total Section 28		**13 452 264 062**	**13 452 264 062**	**13 452 264 062**	**13 452 264 062**	**0**	**0**	**0**	**0**
30 Primature	0009 Primature	2 Dépenses de personnel	5 696 386 086	5 696 386 086	5 619 221 086	5 619 221 086	-77 165 000	-1,4	-77 165 000	-1,4
		3 Acquisition de biens et services	4 877 663 375	4 877 663 375	3 367 224 568	3 367 224 568	-1 510 438 807	-31,0	-1 510 438 807	-31,0
		4 Transferts courants	8 545 000 000	8 545 000 000	9 815 487 216	9 815 487 216	1 270 487 216	14,9	1 270 487 216	14,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 640 542 041	8 630 892 041	8 538 165 836	8 528 515 836	-102 376 205	-1,2	-102 376 205	-1,2
		6 Transferts en capital	3 200 000 000	3 200 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	-100 000 000	-3,1	-100 000 000	-3,1
		Total Prog. 0009	**30 959 591 502**	**30 949 941 502**	**30 440 098 706**	**30 430 448 706**	**-519 492 796**	**-1,7**	**-519 492 796**	**-1,7**
	Total Section 30		**30 959 591 502**	**30 949 941 502**	**30 440 098 706**	**30 430 448 706**	**-519 492 796**	**-1,7**	**-519 492 796**	**-1,7**
31 Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 731 712 570	1 731 712 570	1 731 712 570	1 731 712 570	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	7 491 404 543	7 491 404 543	10 500 882 042	10 500 882 042	3 009 477 499	40,2	3 009 477 499	40,2
		4 Transferts courants	1 373 814 000	1 373 814 000	1 373 814 000	1 373 814 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 140 000 000	626 000 000	809 201 668	795 201 668	-2 330 798 332	-74,2	169 201 668	27,0

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
31 Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6 Transferts en capital	0	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	0	0	0
		Total Prog. 1001	**13 736 931 113**	**11 222 931 113**	**17 415 610 280**	**14 401 610 280**	**3 678 679 167**	**26,8**	**3 178 679 167**	**28,3**
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	7 595 240 000	7 595 240 000	7 595 240 000	7 595 240 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	30 067 370 806	30 067 370 806	28 849 430 053	28 849 430 053	-1 217 940 753	-4,1	-1 217 940 753	-4,1
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	975 000 000	877 500 000	1 543 000 000	1 285 500 000	568 000 000	58,3	408 000 000	46,5
		Total Prog. 2001	**39 637 610 806**	**39 540 110 806**	**38 987 670 053**	**38 730 170 053**	**-649 940 753**	**-1,6**	**-809 940 753**	**-2,0**
	2003 Gestion des Affaires consulaires et Promotion des Sénégalais de l'Extérieur	2 Dépenses de personnel	758 820 671	758 820 671	758 820 671	758 820 671	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	197 758 244	197 758 244	132 291 562	132 291 562	-65 466 682	-33,1	-65 466 682	-33,1
		4 Transferts courants	750 000 000	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2003	**2 656 578 915**	**2 656 578 915**	**2 591 112 233**	**2 591 112 233**	**-65 466 682**	**-2,5**	**-65 466 682**	**-2,5**
	2128 Promotion de l'Intégration africaine	2 Dépenses de personnel	4 886 153 994	4 886 153 994	4 886 153 994	4 886 153 994	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 686 623 580	4 686 623 580	4 634 869 447	4 634 869 447	-51 754 133	-1,1	-51 754 133	-1,1
		4 Transferts courants	1 976 549 950	1 976 549 950	1 976 549 950	1 976 549 950	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	2 606 061 827	1 000 000 000	2 606 061 827	0	1 000 000 000	0
		Total Prog. 2128	**11 549 327 524**	**11 549 327 524**	**14 103 635 218**	**12 497 573 391**	**2 554 307 694**	**22,1**	**948 245 867**	**8,2**
	Total Section 31		**67 580 448 358**	**64 968 948 358**	**73 098 027 784**	**68 220 465 957**	**5 517 579 426**	**8,2**	**3 251 517 599**	**5,0**
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 474 528 000	1 474 528 000	1 474 528 000	1 474 528 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 156 806 682	2 156 806 682	2 165 526 856	2 165 526 856	8 720 174	0,4	8 720 174	0,4
		4 Transferts courants	4 559 480 000	4 559 480 000	10 254 334 508	10 254 334 508	5 694 854 508	124,9	5 694 854 508	124,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 755 127 667	27 103 017 667	115 462 227 667	29 285 517 667	-10 292 900 000	-8,2	2 182 500 000	8,1

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	11 910 000 000	11 910 000 000	10 910 000 000	1091	10 910 000 000	1091
		Total Prog. 1002	**134 945 942 349**	**36 293 832 349**	**141 266 617 031**	**55 089 907 031**	**6 320 674 682**	**4,7**	**18 796 074 682**	**51,8**
	2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	143 025 508 052	143 025 508 052	143 025 508 052	143 025 508 052	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	24 844 715 642	24 844 715 642	41 826 928 270	41 826 928 270	16 982 212 628	68,4	16 982 212 628	68,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 375 000 000	23 155 000 000	30 729 999 960	3 509 999 960	7 354 999 960	31,5	-19 645 000 040	-84,8
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2005	**191 245 223 694**	**191 025 223 694**	**215 582 436 282**	**188 362 436 282**	**24 337 212 588**	**12,7**	**-2 662 787 412**	**-1,4**
	2008 Sûreté publique et maitien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	94 969 339 138	94 969 339 138	94 969 339 138	94 969 339 138	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	9 791 675 224	9 791 675 224	17 099 152 047	17 099 152 047	7 307 476 823	74,6	7 307 476 823	74,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 844 100 000	6 159 690 000	6 844 100 000	6 159 690 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2008	**111 605 114 362**	**110 920 704 362**	**118 912 591 185**	**118 228 181 185**	**7 307 476 823**	**6,5**	**7 307 476 823**	**6,6**
	3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3002	**150 000 000**	**150 000 000**	**150 000 000**	**150 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total Section 32		**437 946 280 405**	**338 389 760 405**	**475 911 644 498**	**361 830 524 498**	**37 965 364 093**	**8,7**	**23 440 764 093**	**6,9**
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 522 778 000	1 522 778 000	1 522 778 000	1 522 778 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 879 394 889	1 879 394 889	2 009 924 344	2 009 924 344	130 529 455	6,9	130 529 455	6,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 238 143 937	3 214 243 937	4 510 754 236	4 486 854 236	1 272 610 299	39,3	1 272 610 299	39,6
		6 Transferts en capital	0	0	2 613 000 000	2 613 000 000	2 613 000 000	0	2 613 000 000	0
		Total Prog. 1003	**6 640 316 826**	**6 616 416 826**	**10 656 456 580**	**10 632 556 580**	**4 016 139 754**	**60,5**	**4 016 139 754**	**60,7**
	2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	86 083 115 000	86 083 115 000	86 083 115 000	86 083 115 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	13 427 032 457	13 427 032 457	15 381 814 581	15 381 814 581	1 954 782 124	14,6	1 954 782 124	14,6

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	2009 Sécurité publique	4 Transferts courants	13 679 804 800	13 679 804 800	13 679 804 800	13 679 804 800	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	39 175 738 215	37 679 463 022	73 562 574 140	61 558 776 052	34 386 835 925	87,8	23 879 313 030	63,4
		6 Transferts en capital	0	0	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	600 000 000	0
		Total Prog. 2009	**152 365 690 472**	**150 869 415 279**	**189 307 308 521**	**177 303 510 433**	**36 941 618 049**	**24,2**	**26 434 095 154**	**17,5**
	2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	34 061 855 000	34 061 855 000	34 061 855 000	34 061 855 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 964 294 123	2 964 294 123	3 458 275 045	3 458 275 045	493 980 922	16,7	493 980 922	16,7
		4 Transferts courants	2 140 000 000	2 140 000 000	2 140 000 000	2 140 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 379 517 550	3 956 565 796	15 428 658 406	15 005 706 652	11 049 140 856	252,3	11 049 140 856	279,3
		Total Prog. 2010	**43 545 666 673**	**43 122 714 919**	**55 088 788 451**	**54 665 836 697**	**11 543 121 778**	**26,5**	**11 543 121 778**	**26,8**
	2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	6 646 491 000	6 646 491 000	6 646 491 000	6 646 491 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	8 099 861 561	8 099 861 561	8 096 678 112	8 096 678 112	-3 183 449	0	-3 183 449	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	625 000 000	562 500 000	625 000 000	562 500 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2011	**15 371 352 561**	**15 308 852 561**	**15 368 169 112**	**15 305 669 112**	**-3 183 449**	**0**	**-3 183 449**	**0**
	2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	275 599 000	275 599 000	275 599 000	275 599 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 213 750 000	1 213 750 000	1 169 538 647	1 169 538 647	-44 211 353	-3,6	-44 211 353	-3,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 465 400 000	2 218 860 000	2 465 400 000	2 218 860 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2012	**3 954 749 000**	**3 708 209 000**	**3 910 537 647**	**3 663 997 647**	**-44 211 353**	**-1,1**	**-44 211 353**	**-1,2**
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3003	**200 000 000**	**200 000 000**	**200 000 000**	**200 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
	3010 Compte de Commerce Police	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	0	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	3010 Compte de Commerce Police	Total Prog. 3010	180 000 000	180 000 000	180 000 000	180 000 000	0	0	0	0
	Total Section 33		222 257 775 532	220 005 608 585	274 711 260 311	261 951 570 469	52 453 484 779	23,6	41 945 961 884	19,1
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	3 548 001 000	3 548 001 000	3 548 001 000	3 548 001 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	608 982 617	608 982 617	481 620 523	481 620 523	-127 362 094	-20,9	-127 362 094	-20,9
		4 Transferts courants	8 123 620 156	8 123 620 156	8 173 620 156	8 173 620 156	50 000 000	0,6	50 000 000	0,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 339 000 000	2 239 000 000	2 041 000 000	1 755 156 298	-298 000 000	-12,7	-483 843 702	-21,6
		Total Prog. 1004	14 619 603 773	14 519 603 773	14 244 241 679	13 958 397 977	-375 362 094	-2,6	-561 205 796	-3,9
	2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	18 346 282 000	18 346 282 000	18 354 282 000	18 354 282 000	8 000 000	0	8 000 000	0
		3 Acquisition de biens et services	3 413 189 685	3 413 189 685	3 694 803 870	3 694 803 870	281 614 185	8,3	281 614 185	8,3
		4 Transferts courants	1 560 000 000	1 560 000 000	1 560 000 000	1 560 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 883 046 496	2 864 191 198	2 716 185 222	2 413 375 184	-166 861 274	-5,8	-450 816 014	-15,7
		Total Prog. 2014	26 202 518 181	26 183 662 883	26 325 271 092	26 022 461 054	122 752 911	0,5	-161 201 829	-0,6
	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	2 669 139 000	2 669 139 000	2 669 139 000	2 669 139 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 873 011 584	2 873 011 584	2 907 958 788	2 907 958 788	34 947 204	1,2	34 947 204	1,2
		4 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 705 380 000	1 705 380 000	1 705 380 000	1 705 380 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2015	8 147 530 584	8 147 530 584	8 182 477 788	8 182 477 788	34 947 204	0,4	34 947 204	0,4
	2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	13 564 832 000	13 564 832 000	13 564 832 000	13 564 832 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	8 746 193 847	8 746 193 847	8 625 102 810	8 625 102 810	-121 091 037	-1,4	-121 091 037	-1,4
		4 Transferts courants	1 890 000 000	1 890 000 000	2 580 000 000	2 580 000 000	690 000 000	36,5	690 000 000	36,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 945 000 000	6 715 500 000	6 757 500 000	5 230 065 232	-187 500 000	-2,7	-1 485 434 768	-22,1

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2016 Administration pénitentiaire	**Total Prog. 2016**	**31 146 025 847**	**30 916 525 847**	**31 527 434 810**	**30 000 000 042**	**381 408 963**	**1,2**	**-916 525 805**	**-3,0**
	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	400 750 000	400 750 000	362 221 500	362 221 500	-38 528 500	-9,6	-38 528 500	-9,6
		3 Acquisition de biens et services	326 078 404	326 078 404	425 899 964	425 899 964	99 821 560	30,6	99 821 560	30,6
		4 Transferts courants	312 048 310	312 048 310	352 048 310	252 048 310	40 000 000	12,8	-60 000 000	-19,2
		Total Prog. 2100	**1 038 876 714**	**1 038 876 714**	**1 140 169 774**	**1 040 169 774**	**101 293 060**	**9,8**	**1 293 060**	**0,1**
	3011 Compte de Commerce Administration pénitentiaire	3 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3011	**200 000 000**	**200 000 000**	**200 000 000**	**200 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total Section 34		**81 354 555 099**	**81 006 199 801**	**81 619 595 143**	**79 403 506 635**	**265 040 044**	**0,3**	**-1 602 693 166**	**-2,0**
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme du Service Public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 504 968 000	1 504 968 000	1 504 968 000	1 504 968 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	469 290 590	469 290 590	413 025 919	413 025 919	-56 264 671	-12,0	-56 264 671	-12,0
		4 Transferts courants	0	0	12 200 000	12 200 000	12 200 000	0	12 200 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 175 000 000	1 082 000 000	1 175 000 000	1 082 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1005	**3 149 258 590**	**3 056 258 590**	**3 105 193 919**	**3 012 193 919**	**-44 064 671**	**-1,4**	**-44 064 671**	**-1,4**
	2017 Fonction publique	2 Dépenses de personnel	1 780 506 000	1 780 506 000	1 780 506 000	1 780 506 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	577 225 900	577 225 900	495 810 166	495 810 166	-81 415 734	-14,1	-81 415 734	-14,1
		4 Transferts courants	845 000 000	845 000 000	1 135 477 000	1 135 477 000	290 477 000	34,4	290 477 000	34,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	393 639 600	354 275 640	889 639 600	850 275 640	496 000 000	126,0	496 000 000	140,0
		Total Prog. 2017	**3 596 371 500**	**3 557 007 540**	**4 301 432 766**	**4 262 068 806**	**705 061 266**	**19,6**	**705 061 266**	**19,8**
	2018 Renouveau du service public	2 Dépenses de personnel	359 594 000	359 594 000	359 594 000	359 594 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	133 863 867	133 863 867	112 476 090	112 476 090	-21 387 777	-16,0	-21 387 777	-16,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	881 000 000	752 900 000	880 995 058	752 895 058	-4 942	0	-4 942	0
		Total Prog. 2018	**1 374 457 867**	**1 246 357 867**	**1 353 065 148**	**1 224 965 148**	**-21 392 719**	**-1,6**	**-21 392 719**	**-1,7**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme du Service Public	2019 Gouvernance du marché du travail	2 Dépenses de personnel	1 426 300 000	1 426 300 000	1 426 300 000	1 426 300 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 350 260 515	1 350 260 515	2 177 146 909	2 177 146 909	826 886 394	61,2	826 886 394	61,2
		4 Transferts courants	450 000 000	450 000 000	338 000 000	338 000 000	-112 000 000	-24,9	-112 000 000	-24,9
		Total Prog. 2019	**3 226 560 515**	**3 226 560 515**	**3 941 446 909**	**3 941 446 909**	**714 886 394**	**22,2**	**714 886 394**	**22,2**
	2107 Protection sociale des travailleurs	2 Dépenses de personnel	284 120 000	284 120 000	284 120 000	284 120 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	93 284 824	93 284 824	85 049 712	85 049 712	-8 235 112	-8,8	-8 235 112	-8,8
		4 Transferts courants	95 000 000	95 000 000	95 000 000	95 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	139 500 000	119 500 000	139 500 000	119 500 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2107	**611 904 824**	**591 904 824**	**603 669 712**	**583 669 712**	**-8 235 112**	**-1,3**	**-8 235 112**	**-1,4**
	Total Section 35		**11 958 553 296**	**11 678 089 336**	**13 304 808 454**	**13 024 344 494**	**1 346 255 158**	**11,3**	**1 346 255 158**	**11,5**
40 Ministère des Pêches et de l'Economie maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 010 074 136	1 010 074 136	1 010 074 136	1 010 074 136	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	340 506 901	340 506 901	335 104 270	335 104 270	-5 402 631	-1,6	-5 402 631	-1,6
		4 Transferts courants	1 176 425 172	1 176 425 172	1 176 425 172	1 176 425 172	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	822 109 253	739 898 328	614 263 964	532 053 039	-207 845 289	-25,3	-207 845 289	-28,1
		Total Prog. 1008	**3 349 115 462**	**3 266 904 537**	**3 135 867 542**	**3 053 656 617**	**-213 247 920**	**-6,4**	**-213 247 920**	**-6,5**
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	2 223 813 000	2 223 813 000	2 223 813 000	2 223 813 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	415 222 648	415 222 648	379 906 768	379 906 768	-35 315 880	-8,5	-35 315 880	-8,5
		4 Transferts courants	2 376 486 400	2 376 486 400	2 376 486 400	2 376 486 400	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 772 000 000	6 514 800 000	7 391 187 060	7 133 987 060	619 187 060	9,1	619 187 060	9,5
		Total Prog. 2023	**11 787 522 048**	**11 530 322 048**	**12 371 393 228**	**12 114 193 228**	**583 871 180**	**5,0**	**583 871 180**	**5,1**
	2024 Infrastructures, transports fluviomaritimes et Ports	2 Dépenses de personnel	47 989 000	47 989 000	47 989 000	47 989 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	27 373 919	27 373 919	27 373 057	27 373 057	-862	0	-862	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
40 Ministère des Pêches et de l'Economie maritime	2024 Infrastructures, transports fluviomaritimes et Ports	4 Transferts courants	8 673 939 300	8 673 939 300	8 826 521 187	8 826 521 187	152 581 887	1,8	152 581 887	1,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000	4 000 000 000	0	0	-500 000 000	-11,1
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2024	**14 249 302 219**	**14 249 302 219**	**14 401 883 244**	**13 901 883 244**	**152 581 025**	**1,1**	**-347 418 975**	**-2,4**
	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes (CEPIA)	2 Dépenses de personnel	735 000 000	735 000 000	735 000 000	735 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	265 000 000	265 000 000	265 000 000	265 000 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3004	**3 500 000 000**	**3 500 000 000**	**3 500 000 000**	**3 500 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total Section 40		**32 885 939 729**	**32 546 528 804**	**33 409 144 014**	**32 569 733 089**	**523 204 285**	**1,6**	**23 204 285**	**0,1**
41 Ministère des Infrastructures	1581 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	212 686 000	212 686 000	212 686 000	212 686 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	285 565 000	285 565 000	355 279 308	355 279 308	69 714 308	24,4	69 714 308	24,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	164 000 000	164 000 000	164 000 000	0	164 000 000	0
		Total Prog. 1581	**498 251 000**	**498 251 000**	**731 965 308**	**731 965 308**	**233 714 308**	**46,9**	**233 714 308**	**46,9**
	2132 Equité territoriale et développement des pôles	5 Investissements exécutés par l'Etat	73 219 406 477	68 219 406 477	61 251 540 102	46 952 017 795	-11 967 866 375	-16,3	-21 267 388 682	-31,2
		Total Prog. 2132	**73 219 406 477**	**68 219 406 477**	**61 251 540 102**	**46 952 017 795**	**-11 967 866 375**	**-16,3**	**-21 267 388 682**	**-31,2**
	2171 Infrastructures portuaires et aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	96 521 000	96 521 000	96 521 000	96 521 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	33 638 276	33 638 276	34 191 805	34 191 805	553 529	1,6	553 529	1,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	12 480 000 000	8 435 000 000	8 961 070 523	3 916 070 523	-3 518 929 477	-28,2	-4 518 929 477	-53,6
		Total Prog. 2171	**12 610 159 276**	**8 565 159 276**	**9 091 783 328**	**4 046 783 328**	**-3 518 375 948**	**-27,9**	**-4 518 375 948**	**-52,8**
	2172 Développement, gestion et entretien des infrastructures routières et ferroviaires	2 Dépenses de personnel	316 572 000	316 572 000	316 572 000	316 572 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	227 597 118	227 597 118	247 878 725	247 878 725	20 281 607	8,9	20 281 607	8,9

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
41 Ministère des Infrastructures	2172 Développement, gestion et entretien des infrastructures routières et ferroviaires	4 Transferts courants	8 089 999 974	8 089 999 974	8 089 999 974	8 089 999 974	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	416 242 148 669	412 989 440 812	583 110 492 298	246 574 291 559	166 868 343 629	40,1	-166 415 149 253	-40,3
		6 Transferts en capital	62 014 000 000	62 014 000 000	83 410 055 618	81 024 000 000	21 396 055 618	34,5	19 010 000 000	30,7
		Total Prog. 2172	**486 890 317 761**	**483 637 609 904**	**675 174 998 615**	**336 252 742 258**	**188 284 680 854**	**38,7**	**-147 384 867 646**	**-30,5**
	2174 Infrastructures sociales et administratives	2 Dépenses de personnel	277 992 000	277 992 000	277 992 000	277 992 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	110 686 500	110 686 500	93 293 530	93 293 530	-17 392 970	-15,7	-17 392 970	-15,7
		4 Transferts courants	0	0	1 849 944 091	1 849 944 091	1 849 944 091	0	1 849 944 091	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	154 820 467 114	154 820 467 114	727 630 993 762	85 567 715 491	572 810 526 648	370,0	-69 252 751 623	-44,7
		6 Transferts en capital	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0
		Total Prog. 2174	**155 209 145 614**	**155 209 145 614**	**731 852 223 383**	**89 788 945 112**	**576 643 077 769**	**371,5**	**-65 420 200 502**	**-42,1**
	Total Section 41		**728 427 280 128**	**716 129 572 271**	**1 478 102 510 736**	**477 772 453 801**	**749 675 230 608**	**102,9**	**-238 357 118 470**	**-33,3**
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	1011 Pilotage, gestion et coordination du MEFP	2 Dépenses de personnel	0	0	1 984 213 766	1 984 213 766	1 984 213 766	0	1 984 213 766	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	3 435 995 392	3 435 995 392	3 435 995 392	0	3 435 995 392	0
		4 Transferts courants	0	0	554 840 863 087	554 840 863 087	554 840 863 087	0	554 840 863 087	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	960 000 000	960 000 000	960 000 000	0	960 000 000	0
		6 Transferts en capital	0	0	53 686 472 003	10 550 000 000	53 686 472 003	0	10 550 000 000	0
		Total Prog. 1011	**0**	**0**	**614 907 544 248**	**571 771 072 245**	**614 907 544 248**	**0**	**571 771 072 245**	**0**
	2022 Coopération et Développement des Partenariats public-privé et Appui au Secteur privé	2 Dépenses de personnel	0	0	325 720 700	325 720 700	325 720 700	0	325 720 700	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	80 692 367	80 692 367	80 692 367	0	80 692 367	0
		4 Transferts courants	0	0	290 325 000	290 325 000	290 325 000	0	290 325 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	4 000 000 000	0

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	2022 Coopération et Développement des Partenariats public-privé et Appui au Secteur privé	6 Transferts en capital	0	0	35 712 388 355	24 712 388 355	35 712 388 355	0	24 712 388 355	0
		Total Prog. 2022	**0**	**0**	**40 409 126 422**	**29 409 126 422**	**40 409 126 422**	**0**	**29 409 126 422**	**0**
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	0	0	7 557 020 000	7 557 020 000	7 557 020 000	0	7 557 020 000	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	837 496 729	837 496 729	837 496 729	0	837 496 729	0
		4 Transferts courants	0	0	6 051 451 316	4 051 451 316	6 051 451 316	0	4 051 451 316	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	5 000 000 000	2 283 100 000	5 000 000 000	0	2 283 100 000	0
		6 Transferts en capital	0	0	20 000 000 000	11 000 000 000	20 000 000 000	0	11 000 000 000	0
		Total Prog. 2032	**0**	**0**	**39 445 968 045**	**25 729 068 045**	**39 445 968 045**	**0**	**25 729 068 045**	**0**
	2034 Gouvernance économie, planification stratégique et coordination statistique	2 Dépenses de personnel	0	0	540 777 990	540 777 990	540 777 990	0	540 777 990	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	700 206 802	700 206 802	700 206 802	0	700 206 802	0
		4 Transferts courants	0	0	6 190 872 227	5 940 872 227	6 190 872 227	0	5 940 872 227	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	6 079 223 535	5 237 906 083	6 079 223 535	0	5 237 906 083	0
		6 Transferts en capital	0	0	1 825 000 000	1 075 000 000	1 825 000 000	0	1 075 000 000	0
		Total Prog. 2034	**0**	**0**	**15 336 080 554**	**13 494 763 102**	**15 336 080 554**	**0**	**13 494 763 102**	**0**
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	0	0	2 281 267 598	2 281 267 598	2 281 267 598	0	2 281 267 598	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	3 276 682 326	3 276 682 326	3 276 682 326	0	3 276 682 326	0
		4 Transferts courants	0	0	1 171 200 000	1 171 200 000	1 171 200 000	0	1 171 200 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	7 094 211 057	7 109 120 357	7 094 211 057	0	7 109 120 357	0
		6 Transferts en capital	0	0	2 310 000 000	2 310 000 000	2 310 000 000	0	2 310 000 000	0
		Total Prog. 2035	**0**	**0**	**16 133 360 981**	**16 148 270 281**	**16 133 360 981**	**0**	**16 148 270 281**	**0**
	2036 Gestion comptable et financière de l'Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	0	0	3 814 622 610	3 814 622 610	3 814 622 610	0	3 814 622 610	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	2036 Gestion comptable et financière de l'Etat et autres organismes publics	3 Acquisition de biens et services	0	0	1 091 822 351	1 091 822 351	1 091 822 351	0	1 091 822 351	0
		4 Transferts courants	0	0	37 000 000	37 000 000	37 000 000	0	37 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	1 707 351 862	1 384 937 410	1 707 351 862	0	1 384 937 410	0
		6 Transferts en capital	0	0	700 000 000	700 000 000	700 000 000	0	700 000 000	0
		Total Prog. 2036	**0**	**0**	**7 350 796 823**	**7 028 382 371**	**7 350 796 823**	**0**	**7 028 382 371**	**0**
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	0	0	4 777 449 361	4 777 449 361	4 777 449 361	0	4 777 449 361	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	752 101 609	752 101 609	752 101 609	0	752 101 609	0
		4 Transferts courants	0	0	51 770 000	51 770 000	51 770 000	0	51 770 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	186 901 110 423	151 600 443 262	186 901 110 423	0	151 600 443 262	0
		Total Prog. 2037	**0**	**0**	**192 482 431 393**	**157 181 764 232**	**192 482 431 393**	**0**	**157 181 764 232**	**0**
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	0	0	253 401 500	253 401 500	253 401 500	0	253 401 500	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	134 602 961	134 602 961	134 602 961	0	134 602 961	0
		4 Transferts courants	0	0	656 981 526	656 981 526	656 981 526	0	656 981 526	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	472 000 000	177 000 000	472 000 000	0	177 000 000	0
		6 Transferts en capital	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
		Total Prog. 2038	**0**	**0**	**1 666 985 987**	**1 371 985 987**	**1 666 985 987**	**0**	**1 371 985 987**	**0**
	2175 Gestion des Financements et de la Dette	3 Acquisition de biens et services	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2175	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	0	0	185 000 000 000	185 000 000 000	185 000 000 000	0	185 000 000 000	0
		Total Prog. 3005	**0**	**0**	**185 000 000 000**	**185 000 000 000**	**185 000 000 000**	**0**	**185 000 000 000**	**0**
	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	12 038 817 747	12 038 817 747	12 038 817 747	0	12 038 817 747	0
		Total Prog. 3006	**0**	**0**	**12 038 817 747**	**12 038 817 747**	**12 038 817 747**	**0**	**12 038 817 747**	**0**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	3007 Gestion des Garanties et avals	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	4 373 000 000	4 373 000 000	4 373 000 000	0	4 373 000 000	0
		Total Prog. 3007	**0**	**0**	**4 373 000 000**	**4 373 000 000**	**4 373 000 000**	**0**	**4 373 000 000**	**0**
	3009 Fonds stabilisation	4 Transferts courants	0	0	70 900 000 000	70 900 000 000	70 900 000 000	0	70 900 000 000	0
		Total Prog. 3009	**0**	**0**	**70 900 000 000**	**70 900 000 000**	**70 900 000 000**	**0**	**70 900 000 000**	**0**
	3013 Fonds de Restructuration des Sociétés à Participation Publique	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	22 750 000 000	22 750 000 000	22 750 000 000	0	22 750 000 000	0
		Total Prog. 3013	**0**	**0**	**22 750 000 000**	**22 750 000 000**	**22 750 000 000**	**0**	**22 750 000 000**	**0**
	Total Section 43		**0**	**0**	**1 222 794 112 200**	**1 117 196 250 432**	**1 222 794 112 200**	**0**	**1 117 196 250 432**	**0**
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 945 206 532	3 945 206 532	1 972 603 266	1 972 603 266	-1 972 603 266	-50	-1 972 603 266	-50
		3 Acquisition de biens et services	2 216 179 067	2 216 179 067	649 757 821	649 757 821	-1 566 421 246	-70,7	-1 566 421 246	-70,7
		4 Transferts courants	253 265 845 813	253 265 845 813	242 265 845 813	167 236 232 726	-11 000 000 000	-4,3	-86 029 613 087	-34,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	24 442 520	0	24 442 520	0	0	0
		6 Transferts en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	-10 000 000 000	-100	-10 000 000 000	-100
		Total Prog. 1011	**269 427 231 412**	**269 427 231 412**	**244 912 649 420**	**169 858 593 813**	**-24 514 581 992**	**-9,1**	**-99 568 637 599**	**-37,0**
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	15 114 040 000	15 114 040 000	7 557 020 000	7 557 020 000	-7 557 020 000	-50	-7 557 020 000	-50
		3 Acquisition de biens et services	7 582 994 760	7 582 994 760	6 973 553 170	6 973 553 170	-609 441 590	-8,0	-609 441 590	-8,0
		4 Transferts courants	8 051 451 316	8 051 451 316	4 000 000 000	4 000 000 000	-4 051 451 316	-50,3	-4 051 451 316	-50,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	16 159 000 000	15 683 100 000	12 659 000 000	13 400 000 000	-3 500 000 000	-21,7	-2 283 100 000	-14,6
		6 Transferts en capital	29 000 000 000	25 000 000 000	14 000 000 000	14 000 000 000	-15 000 000 000	-51,7	-11 000 000 000	-44
		Total Prog. 2032	**75 907 486 076**	**71 431 586 076**	**45 189 573 170**	**45 930 573 170**	**-30 717 912 906**	**-40,5**	**-25 501 012 906**	**-35,7**
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	4 524 685 934	4 524 685 934	2 243 418 336	2 243 418 336	-2 281 267 598	-50,4	-2 281 267 598	-50,4
		3 Acquisition de biens et services	3 920 555 862	3 920 555 862	1 382 886 412	1 382 886 412	-2 537 669 450	-64,7	-2 537 669 450	-64,7
		4 Transferts courants	2 142 400 000	2 142 400 000	742 400 000	621 200 000	-1 400 000 000	-65,3	-1 521 200 000	-71,0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 034 120 357	7 034 120 357	29 701 780	0	-7 004 418 577	-99,6	-7 034 120 357	-100
		6 Transferts en capital	6 930 000 000	6 930 000 000	6 930 000 000	4 620 000 000	0	0	-2 310 000 000	-33,3
		Total Prog. 2035	**24 551 762 153**	**24 551 762 153**	**11 328 406 528**	**8 867 504 748**	**-13 223 355 625**	**-53,9**	**-15 684 257 405**	**-63,9**
	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	8 165 197 220	8 165 197 220	4 350 574 610	4 350 574 610	-3 814 622 610	-46,7	-3 814 622 610	-46,7
		3 Acquisition de biens et services	1 813 116 485	1 813 116 485	746 640 938	746 640 938	-1 066 475 547	-58,8	-1 066 475 547	-58,8
		4 Transferts courants	37 000 000	37 000 000	0	0	-37 000 000	-100	-37 000 000	-100
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 400 000 000	1 350 000 000	573 601 408	424 910 268	-826 398 592	-59,0	-925 089 732	-68,5
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2036	**11 415 313 705**	**11 365 313 705**	**5 670 816 956**	**5 522 125 816**	**-5 744 496 749**	**-50,3**	**-5 843 187 889**	**-51,4**
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	9 554 898 715	9 554 898 715	4 777 449 354	4 777 449 354	-4 777 449 361	-50,0	-4 777 449 361	-50,0
		3 Acquisition de biens et services	1 078 560 003	1 078 560 003	431 114 247	431 114 247	-647 445 756	-60,0	-647 445 756	-60,0
		4 Transferts courants	51 770 000	51 770 000	0	0	-51 770 000	-100	-51 770 000	-100
		5 Investissements exécutés par l'Etat	43 147 875 386	42 262 325 386	8 360 372 605	6 364 009 098	-34 787 502 781	-80,6	-35 898 316 288	-84,9
		Total Prog. 2037	**53 833 104 104**	**52 947 554 104**	**13 568 936 206**	**11 572 572 699**	**-40 264 167 898**	**-74,8**	**-41 374 981 405**	**-78,1**
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	506 803 000	506 803 000	253 401 500	253 401 500	-253 401 500	-50	-253 401 500	-50
		3 Acquisition de biens et services	419 739 500	419 739 500	209 960 565	209 960 565	-209 778 935	-50,0	-209 778 935	-50,0
		4 Transferts courants	1 349 740 550	1 349 740 550	1 087 065 550	692 759 024	-262 675 000	-19,5	-656 981 526	-48,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	150 000 000	150 000 000	-150 000 000	-50	-150 000 000	-50
		Total Prog. 2038	**2 576 283 050**	**2 576 283 050**	**1 700 427 615**	**1 306 121 089**	**-875 855 435**	**-34,0**	**-1 270 161 961**	**-49,3**
	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	185 000 000 000	185 000 000 000	0	0	-185 000 000 000	-100	-185 000 000 000	-100
		Total Prog. 3005	**185 000 000 000**	**185 000 000 000**	**0**	**0**	**-185 000 000 000**	**-100**	**-185 000 000 000**	**-100**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	13 800 000 000	13 800 000 000	1 761 182 253	1 761 182 253	-12 038 817 747	-87,2	-12 038 817 747	-87,2
		Total Prog. 3006	**13 800 000 000**	**13 800 000 000**	**1 761 182 253**	**1 761 182 253**	**-12 038 817 747**	**-87,2**	**-12 038 817 747**	**-87,2**
	3007 Gestion des Garanties et avals	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 373 000 000	4 373 000 000	0	0	-4 373 000 000	-100	-4 373 000 000	-100
		Total Prog. 3007	**4 373 000 000**	**4 373 000 000**	**0**	**0**	**-4 373 000 000**	**-100**	**-4 373 000 000**	**-100**
	3009 Fonds stabilisation	4 Transferts courants	18 128 570 000	18 128 570 000	0	0	-18 128 570 000	-100	-18 128 570 000	-100
		Total Prog. 3009	**18 128 570 000**	**18 128 570 000**	**0**	**0**	**-18 128 570 000**	**-100**	**-18 128 570 000**	**-100**
	3013 Fonds de Restructuration des Sociétés à Participation Publique	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 750 000 000	22 750 000 000	0	0	-22 750 000 000	-100	-22 750 000 000	-100
		Total Prog. 3013	**22 750 000 000**	**22 750 000 000**	**0**	**0**	**-22 750 000 000**	**-100**	**-22 750 000 000**	**-100**
	Total Section 43		**681 762 750 500**	**676 351 300 500**	**324 131 992 148**	**244 818 673 588**	**-357 630 758 352**	**-52,5**	**-431 532 626 912**	**-63,8**
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	1572 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 845 566 290	2 845 566 290	2 845 566 290	2 845 566 290	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	870 041 067	870 041 067	616 350 506	616 350 506	-253 690 561	-29,2	-253 690 561	-29,2
		4 Transferts courants	3 800 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1572	**7 515 607 357**	**7 515 607 357**	**7 261 916 796**	**7 261 916 796**	**-253 690 561**	**-3,4**	**-253 690 561**	**-3,4**
	2030 Base productive et infrastructures agropastorales	2 Dépenses de personnel	161 734 000	161 734 000	161 734 000	161 734 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 455 245 614	2 455 245 614	2 591 829 942	2 591 829 942	136 584 328	5,6	136 584 328	5,6
		4 Transferts courants	7 665 038 148	7 665 038 148	7 665 038 148	7 665 038 148	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	237 401 100 005	58 354 033 905	56 213 997 254	45 156 204 074	-181 187 102 751	-76,3	-13 197 829 831	-22,6
		6 Transferts en capital	2 130 000 000	2 063 000 000	2 130 000 000	2 063 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2030	**249 813 117 767**	**70 699 051 667**	**68 762 599 344**	**57 637 806 164**	**-181 050 518 423**	**-72,5**	**-13 061 245 503**	**-18,5**
	2031 Production et valorisation des produits végétaux	2 Dépenses de personnel	3 358 837 876	3 358 837 876	3 358 837 876	3 358 837 876	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 145 124 888	1 145 124 888	1 252 180 403	1 252 180 403	107 055 515	9,3	107 055 515	9,3
		4 Transferts courants	7 590 000 000	7 590 000 000	7 590 000 000	7 590 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 115 723 378	4 811 723 378	33 097 168 433	32 793 168 433	27 981 445 055	547,0	27 981 445 055	581,5

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	2031 Production et valorisation des produits végétaux	6 Transferts en capital	125 650 000 000	125 650 000 000	255 950 000 000	125 950 000 000	130 300 000 000	103,7	300 000 000	0,2
		Total Prog. 2031	**142 859 686 142**	**142 555 686 142**	**301 248 186 712**	**170 944 186 712**	**158 388 500 570**	**110,9**	**28 388 500 570**	**19,9**
	2033 Financement, recherche, formation et appui conseil	2 Dépenses de personnel	827 950 960	827 950 960	827 950 960	827 950 960	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	143 457 871	143 457 871	135 826 066	135 826 066	-7 631 805	-5,3	-7 631 805	-5,3
		4 Transferts courants	13 943 785 200	13 943 785 200	15 030 399 883	15 030 399 883	1 086 614 683	7,8	1 086 614 683	7,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	1 010 083 461	1 010 083 461	1 010 083 461	0	1 010 083 461	0
		Total Prog. 2033	**14 915 194 031**	**14 915 194 031**	**17 004 260 370**	**17 004 260 370**	**2 089 066 339**	**14,0**	**2 089 066 339**	**14,0**
	2079 Productions et valorisation des produits animaux	2 Dépenses de personnel	3 109 817 000	3 109 817 000	3 109 817 000	3 109 817 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 439 474 704	1 439 474 704	1 240 208 051	1 240 208 051	-199 266 653	-13,8	-199 266 653	-13,8
		4 Transferts courants	768 921 465	768 921 465	768 921 465	768 921 465	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 584 400 000	6 583 000 000	6 810 695 178	4 243 312 237	226 295 178	3,4	-2 339 687 763	-35,5
		Total Prog. 2079	**11 902 613 169**	**11 901 213 169**	**11 929 641 694**	**9 362 258 753**	**27 028 525**	**0,2**	**-2 538 954 416**	**-21,3**
	Total Section 48		**427 006 218 466**	**247 586 752 366**	**406 206 604 916**	**262 210 428 795**	**-20 799 613 550**	**-4,9**	**14 623 676 429**	**5,9**
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2 Dépenses de personnel	494 057 215 662	494 057 215 662	494 057 215 662	494 057 215 662	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	7 784 172 083	7 784 172 083	9 880 878 371	9 880 878 371	2 096 706 288	26,9	2 096 706 288	26,9
		4 Transferts courants	1 722 480 152	1 722 480 152	2 417 705 152	2 417 705 152	695 225 000	40,4	695 225 000	40,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 546 907 257	2 292 216 533	2 546 907 257	2 292 216 533	0	0	0	0
		Total Prog. 1017	**506 110 775 154**	**505 856 084 430**	**508 902 706 442**	**508 648 015 718**	**2 791 931 288**	**0,6**	**2 791 931 288**	**0,6**
	2053 Education préscolaire	2 Dépenses de personnel	6 387 507 656	6 387 507 656	6 387 507 656	6 387 507 656	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	104 023 749	104 023 749	104 000 805	104 000 805	-22 944	0	-22 944	0
		4 Transferts courants	1 797 789 800	1 797 789 800	1 797 789 800	1 797 789 800	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 046 000 000	2 046 000 000	3 045 992 400	2 045 992 400	-7 600	0	-7 600	0

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Education Nationale	2053 Education préscolaire	**Total Prog. 2053**	**11 335 321 205**	**10 335 321 205**	**11 335 290 661**	**10 335 290 661**	**-30 544**	**0**	**-30 544**	**0**
	2054 Enseignement Elémentaire	2 Dépenses de personnel	153 151 263 963	153 151 263 963	153 151 263 963	153 151 263 963	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	48 909 458 915	48 909 458 915	45 930 002 523	45 930 002 523	-2 979 456 392	-6,1	-2 979 456 392	-6,1
		4 Transferts courants	20 305 453 246	20 305 453 246	20 305 453 246	20 305 453 246	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	82 270 344 039	53 411 044 849	36 553 339 009	32 410 639 009	-45 717 005 030	-55,6	-21 000 405 840	-39,3
		6 Transferts en capital	0	0	82 625 474	82 625 474	82 625 474	0	82 625 474	0
		Total Prog. 2054	**304 636 520 163**	**275 777 220 973**	**256 022 684 215**	**251 879 984 215**	**-48 613 835 948**	**-16,0**	**-23 897 236 758**	**-8,7**
	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	56 174 842 784	56 174 842 784	56 174 842 784	56 174 842 784	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	3 465 993 518	3 465 993 518	3 503 866 063	3 503 866 063	37 872 545	1,1	37 872 545	1,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 105 865 869	7 219 076 467	7 316 392 185	7 219 076 467	-15 789 473 684	-68,3	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	25 428 138	25 428 138	25 428 138	0	25 428 138	0
		Total Prog. 2055	**82 746 702 171**	**66 859 912 769**	**67 020 529 170**	**66 923 213 452**	**-15 726 173 001**	**-19,0**	**63 300 683**	**0,1**
	2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	95 142 588 757	95 142 588 757	95 142 588 757	95 142 588 757	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	22 127 274 882	22 127 274 882	22 386 486 228	22 386 486 228	259 211 346	1,2	259 211 346	1,2
		4 Transferts courants	788 940 000	788 940 000	788 940 000	788 940 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	112 199 927 126	12 293 411 550	1 706 000 000	1 706 000 000	-110 493 927 126	-98,5	-10 587 411 550	-86,1
		Total Prog. 2056	**230 258 730 765**	**130 352 215 189**	**120 024 014 985**	**120 024 014 985**	**-110 234 715 780**	**-47,9**	**-10 328 200 204**	**-7,9**
	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	147 743 593	147 743 593	147 743 593	147 743 593	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	342 032 116	342 032 116	342 030 640	342 030 640	-1 476	0	-1 476	0
		4 Transferts courants	1 080 250 000	1 080 250 000	1 160 250 000	1 160 250 000	80 000 000	7,4	80 000 000	7,4
		Total Prog. 2057	**1 570 025 709**	**1 570 025 709**	**1 650 024 233**	**1 650 024 233**	**79 998 524**	**5,1**	**79 998 524**	**5,1**

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Education Nationale	**Total Section 50**		**1 136 658 075 167**	**990 750 780 275**	**964 955 249 706**	**959 460 543 264**	**-171 702 825 461**	**-15,1**	**-31 290 237 011**	**-3,2**
51 Ministère de la Jeunesse et des Sports	1574 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	3 050 469 640	3 050 469 640	3 050 469 640	3 050 469 640	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 665 135 427	1 665 135 427	1 303 510 174	1 303 510 174	-361 625 253	-21,7	-361 625 253	-21,7
		4 Transferts courants	530 000 000	530 000 000	4 185 000 000	4 185 000 000	3 655 000 000	689,6	3 655 000 000	689,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	458 000 000	288 536 640	392 731 680	223 268 320	-65 268 320	-14,3	-65 268 320	-22,6
		Total Prog. 1574	**5 703 605 067**	**5 534 141 707**	**8 931 711 494**	**8 762 248 134**	**3 228 106 427**	**56,6**	**3 228 106 427**	**58,3**
	2059 Développement de la pratique et des performances sportives	2 Dépenses de personnel	228 930 000	228 930 000	228 930 000	228 930 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	10 172 423 250	10 172 423 250	12 072 953 756	12 072 953 756	1 900 530 506	18,7	1 900 530 506	18,7
		4 Transferts courants	11 619 750 000	11 619 750 000	13 993 750 000	13 993 750 000	2 374 000 000	20,4	2 374 000 000	20,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 764 948 997	8 764 948 997	4 983 108 771	4 983 108 771	-3 781 840 226	-43,1	-3 781 840 226	-43,1
		6 Transferts en capital	0	0	417 360 000	417 360 000	417 360 000	0	417 360 000	0
		Total Prog. 2059	**30 786 052 247**	**30 786 052 247**	**31 696 102 527**	**31 696 102 527**	**910 050 280**	**3,0**	**910 050 280**	**3,0**
	2070 Promotion sociale et économique des jeunes	2 Dépenses de personnel	294 848 000	294 848 000	294 848 000	294 848 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	676 372 426	676 372 426	1 979 101 088	1 979 101 088	1 302 728 662	192,6	1 302 728 662	192,6
		4 Transferts courants	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 270 000 000	1 270 000 000	3 095 021 357	3 095 021 357	1 825 021 357	143,7	1 825 021 357	143,7
		6 Transferts en capital	0	0	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	3 000 000 000	0
		Total Prog. 2070	**2 641 220 426**	**2 641 220 426**	**8 768 970 445**	**8 768 970 445**	**6 127 750 019**	**232,0**	**6 127 750 019**	**232,0**
	Total Section 51		**39 130 877 740**	**38 961 414 380**	**49 396 784 466**	**49 227 321 106**	**10 265 906 726**	**26,2**	**10 265 906 726**	**26,3**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
54 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	21 176 767 735	21 176 767 735	21 176 767 735	21 176 767 735	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	22 482 228 976	22 482 228 976	37 180 406 215	37 180 406 215	14 698 177 239	65,4	14 698 177 239	65,4
		4 Transferts courants	14 617 261 671	14 617 261 671	14 776 344 671	14 776 344 671	159 083 000	1,1	159 083 000	1,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	95 000 000	90 250 000	94 944 226	90 194 226	-55 774	-0,1	-55 774	-0,1
		Total Prog. 1020	**58 371 258 382**	**58 366 508 382**	**73 228 462 847**	**73 223 712 847**	**14 857 204 465**	**25,5**	**14 857 204 465**	**25,5**
	2064 Prévention et promotion de la santé	2 Dépenses de personnel	4 828 053 892	4 828 053 892	4 828 053 892	4 828 053 892	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 205 193 173	1 205 193 173	1 285 133 772	1 285 133 772	79 940 599	6,6	79 940 599	6,6
		4 Transferts courants	14 013 080 000	14 013 080 000	15 521 720 848	15 521 720 848	1 508 640 848	10,8	1 508 640 848	10,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 892 500 000	3 890 850 000	4 890 871 670	4 889 221 670	998 371 670	25,6	998 371 670	25,7
		Total Prog. 2064	**23 938 827 065**	**23 937 177 065**	**26 525 780 182**	**26 524 130 182**	**2 586 953 117**	**10,8**	**2 586 953 117**	**10,8**
	2066 Offre de soins de qualité	2 Dépenses de personnel	65 146 547 561	65 146 547 561	65 146 547 561	65 146 547 561	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 476 665 089	2 476 665 089	2 496 153 004	2 496 153 004	19 487 915	0,8	19 487 915	0,8
		4 Transferts courants	30 281 827 421	30 281 827 421	30 331 827 421	30 331 827 421	50 000 000	0,2	50 000 000	0,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	34 465 832 422	34 465 832 422	35 583 453 140	35 583 453 140	1 117 620 718	3,2	1 117 620 718	3,2
		6 Transferts en capital	59 604 000 000	2 604 000 000	12 773 500 000	12 773 500 000	-46 830 500 000	-78,6	10 169 500 000	390,5
		Total Prog. 2066	**191 974 872 493**	**134 974 872 493**	**146 331 481 126**	**146 331 481 126**	**-45 643 391 367**	**-23,8**	**11 356 608 633**	**8,4**
	Total Section 54		**274 284 957 940**	**217 278 557 940**	**246 085 724 155**	**246 079 324 155**	**-28 199 233 785**	**-10,3**	**28 800 766 215**	**13,3**
56 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 406 475 847	1 406 475 847	1 536 902 553	1 536 902 553	130 426 706	9,3	130 426 706	9,3
		3 Acquisition de biens et services	640 312 073	640 312 073	695 815 751	695 815 751	55 503 678	8,7	55 503 678	8,7
		4 Transferts courants	405 000 000	405 000 000	405 000 000	405 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1022	**2 451 787 920**	**2 451 787 920**	**2 637 718 304**	**2 637 718 304**	**185 930 384**	**7,6**	**185 930 384**	**7,6**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
56 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	8 842 529 300	8 842 529 300	8 842 529 300	8 842 529 300	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 304 130 908	4 304 130 908	4 533 556 216	4 533 556 216	229 425 308	5,3	229 425 308	5,3
		4 Transferts courants	10 350 000 000	10 350 000 000	10 350 000 000	10 350 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 809 300 717	1 699 870 646	1 809 274 272	1 287 620 499	-26 445	0	-412 250 147	-24,3
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2071	**25 605 960 925**	**25 496 530 854**	**25 835 359 788**	**25 313 706 015**	**229 398 863**	**0,9**	**-182 824 839**	**-0,7**
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des aires protégées	2 Dépenses de personnel	6 170 747 451	6 170 747 451	6 170 747 451	6 170 747 451	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	797 587 761	797 587 761	770 582 178	770 582 178	-27 005 583	-3,4	-27 005 583	-3,4
		4 Transferts courants	504 000 000	504 000 000	504 000 000	504 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 200 000 000	1 200 000 000	649 877 400	649 877 400	-550 122 600	-45,8	-550 122 600	-45,8
		Total Prog. 2072	**8 672 335 212**	**8 672 335 212**	**8 095 207 029**	**8 095 207 029**	**-577 128 183**	**-6,7**	**-577 128 183**	**-6,7**
	2073 Lutte contre les pollutions nuisances et les effet néfastes des CC et promotion de la trans. écolo	2 Dépenses de personnel	1 097 650 799	1 097 650 799	1 097 650 799	1 097 650 799	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	313 469 333	313 469 333	275 408 705	275 408 705	-38 060 628	-12,1	-38 060 628	-12,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 220 000 000	8 220 000 000	12 974 960 596	10 714 960 596	4 754 960 596	57,8	2 494 960 596	30,4
		Total Prog. 2073	**9 631 120 132**	**9 631 120 132**	**14 348 020 100**	**12 088 020 100**	**4 716 899 968**	**49,0**	**2 456 899 968**	**25,5**
	2173 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	1 184 702 000	1 184 702 000	1 184 702 000	1 184 702 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 572 007 160	2 572 007 160	2 547 571 744	2 547 571 744	-24 435 416	-1	-24 435 416	-1
		4 Transferts courants	48 000 000 000	48 000 000 000	48 000 000 000	48 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	52 491 290 988	19 170 154 043	23 807 997 425	13 238 618 467	-28 683 293 563	-54,6	-5 931 535 576	-30,9
		6 Transferts en capital	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
		Total Prog. 2173	**104 248 000 148**	**70 926 863 203**	**76 540 271 169**	**65 970 892 211**	**-27 707 728 979**	**-26,6**	**-4 955 970 992**	**-7,0**
	Total Section 56		**150 609 204 337**	**117 178 637 321**	**127 456 576 390**	**114 105 543 659**	**-23 152 627 947**	**-15,4**	**-3 073 093 662**	**-2,6**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
57 Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités	1575 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 333 079 000	2 333 079 000	2 333 079 000	2 333 079 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	622 080 445	622 080 445	697 771 034	697 771 034	75 690 589	12,2	75 690 589	12,2
		Total Prog. 1575	**2 955 159 445**	**2 955 159 445**	**3 030 850 034**	**3 030 850 034**	**75 690 589**	**2,6**	**75 690 589**	**2,6**
	2129 Genre et Autonomisation économique des femmes	2 Dépenses de personnel	525 675 829	525 675 829	568 101 000	568 101 000	42 425 171	8,1	42 425 171	8,1
		3 Acquisition de biens et services	145 358 395	145 358 395	145 346 615	145 346 615	-11 780	0	-11 780	0
		4 Transferts courants	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	24 840 704 501	13 106 007 053	16 634 957 032	10 554 682 188	-8 205 747 469	-33,0	-2 551 324 865	-19,5
		Total Prog. 2129	**27 411 738 725**	**15 677 041 277**	**19 248 404 647**	**13 168 129 803**	**-8 163 334 078**	**-29,8**	**-2 508 911 474**	**-16,0**
	2130 Famille, Enfance et Protection sociale des groupes vulnérables	2 Dépenses de personnel	2 544 445 540	2 544 445 540	2 549 445 540	2 549 445 540	5 000 000	0,2	5 000 000	0,2
		3 Acquisition de biens et services	1 080 739 864	1 080 739 864	1 167 453 705	1 167 453 705	86 713 841	8,0	86 713 841	8,0
		4 Transferts courants	41 414 049 313	41 414 049 313	41 430 764 916	41 430 764 916	16 715 603	0	16 715 603	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	24 048 486 444	23 959 186 445	22 078 641 823	21 989 341 824	-1 969 844 621	-8,2	-1 969 844 621	-8,2
		6 Transferts en capital	35 200 000 000	35 180 000 000	35 200 000 000	22 198 120 750	0	0	-12 981 879 250	-36,9
		Total Prog. 2130	**104 287 721 161**	**104 178 421 162**	**102 426 305 984**	**89 335 126 735**	**-1 861 415 177**	**-1,8**	**-14 843 294 427**	**-14,2**
	Total Section 57		**134 654 619 331**	**122 810 621 884**	**124 705 560 665**	**105 534 106 572**	**-9 949 058 666**	**-7,4**	**-17 276 515 312**	**-14,1**
59 Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	4 841 401 004	4 841 401 004	4 841 401 004	4 841 401 004	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	980 010 445	980 010 445	1 825 308 250	1 825 308 250	845 297 805	86,3	845 297 805	86,3
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1024	**5 871 411 449**	**5 871 411 449**	**6 716 709 254**	**6 716 709 254**	**845 297 805**	**14,4**	**845 297 805**	**14,4**
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et technique	2 Dépenses de personnel	36 307 834 814	36 307 834 814	36 307 834 814	36 307 834 814	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 746 214 985	5 746 214 985	5 745 919 960	5 745 919 960	-295 025	0	-295 025	0
		4 Transferts courants	31 398 659 305	31 398 659 305	31 398 659 305	31 398 659 305	0	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique	2077 Développement des offres de formation professionnelle et technique	5 Investissements exécutés par l'Etat	58 543 819 234	39 398 899 234	27 933 899 234	27 898 899 234	-30 609 920 000	-52,3	-11 500 000 000	-29,2
		Total Prog. 2077	**131 996 528 338**	**112 851 608 338**	**101 386 313 313**	**101 351 313 313**	**-30 610 215 025**	**-23,2**	**-11 500 295 025**	**-10,2**
	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	151 741 868	151 741 868	151 741 868	151 741 868	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	16 307 185	16 307 185	16 266 194	16 266 194	-40 991	-0,3	-40 991	-0,3
		4 Transferts courants	403 750 000	403 750 000	403 750 000	403 750 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 012 000 000	1 982 000 000	2 012 000 000	1 982 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2078	**2 583 799 053**	**2 553 799 053**	**2 583 758 062**	**2 553 758 062**	**-40 991**	**0**	**-40 991**	**0**
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	51 866 000	51 866 000	51 866 000	51 866 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	88 854 835	88 854 835	88 827 809	88 827 809	-27 026	0	-27 026	0
		4 Transferts courants	6 950 000 000	6 950 000 000	6 950 000 000	6 950 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	900 000 000	2 443 320 500	2 343 320 500	1 443 320 500	144,3	1 443 320 500	160,4
		Total Prog. 2103	**8 090 720 835**	**7 990 720 835**	**9 534 014 309**	**9 434 014 309**	**1 443 293 474**	**17,8**	**1 443 293 474**	**18,1**
	Total Section 59		**148 542 459 675**	**129 267 539 675**	**120 220 794 938**	**120 055 794 938**	**-28 321 664 737**	**-19,1**	**-9 211 744 737**	**-7,1**
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	28 560 881 363	28 560 881 363	27 608 345 649	27 608 345 649	-952 535 714	-3,3	-952 535 714	-3,3
		3 Acquisition de biens et services	169 684 055 974	74 684 055 974	154 823 126 571	59 816 714 071	-14 860 929 403	-8,8	-14 867 341 903	-19,9
		4 Transferts courants	22 076 670 448	22 076 670 448	13 941 476 829	13 941 476 829	-8 135 193 619	-36,8	-8 135 193 619	-36,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	681 232 770 769	361 801 096 813	751 160 200 892	311 367 930 777	69 927 430 123	10,3	-50 433 166 036	-13,9
		6 Transferts en capital	912 000 000	820 800 000	412 000 000	320 800 000	-500 000 000	-54,8	-500 000 000	-60,9
		Total Prog. 0010	**902 466 378 554**	**487 943 504 598**	**947 945 149 941**	**413 055 267 326**	**45 478 771 387**	**5,0**	**-74 888 237 272**	**-15,3**
	Total Section 60		**902 466 378 554**	**487 943 504 598**	**947 945 149 941**	**413 055 267 326**	**45 478 771 387**	**5,0**	**-74 888 237 272**	**-15,3**
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	815 870 000	815 870 000	804 259 500	804 259 500	-11 610 500	-1,4	-11 610 500	-1,4
		3 Acquisition de biens et services	339 284 817	339 284 817	326 856 677	326 856 677	-12 428 140	-3,7	-12 428 140	-3,7

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	522 500 000	522 500 000	522 500 000	261 250 000	0	0	-261 250 000	-50
		Total Prog. 1032	**1 677 654 817**	**1 677 654 817**	**1 653 616 177**	**1 392 366 177**	**-24 038 640**	**-1,4**	**-285 288 640**	**-17,0**
	2022 Coopération et Développement des Partenariats public-privé et Appui au Secteur privé	2 Dépenses de personnel	631 075 000	631 075 000	305 354 300	305 354 300	-325 720 700	-51,6	-325 720 700	-51,6
		3 Acquisition de biens et services	284 016 748	284 016 748	111 815 686	111 815 686	-172 201 062	-60,6	-172 201 062	-60,6
		4 Transferts courants	440 650 000	440 650 000	440 650 000	150 325 000	0	0	-290 325 000	-65,9
		6 Transferts en capital	12 000 000 000	12 000 000 000	850 000 000	850 000 000	-11 150 000 000	-92,9	-11 150 000 000	-92,9
		Total Prog. 2022	**13 355 741 748**	**13 355 741 748**	**1 707 819 986**	**1 417 494 986**	**-11 647 921 762**	**-87,2**	**-11 938 246 762**	**-89,4**
	2034 Gouvernance économie, planification stratégique et coordination statistique	2 Dépenses de personnel	1 016 162 990	1 016 162 990	475 385 000	475 385 000	-540 777 990	-53,2	-540 777 990	-53,2
		3 Acquisition de biens et services	1 019 614 356	1 019 614 356	406 319 695	406 319 695	-613 294 661	-60,1	-613 294 661	-60,1
		4 Transferts courants	10 986 085 161	10 986 085 161	10 583 965 515	5 481 522 934	-402 119 646	-3,7	-5 504 562 227	-50,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 725 816 433	9 725 816 433	631 528 425	631 528 425	-9 094 288 008	-93,5	-9 094 288 008	-93,5
		6 Transferts en capital	1 500 000 000	1 500 000 000	425 000 000	425 000 000	-1 075 000 000	-71,7	-1 075 000 000	-71,7
		Total Prog. 2034	**24 247 678 940**	**24 247 678 940**	**12 522 198 635**	**7 419 756 054**	**-11 725 480 305**	**-48,4**	**-16 827 922 886**	**-69,4**
	Total Section 61		**39 281 075 505**	**39 281 075 505**	**15 883 634 798**	**10 229 617 217**	**-23 397 440 707**	**-59,6**	**-29 051 458 288**	**-74,0**
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	419 906 132	419 906 132	187 103 066	187 103 066	-232 803 066	-55,4	-232 803 066	-55,4
		3 Acquisition de biens et services	173 237 559	173 237 559	56 173 180	56 173 180	-117 064 379	-67,6	-117 064 379	-67,6
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1026	**633 143 691**	**633 143 691**	**283 276 246**	**283 276 246**	**-349 867 445**	**-55,3**	**-349 867 445**	**-55,3**
	2062 Transformation de l'Ecosystème de la Communication	2 Dépenses de personnel	184 171 465	184 171 465	67 647 112	67 647 112	-116 524 353	-63,3	-116 524 353	-63,3
		3 Acquisition de biens et services	361 526 897	361 526 897	100 581 080	100 581 080	-260 945 817	-72,2	-260 945 817	-72,2
		4 Transferts courants	12 531 630 000	12 531 630 000	12 931 630 000	6 665 815 000	400 000 000	3,2	-5 865 815 000	-46,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	450 000 000	0	0	-500 000 000	-100	-450 000 000	-100

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	2062 Transformation de l'Ecosystème de la Communication	6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2062	**13 577 328 362**	**13 527 328 362**	**13 099 858 192**	**6 834 043 192**	**-477 470 170**	**-3,5**	**-6 693 285 170**	**-49,5**
	2083 Développement de l'Economie numérique	2 Dépenses de personnel	102 131 227	102 131 227	51 065 613	51 065 613	-51 065 614	-50,0	-51 065 614	-50,0
		3 Acquisition de biens et services	8 181 250	8 181 250	3 148 000	3 148 000	-5 033 250	-61,5	-5 033 250	-61,5
		4 Transferts courants	6 240 000 000	6 240 000 000	6 240 000 000	3 357 500 000	0	0	-2 882 500 000	-46,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	14 127 411 550	14 113 411 550	205 757 055	155 581 335	-13 921 654 495	-98,5	-13 957 830 215	-98,9
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2083	**20 477 724 027**	**20 463 724 027**	**6 499 970 668**	**3 567 294 948**	**-13 977 753 359**	**-68,3**	**-16 896 429 079**	**-82,6**
	2084 Transformation de l'Ecosystème postal	2 Dépenses de personnel	31 233 000	31 233 000	17 574 994	17 574 994	-13 658 006	-43,7	-13 658 006	-43,7
		3 Acquisition de biens et services	9 871 183	9 871 183	1 541 908	1 541 908	-8 329 275	-84,4	-8 329 275	-84,4
		4 Transferts courants	12 000 000 000	12 000 000 000	12 000 000 000	6 000 000 000	0	0	-6 000 000 000	-50
		5 Investissements exécutés par l'Etat	652 000 000	606 800 000	52 316 600	52 316 600	-599 683 400	-92,0	-554 483 400	-91,4
		Total Prog. 2084	**12 693 104 183**	**12 647 904 183**	**12 071 433 502**	**6 071 433 502**	**-621 670 681**	**-4,9**	**-6 576 470 681**	**-52,0**
	2133 Gouvernance et Souveraineté numériques	2 Dépenses de personnel	273 259 000	273 259 000	100 373 765	100 373 765	-172 885 235	-63,3	-172 885 235	-63,3
		3 Acquisition de biens et services	22 756 991	22 756 991	7 300 000	7 300 000	-15 456 991	-67,9	-15 456 991	-67,9
		4 Transferts courants	2 395 000 000	2 395 000 000	2 395 000 000	1 245 000 000	0	0	-1 150 000 000	-48,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	35 085 306 153	31 100 000 000	2 025 376 703	545 757 954	-33 059 929 450	-94,2	-30 554 242 046	-98,2
		Total Prog. 2133	**37 776 322 144**	**33 791 015 991**	**4 528 050 468**	**1 898 431 719**	**-33 248 271 676**	**-88,0**	**-31 892 584 272**	**-94,4**
	Total Section 63		**85 157 622 407**	**81 063 116 254**	**36 482 589 076**	**18 654 479 607**	**-48 675 033 331**	**-57,2**	**-62 408 636 647**	**-77,0**
63 Ministère des Télécommunications et du Numérique	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	0	0	232 803 066	232 803 066	232 803 066	0	232 803 066	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	62 519 819	62 519 819	62 519 819	0	62 519 819	0
		4 Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
63 Ministère des Télécommunications et du Numérique	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	**Total Prog. 1026**	**0**	**0**	**295 322 885**	**295 322 885**	**295 322 885**	**0**	**295 322 885**	**0**
	2083 Développement de l'Economie numérique	2 Dépenses de personnel	0	0	51 065 614	51 065 614	51 065 614	0	51 065 614	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	2 583 250	2 583 250	2 583 250	0	2 583 250	0
		4 Transferts courants	0	0	2 882 500 000	2 882 500 000	2 882 500 000	0	2 882 500 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	11 554 984 162	11 554 984 162	11 554 984 162	0	11 554 984 162	0
		6 Transferts en capital	0	0	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
		Total Prog. 2083	**0**	**0**	**14 991 133 026**	**14 991 133 026**	**14 991 133 026**	**0**	**14 991 133 026**	**0**
	2084 Transformation de l'Ecosystème postal	2 Dépenses de personnel	0	0	13 658 006	13 658 006	13 658 006	0	13 658 006	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	5 161 478	5 161 478	5 161 478	0	5 161 478	0
		4 Transferts courants	0	0	8 222 524 062	8 222 524 062	8 222 524 062	0	8 222 524 062	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	388 658 400	343 458 400	388 658 400	0	343 458 400	0
		Total Prog. 2084	**0**	**0**	**8 630 001 946**	**8 584 801 946**	**8 630 001 946**	**0**	**8 584 801 946**	**0**
	2133 Gouvernance et Souveraineté numériques	2 Dépenses de personnel	0	0	172 885 235	172 885 235	172 885 235	0	172 885 235	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	7 931 991	7 931 991	7 931 991	0	7 931 991	0
		4 Transferts courants	0	0	1 150 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	0	1 150 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	38 712 537 444	9 872 705 311	38 712 537 444	0	9 872 705 311	0
		Total Prog. 2133	**0**	**0**	**40 043 354 670**	**11 203 522 537**	**40 043 354 670**	**0**	**11 203 522 537**	**0**
	Total Section 63		**0**	**0**	**63 959 812 527**	**35 074 780 394**	**63 959 812 527**	**0**	**35 074 780 394**	**0**
64 Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	466 489 000	466 489 000	466 489 000	466 489 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	379 567 175	379 567 175	379 553 239	379 553 239	-13 936	0	-13 936	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	62 500 000	56 250 000	62 463 800	56 213 800	-36 200	-0,1	-36 200	-0,1

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
64 Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	**Total Prog. 1569**	**908 556 175**	**902 306 175**	**908 506 039**	**902 256 039**	**-50 136**	**0**	**-50 136**	**0**
	2102 Renforcement de la microfinance	2 Dépenses de personnel	93 969 000	93 969 000	93 969 000	93 969 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	52 205 475	52 205 475	52 205 475	52 205 475	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 768 681 876	2 768 681 876	2 768 681 876	2 768 681 876	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 539 960 000	1 469 960 000	3 889 209 402	3 319 209 402	2 349 249 402	152,6	1 849 249 402	125,8
		Total Prog. 2102	**4 454 816 351**	**4 384 816 351**	**6 804 065 753**	**6 234 065 753**	**2 349 249 402**	**52,7**	**1 849 249 402**	**42,2**
	2118 Développement de l'économie sociale et solidaire	2 Dépenses de personnel	124 675 000	124 675 000	124 675 000	124 675 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	115 185 090	115 185 090	115 184 570	115 184 570	-520	0	-520	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 205 957 000	1 200 957 000	1 154 907 000	1 149 907 000	-51 050 000	-4,2	-51 050 000	-4,3
		Total Prog. 2118	**2 445 817 090**	**2 440 817 090**	**2 394 766 570**	**2 389 766 570**	**-51 050 520**	**-2,1**	**-51 050 520**	**-2,1**
	Total Section 64		**7 809 189 616**	**7 727 939 616**	**10 107 338 362**	**9 526 088 362**	**2 298 148 746**	**29,4**	**1 798 148 746**	**23,3**
66 Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	1576 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 319 373 976	1 319 373 976	698 106 791	698 106 791	-621 267 185	-47,1	-621 267 185	-47,1
		3 Acquisition de biens et services	544 251 549	544 251 549	150 674 764	150 674 764	-393 576 785	-72,3	-393 576 785	-72,3
		4 Transferts courants	1 183 000 000	1 183 000 000	1 183 000 000	591 500 000	0	0	-591 500 000	-50
		Total Prog. 1576	**3 046 625 525**	**3 046 625 525**	**2 031 781 555**	**1 440 281 555**	**-1 014 843 970**	**-33,3**	**-1 606 343 970**	**-52,7**
	2115 Valorisation des substances minérales	2 Dépenses de personnel	365 801 830	365 801 830	182 900 915	182 900 915	-182 900 915	-50	-182 900 915	-50
		3 Acquisition de biens et services	147 078 070	147 078 070	80 830 057	80 830 057	-66 248 013	-45,0	-66 248 013	-45,0
		4 Transferts courants	1 726 000 000	1 726 000 000	1 138 000 000	863 000 000	-588 000 000	-34,1	-863 000 000	-50
		5 Investissements exécutés par l'Etat	495 000 000	445 500 000	243 711 428	147 237 500	-251 288 572	-50,8	-298 262 500	-67,0
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000	1 350 000 000	-300 000 000	-10	-1 350 000 000	-50

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
66 Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	2115 Valorisation des substances minérales	**Total Prog. 2115**	**5 733 879 900**	**5 384 379 900**	**4 345 442 400**	**2 623 968 472**	**-1 388 437 500**	**-24,2**	**-2 760 411 428**	**-51,3**
	2120 Accès universel à une énergie compétitive et durable	2 Dépenses de personnel	137 328 027	137 328 027	68 664 013	68 664 013	-68 664 014	-50,0	-68 664 014	-50,0
		3 Acquisition de biens et services	47 198 010	47 198 010	22 137 313	22 137 313	-25 060 697	-53,1	-25 060 697	-53,1
		4 Transferts courants	4 488 436 101	4 488 436 101	3 964 984 025	2 069 734 025	-523 452 076	-11,7	-2 418 702 076	-53,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	245 470 827 203	109 462 562 288	7 613 344 427	7 613 344 427	-237 857 482 776	-96,9	-101 849 217 861	-93,0
		6 Transferts en capital	5 374 150 000	4 836 735 000	4 836 735 000	2 431 867 500	-537 415 000	-10	-2 404 867 500	-49,7
		Total Prog. 2120	**255 517 939 341**	**118 972 259 426**	**16 505 864 778**	**12 205 747 278**	**-239 012 074 563**	**-93,5**	**-106 766 512 148**	**-89,7**
	2126 Surveillance et maitrise des opérations	2 Dépenses de personnel	168 082 434	168 082 434	84 041 216	84 041 216	-84 041 218	-50,0	-84 041 218	-50,0
		3 Acquisition de biens et services	35 000 000	35 000 000	7 697 250	7 697 250	-27 302 750	-78,0	-27 302 750	-78,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	70 000 000	63 000 000	10 785 200	0	-59 214 800	-84,6	-63 000 000	-100
		Total Prog. 2126	**273 082 434**	**266 082 434**	**102 523 666**	**91 738 466**	**-170 558 768**	**-62,5**	**-174 343 968**	**-65,5**
	2134 Optimisation de l'exploitation des ressources en hydrocarbures	2 Dépenses de personnel	561 974 915	561 974 915	267 076 934	267 076 934	-294 897 981	-52,5	-294 897 981	-52,5
		3 Acquisition de biens et services	178 447 496	178 447 496	53 058 007	53 058 007	-125 389 489	-70,3	-125 389 489	-70,3
		4 Transferts courants	788 196 950	788 196 950	788 196 950	519 897 702	0	0	-268 299 248	-34,0
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	900 000 000	900 000 000	450 000 000	-100 000 000	-10	-450 000 000	-50
		Total Prog. 2134	**2 528 619 361**	**2 428 619 361**	**2 008 331 891**	**1 290 032 643**	**-520 287 470**	**-20,6**	**-1 138 586 718**	**-46,9**
	Total Section 66		**267 100 146 561**	**130 097 966 646**	**24 993 944 290**	**17 651 768 414**	**-242 106 202 271**	**-90,6**	**-112 446 198 232**	**-86,4**
66 Ministère de l'Énergie et du Pétrole	1576 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	0	0	621 267 185	621 267 185	621 267 185	0	621 267 185	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	420 204 179	420 204 179	420 204 179	0	420 204 179	0
		4 Transferts courants	0	0	98 000 000	98 000 000	98 000 000	0	98 000 000	0
		Total Prog. 1576	**0**	**0**	**1 139 471 364**	**1 139 471 364**	**1 139 471 364**	**0**	**1 139 471 364**	**0**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
66 Ministère de l'Énergie et du Pétrole	2120 Accès universel à une énergie compétitive et durable	2 Dépenses de personnel	0	0	68 664 014	68 664 014	68 664 014	0	68 664 014	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	13 821 731	13 821 731	13 821 731	0	13 821 731	0
		4 Transferts courants	0	0	2 767 670 127	2 418 702 076	2 767 670 127	0	2 418 702 076	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	110 120 596 414	26 030 809 961	110 120 596 414	0	26 030 809 961	0
		6 Transferts en capital	0	0	4 006 867 500	4 003 867 500	4 006 867 500	0	4 003 867 500	0
		Total Prog. 2120	**0**	**0**	**116 977 619 786**	**32 535 865 282**	**116 977 619 786**	**0**	**32 535 865 282**	**0**
	2126 Surveillance et maitrise des opérations	2 Dépenses de personnel	0	0	12 945 500	12 945 500	12 945 500	0	12 945 500	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	20 150 000	20 150 000	20 150 000	0	20 150 000	0
		Total Prog. 2126	**0**	**0**	**33 095 500**	**33 095 500**	**33 095 500**	**0**	**33 095 500**	**0**
	2134 Optimisation de l'exploitation des ressources en hydrocarbures	2 Dépenses de personnel	0	0	294 897 981	294 897 981	294 897 981	0	294 897 981	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	152 520 927	152 520 927	152 520 927	0	152 520 927	0
		4 Transferts courants	0	0	568 299 248	568 299 248	568 299 248	0	568 299 248	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	17 797 500 000	847 500 000	17 797 500 000	0	847 500 000	0
		6 Transferts en capital	0	0	450 000 000	450 000 000	450 000 000	0	450 000 000	0
		Total Prog. 2134	**0**	**0**	**19 263 218 156**	**2 313 218 156**	**19 263 218 156**	**0**	**2 313 218 156**	**0**
	Total Section 66		**0**	**0**	**137 413 404 806**	**36 021 650 302**	**137 413 404 806**	**0**	**36 021 650 302**	**0**
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	1580 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 313 124 000	2 313 124 000	2 466 740 632	2 466 740 632	153 616 632	6,6	153 616 632	6,6
		3 Acquisition de biens et services	554 143 519	554 143 519	453 891 428	453 891 428	-100 252 091	-18,1	-100 252 091	-18,1
		4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	-100 000 000	-50	-100 000 000	-50
		5 Investissements exécutés par l'Etat	686 000 000	617 400 000	785 975 600	717 375 600	99 975 600	14,6	99 975 600	16,2
		6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1580	**4 753 267 519**	**4 684 667 519**	**4 806 607 660**	**4 738 007 660**	**53 340 141**	**1,1**	**53 340 141**	**1,1**

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégories de dépense
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes et ressources externes	1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	2045 Aménagement et développement urbain et ruraux	2 Dépenses de personnel	1 967 771 378	1 967 771 378	2 248 771 378	2 248 771 378	281 000 000	14,3	281 000 000	14,3
		3 Acquisition de biens et services	99 487 500	99 487 500	69 684 680	69 684 680	-29 802 820	-30,0	-29 802 820	-30,0
		4 Transferts courants	3 101 294 832	3 101 294 832	3 401 294 832	3 401 294 832	300 000 000	9,7	300 000 000	9,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	102 777 939 750	82 952 229 304	118 189 159 611	72 458 717 507	15 411 219 861	15,0	-10 493 511 797	-12,7
		6 Transferts en capital	0	0	9 650 000 000	9 650 000 000	9 650 000 000	0	9 650 000 000	0
		Total Prog. 2045	**107 946 493 460**	**88 120 783 014**	**133 558 910 501**	**87 828 468 397**	**25 612 417 041**	**23,7**	**-292 314 617**	**-0,3**
	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	1 207 921 000	1 207 921 000	931 921 000	931 921 000	-276 000 000	-22,8	-276 000 000	-22,8
		3 Acquisition de biens et services	429 306 914	429 306 914	414 624 358	414 624 358	-14 682 556	-3,4	-14 682 556	-3,4
		4 Transferts courants	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	450 000 001	500 000 000	450 000 001	0	0	0	0
		Total Prog. 2086	**4 537 227 914**	**4 487 227 915**	**4 246 545 358**	**4 196 545 359**	**-290 682 556**	**-6,4**	**-290 682 556**	**-6,5**
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	178 987 500	178 987 500	178 987 500	178 987 500	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	39 375 000	39 375 000	22 132 260	22 132 260	-17 242 740	-43,8	-17 242 740	-43,8
		4 Transferts courants	45 757 893 371	45 757 893 371	45 757 893 371	45 757 893 371	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	80 000 000	80 000 000	80 000 000	0	80 000 000	0
		6 Transferts en capital	78 884 537 005	78 884 537 005	66 884 537 005	66 884 537 005	-12 000 000 000	-15,2	-12 000 000 000	-15,2
		Total Prog. 2087	**124 860 792 876**	**124 860 792 876**	**112 923 550 136**	**112 923 550 136**	**-11 937 242 740**	**-9,6**	**-11 937 242 740**	**-9,6**
	2135 Logement, construction et cadre de vie	2 Dépenses de personnel	556 130 296	556 130 296	422 513 664	422 513 664	-133 616 632	-24,0	-133 616 632	-24,0
		3 Acquisition de biens et services	132 637 502	132 637 502	75 877 153	75 877 153	-56 760 349	-42,8	-56 760 349	-42,8
		4 Transferts courants	8 045 735 961	8 045 735 961	8 045 735 961	8 045 735 961	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0	0	0	-20 000 000 000	-100

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	2135 Logement, construction et cadre de vie	Total Prog. 2135	28 734 503 759	28 734 503 759	28 544 126 778	8 544 126 778	-190 376 981	-0,7	-20 190 376 981	-70,3
	Total Section 67		270 832 285 528	250 887 975 083	284 079 740 433	218 230 698 330	13 247 454 905	4,9	-32 657 276 753	-13,0
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	656 182 000	656 182 000	656 182 000	656 182 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	218 062 726	218 062 726	141 449 263	141 449 263	-76 613 463	-35,1	-76 613 463	-35,1
		4 Transferts courants	845 000 000	845 000 000	845 000 000	845 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 800 000 000	1 800 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	-100 000 000	-5,6	-100 000 000	-5,6
		Total Prog. 1028	3 519 244 726	3 519 244 726	3 342 631 263	3 342 631 263	-176 613 463	-5,0	-176 613 463	-5,0
	2088 Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	222 119 000	222 119 000	222 119 000	222 119 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	48 284 538	48 284 538	40 230 239	40 230 239	-8 054 299	-16,7	-8 054 299	-16,7
		4 Transferts courants	5 002 653 470	5 002 653 470	5 002 653 470	5 002 653 470	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	17 207 994 662	14 562 997 485	8 260 441 616	8 230 441 616	-8 947 553 046	-52,0	-6 332 555 869	-43,5
		Total Prog. 2088	22 481 051 670	19 836 054 493	13 525 444 325	13 495 444 325	-8 955 607 345	-39,8	-6 340 610 168	-32,0
	2089 Accès sécurisé à l'Eau Multi-Usage	2 Dépenses de personnel	319 550 000	319 550 000	319 550 000	319 550 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	233 195 198	233 195 198	210 878 202	210 878 202	-22 316 996	-9,6	-22 316 996	-9,6
		4 Transferts courants	6 155 334 423	6 155 334 423	6 155 334 423	6 155 334 423	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 495 880 136 837	126 224 559 637	199 992 474 770	40 724 974 770	-1 295 887 662 067	-86,6	-85 499 584 867	-67,7
		6 Transferts en capital	5 729 000 000	5 729 000 000	153 929 000 000	11 929 000 000	148 200 000 000	2586,8	6 200 000 000	108,2
		Total Prog. 2089	1 508 317 216 458	138 661 639 258	360 607 237 395	59 339 737 395	-1 147 709 979 063	-76,1	-79 321 901 863	-57,2
	2090 Accès sécurisé à l'assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	531 853 000	531 853 000	531 853 000	531 853 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	141 771 454	141 771 454	130 202 385	130 202 385	-11 569 069	-8,2	-11 569 069	-8,2
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	2090 Accès sécurisé à l'assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	5 Investissements exécutés par l'Etat	188 904 764 131	78 203 598 031	216 115 425 683	54 498 904 141	27 210 661 552	14,4	-23 704 693 890	-30,3
		6 Transferts en capital	3 900 000 000	3 900 000 000	7 600 000 000	7 405 000 000	3 700 000 000	94,9	3 505 000 000	89,9
		Total Prog. 2090	**193 538 388 585**	**82 837 222 485**	**224 437 481 068**	**62 625 959 526**	**30 899 092 483**	**16,0**	**-20 211 262 959**	**-24,4**
	Total Section 68		**1 727 855 901 439**	**244 854 160 962**	**601 912 794 051**	**138 803 772 509**	**-1 125 943 107 388**	**-65,2**	**-106 050 388 453**	**-43,3**
69 Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions	1036 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	0	0	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	60 000 000	0
		Total Prog. 1036	**0**	**0**	**60 000 000**	**60 000 000**	**60 000 000**	**0**	**60 000 000**	**0**
	2062 Transformation de l'Ecosystème de la Communication	2 Dépenses de personnel	0	0	232 217 853	232 217 853	232 217 853	0	232 217 853	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	362 714 033	362 714 033	362 714 033	0	362 714 033	0
		4 Transferts courants	0	0	7 615 815 000	7 615 815 000	7 615 815 000	0	7 615 815 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	700 000 000	650 000 000	700 000 000	0	650 000 000	0
		6 Transferts en capital	0	0	5 500 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	0	5 500 000 000	0
		Total Prog. 2062	**0**	**0**	**14 410 746 886**	**14 360 746 886**	**14 410 746 886**	**0**	**14 360 746 886**	**0**
	Total Section 69		**0**	**0**	**14 470 746 886**	**14 420 746 886**	**14 470 746 886**	**0**	**14 420 746 886**	**0**
70 Ministère de l'Industrie et du Commerce	1577 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 176 434 000	1 176 434 000	1 176 434 000	1 176 434 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	501 437 161	501 437 161	487 283 345	487 283 345	-14 153 816	-2,8	-14 153 816	-2,8
		4 Transferts courants	769 932 500	769 932 500	769 932 500	769 932 500	0	0	0	0
		Total Prog. 1577	**2 447 803 661**	**2 447 803 661**	**2 433 649 845**	**2 433 649 845**	**-14 153 816**	**-0,6**	**-14 153 816**	**-0,6**
	2041 Accessibilité des produits et services, lutte contre la vie chère et modernisation du commerce	2 Dépenses de personnel	1 655 892 428	1 655 892 428	1 655 892 428	1 655 892 428	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 085 020 659	1 085 020 659	3 537 613 908	3 537 613 908	2 452 593 249	226,0	2 452 593 249	226,0
		4 Transferts courants	2 260 710 000	2 260 710 000	2 260 710 000	2 260 710 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	28 484 250 000	28 141 425 000	4 973 182 480	2 929 871 284	-23 511 067 520	-82,5	-25 211 553 716	-89,6
		6 Transferts en capital	0	0	25 000 000 000	0	25 000 000 000	0	0	0
		Total Prog. 2041	**33 485 873 087**	**33 143 048 087**	**37 427 398 816**	**10 384 087 620**	**3 941 525 729**	**11,8**	**-22 758 960 467**	**-68,7**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
70 Ministère de l'Industrie et du Commerce	2042 Défense commerciale et renforcement du positionnement commercial du Sénégal sur les marchés	2 Dépenses de personnel	295 161 000	295 161 000	295 161 000	295 161 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	62 254 660	62 254 660	55 787 405	55 787 405	-6 467 255	-10,4	-6 467 255	-10,4
		4 Transferts courants	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	635 500 000	576 192 500	504 984 405	378 176 905	-130 515 595	-20,5	-198 015 595	-34,4
		Total Prog. 2042	**2 292 915 660**	**2 233 608 160**	**2 155 932 810**	**2 029 125 310**	**-136 982 850**	**-6,0**	**-204 482 850**	**-9,2**
	2043 Accompagnement et financement des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	122 413 000	122 413 000	122 413 000	122 413 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	143 197 643	143 197 643	103 087 820	103 087 820	-40 109 823	-28,0	-40 109 823	-28,0
		4 Transferts courants	3 024 744 964	3 024 744 964	3 024 744 964	3 024 744 964	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0
		Total Prog. 2043	**3 290 355 607**	**3 290 355 607**	**13 250 245 784**	**13 250 245 784**	**9 959 890 177**	**302,7**	**9 959 890 177**	**302,7**
	2049 Développement des pôles et filières industrielles compétitives	2 Dépenses de personnel	131 026 000	131 026 000	131 026 000	131 026 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	41 079 010	41 079 010	35 687 655	35 687 655	-5 391 355	-13,1	-5 391 355	-13,1
		4 Transferts courants	2 285 380 000	2 285 380 000	2 285 380 000	2 285 380 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	311 958 789 895	106 562 334 908	104 610 784 908	10 169 680 000	-207 348 004 987	-66,5	-96 392 654 908	-90,5
		Total Prog. 2049	**314 416 274 905**	**109 019 819 918**	**107 062 878 563**	**12 621 773 655**	**-207 353 396 342**	**-65,9**	**-96 398 046 263**	**-88,4**
	Total Section 70		**355 933 222 920**	**150 134 635 433**	**162 330 105 818**	**40 718 882 214**	**-193 603 117 102**	**-54,4**	**-109 415 753 219**	**-72,9**
72 Ministère des Transports Terrestres et Aériens	1578 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 128 983 448	1 128 983 448	1 128 983 448	1 128 983 448	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	524 796 065	524 796 065	557 238 023	557 238 023	32 441 958	6,2	32 441 958	6,2
		Total Prog. 1578	**1 653 779 513**	**1 653 779 513**	**1 686 221 471**	**1 686 221 471**	**32 441 958**	**2,0**	**32 441 958**	**2,0**
	2028 Développement et modernisation du réseau et des systèmes de transports ferroviaires	2 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	25 337 193	25 337 193	22 833 096	22 833 096	-2 504 097	-9,9	-2 504 097	-9,9
		4 Transferts courants	29 590 000 000	29 590 000 000	29 590 000 000	29 590 000 000	0	0	0	0

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
72 Ministère des Transports Terrestres et Aériens	2028 Développement et modernisation du réseau et des systèmes de transports ferroviaires	5 Investissements exécutés par l'Etat	14 387 034 516	14 387 034 516	13 637 034 516	13 637 034 516	-750 000 000	-5,2	-750 000 000	-5,2
		6 Transferts en capital	0	0	22 816 000 000	5 816 000 000	22 816 000 000	0	5 816 000 000	0
		Total Prog. 2028	**44 002 371 709**	**44 002 371 709**	**66 065 867 612**	**49 065 867 612**	**22 063 495 903**	**50,1**	**5 063 495 903**	**11,5**
	2029 Développement et modernisation des services de transports routiers	2 Dépenses de personnel	530 785 735	530 785 735	530 785 735	530 785 735	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	76 927 701	76 927 701	51 690 140	51 690 140	-25 237 561	-32,8	-25 237 561	-32,8
		4 Transferts courants	14 350 000 000	14 350 000 000	14 450 000 000	14 450 000 000	100 000 000	0,7	100 000 000	0,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 089 669 651	104 560 446 351	62 441 649 573	45 981 051 268	-137 648 020 078	-68,8	-58 579 395 083	-56,0
		6 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	5 497 500 000	5 347 500 000	5 297 500 000	2648,8	5 147 500 000	2573,8
		Total Prog. 2029	**215 247 383 087**	**119 718 159 787**	**82 971 625 448**	**66 361 027 143**	**-132 275 757 639**	**-61,5**	**-53 357 132 644**	**-44,6**
	2051 Développement du transport aérien	2 Dépenses de personnel	74 519 000	74 519 000	74 519 000	74 519 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	20 280 061	20 280 061	12 590 030	12 590 030	-7 690 031	-37,9	-7 690 031	-37,9
		4 Transferts courants	7 486 205 000	7 486 205 000	7 571 205 000	7 571 205 000	85 000 000	1,1	85 000 000	1,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	66 750 000 000	66 750 000 000	2 701 967 750	2 701 967 750	-64 048 032 250	-96,0	-64 048 032 250	-96,0
		6 Transferts en capital	0	0	73 100 000 000	47 600 000 000	73 100 000 000	0	47 600 000 000	0
		Total Prog. 2051	**74 331 004 061**	**74 331 004 061**	**83 460 281 780**	**57 960 281 780**	**9 129 277 719**	**12,3**	**-16 370 722 281**	**-22,0**
	Total Section 72		**335 234 538 370**	**239 705 315 070**	**234 183 996 311**	**175 073 398 006**	**-101 050 542 059**	**-30,1**	**-64 631 917 064**	**-27,0**
74 Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	1579 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	635 677 656	635 677 656	754 657 146	754 657 146	118 979 490	18,7	118 979 490	18,7
		3 Acquisition de biens et services	466 336 106	466 336 106	456 107 710	456 107 710	-10 228 396	-2,2	-10 228 396	-2,2
		4 Transferts courants	25 500 000	25 500 000	25 500 000	25 500 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1579	**1 127 513 762**	**1 127 513 762**	**1 236 264 856**	**1 236 264 856**	**108 751 094**	**9,6**	**108 751 094**	**9,6**
	2050 Développement de l'Offre touristique	2 Dépenses de personnel	239 802 000	239 802 000	239 802 000	239 802 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	96 125 000	96 125 000	73 591 422	73 591 422	-22 533 578	-23,4	-22 533 578	-23,4

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor
Source de financement: Ressources internes et ressources externes
Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
74 Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	2050 Développement de l'Offre touristique	4 Transferts courants	1 717 500 000	1 717 500 000	1 717 500 000	1 717 500 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 649 517 062	4 574 517 062	2 949 128 548	2 755 223 622	-1 700 388 514	-36,6	-1 819 293 440	-39,8
		6 Transferts en capital	900 000 000	810 000 000	2 277 057 750	2 187 057 750	1 377 057 750	153,0	1 377 057 750	170,0
		Total Prog. 2050	**7 602 944 062**	**7 437 944 062**	**7 257 079 720**	**6 973 174 794**	**-345 864 342**	**-4,5**	**-464 769 268**	**-6,2**
	2063 Promotion des industries culturelles et créatives et du patrimoine	2 Dépenses de personnel	1 255 498 784	1 255 498 784	1 593 358 045	1 593 358 045	337 859 261	26,9	337 859 261	26,9
		3 Acquisition de biens et services	1 990 619 525	1 990 619 525	1 557 659 395	1 557 659 395	-432 960 130	-21,8	-432 960 130	-21,8
		4 Transferts courants	7 170 037 946	7 170 037 946	7 170 037 946	7 170 037 946	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 526 943 556	1 374 249 202	1 436 943 416	1 284 249 062	-90 000 140	-5,9	-90 000 140	-6,5
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	1 800 000 000	2 000 000 000	1 800 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2063	**13 943 099 811**	**13 590 405 457**	**13 757 998 802**	**13 405 304 448**	**-185 101 009**	**-1,3**	**-185 101 009**	**-1,4**
	2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	345 266 000	345 266 000	630 111 086	630 111 086	284 845 086	82,5	284 845 086	82,5
		3 Acquisition de biens et services	308 412 326	308 412 326	268 619 245	268 619 245	-39 793 081	-12,9	-39 793 081	-12,9
		4 Transferts courants	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 310 000 000	2 259 000 000	2 082 299 802	1 637 299 802	-227 700 198	-9,9	-621 700 198	-27,5
		Total Prog. 2121	**4 463 678 326**	**4 412 678 326**	**4 481 030 133**	**4 036 030 133**	**17 351 807**	**0,4**	**-376 648 193**	**-8,5**
	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	2 Dépenses de personnel	56 106 000	56 106 000	56 106 000	56 106 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	55 617 260	55 617 260	36 162 158	36 162 158	-19 455 102	-35,0	-19 455 102	-35,0
		Total Prog. 2122	**111 723 260**	**111 723 260**	**92 268 158**	**92 268 158**	**-19 455 102**	**-17,4**	**-19 455 102**	**-17,4**
	2123 Promotion de la destination Sénégal	2 Dépenses de personnel	43 023 000	43 023 000	43 023 000	43 023 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	124 475 000	124 475 000	87 369 627	87 369 627	-37 105 373	-29,8	-37 105 373	-29,8
		4 Transferts courants	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2123	**1 667 498 000**	**1 667 498 000**	**1 630 392 627**	**1 630 392 627**	**-37 105 373**	**-2,2**	**-37 105 373**	**-2,2**

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget: Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor

Source de financement: Ressources internes et ressources externes

Catégories de dépense: 1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
74 Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	**Total Section 74**		**28 916 457 221**	**28 347 762 867**	**28 455 034 296**	**27 373 435 016**	**-461 422 925**	**-1,6**	**-974 327 851**	**-3,4**
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	487 475 000	487 475 000	487 475 000	487 475 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 463 156 315	5 463 156 315	5 463 082 704	5 463 082 704	-73 611	0	-73 611	0
		4 Transferts courants	535 399 000	535 399 000	646 699 000	646 699 000	111 300 000	20,8	111 300 000	20,8
		Total Prog. 1029	**6 486 030 315**	**6 486 030 315**	**6 597 256 704**	**6 597 256 704**	**111 226 389**	**1,7**	**111 226 389**	**1,7**
	2091 Education supérieure	2 Dépenses de personnel	168 483 000	168 483 000	168 483 000	168 483 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	166 227 622	166 227 622	166 227 622	166 227 622	0	0	0	0
		4 Transferts courants	124 572 786 365	124 572 786 365	122 872 786 365	122 872 786 365	-1 700 000 000	-1,4	-1 700 000 000	-1,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	36 015 794 921	20 803 073 686	11 870 925 141	10 689 600 291	-24 144 869 780	-67,0	-10 113 473 395	-48,6
		6 Transferts en capital	6 000 000 000	6 000 000 000	10 818 315 000	10 818 315 000	4 818 315 000	80,3	4 818 315 000	80,3
		Total Prog. 2091	**166 923 291 908**	**151 710 570 673**	**145 896 737 128**	**144 715 412 278**	**-21 026 554 780**	**-12,6**	**-6 995 158 395**	**-4,6**
	2092 Oeuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	206 879 000	206 879 000	206 879 000	206 879 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	117 174 945	117 174 945	117 160 100	117 160 100	-14 845	0	-14 845	0
		4 Transferts courants	134 243 032 275	134 243 032 275	149 843 032 275	149 843 032 275	15 600 000 000	11,6	15 600 000 000	11,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2092	**134 767 086 220**	**134 767 086 220**	**150 367 071 375**	**150 367 071 375**	**15 599 985 155**	**11,6**	**15 599 985 155**	**11,6**
	2127 Recherche et Innovation	3 Acquisition de biens et services	87 201 529	87 201 529	87 161 969	87 161 969	-39 560	0	-39 560	0
		4 Transferts courants	4 926 325 839	4 926 325 839	4 926 325 839	4 926 325 839	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 212 649 770	3 042 434 793	3 226 643 111	3 041 453 934	13 993 341	0,4	-980 859	0
		Total Prog. 2127	**8 226 177 138**	**8 055 962 161**	**8 240 130 919**	**8 054 941 742**	**13 953 781**	**0,2**	**-1 020 419**	**0**
	Total Section 75		**316 402 585 581**	**301 019 649 369**	**311 101 196 126**	**309 734 682 099**	**-5 301 389 455**	**-1,7**	**8 715 032 730**	**2,9**

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégories de dépense
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes et ressources externes	1-2-3-4-5-6

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI2026		Projet LFR 2026 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	0	0	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
		4 Transferts courants	0	0	609 000 000	609 000 000	609 000 000	0	609 000 000	0
		Total Prog. 1566	**0**	**0**	**734 000 000**	**734 000 000**	**734 000 000**	**0**	**734 000 000**	**0**
	2115 Valorisation des substances minérales	2 Dépenses de personnel	0	0	253 996 633	253 996 633	253 996 633	0	253 996 633	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	103 324 566	103 324 566	103 324 566	0	103 324 566	0
		4 Transferts courants	0	0	1 608 249 272	1 608 249 272	1 608 249 272	0	1 608 249 272	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	391 318 700	361 262 500	391 318 700	0	361 262 500	0
		6 Transferts en capital	0	0	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	0	1 350 000 000	0
		Total Prog. 2115	**0**	**0**	**3 706 889 171**	**3 676 832 971**	**3 706 889 171**	**0**	**3 676 832 971**	**0**
	Total Section 83		**0**	**0**	**4 440 889 171**	**4 410 832 971**	**4 440 889 171**	**0**	**4 410 832 971**	**0**
TOTAL GENERAL			**10 419 084 388 632**	**7 433 907 748 000**	**10 502 484 557 888**	**7 583 887 000 000**	**83 400 169 256**	**0,8**	**149 979 252 000**	**2,0**

ANNEXE IV MODIFIEE : DEFICIT STANDARD

En milliards FCFA	Projet de LFR 2026		% PIB
Ressources	5516,7		
Recettes ordinaires hors dons	5329,7		
Recettes fiscales		4931,5	
Recettes non fiscales		398,2	
Dons budgétaires	46,3		
Dons en capital	140,7		
Charges	7251,9		
Dette publique (intérêt + commissions)		1285,20	
Intérêts et commission dette extérieure		*638,1*	
Intérêts et commission dette intérieure		*647,0*	
Dépenses de personnel		1532,8	
Autres dépenses courantes		2185,0	
Dépenses en capital sur ressources internes		1133,2	
Dépenses en capital sur ressources externes		1115,7	
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-1735,2		-7,6%
PIB			22 861,2

ANNEXE VI MODIFIEE : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

Types de dettes	Principal	Intérêts et Commissions	Total
MULTILATERAUX	431,95	137,32	569,27
IDA/BIRD	70,55	34,88	105,43
BEI/FED	8,55	5,39	13,94
BAD/FAD	44,69	28,72	73,41
OPEP/BADEA/BID	215,67	43,89	259,56
AUTRES	92,49	24,44	116,93
Dont BOAD	58,30	14,76	73,06
BILATERAUX	292,75	77,64	370,39
PAYS DE L'OCDE	89,59	21,97	111,56
PAYS ARABES	18,22	4,39	22,61
AUTRES	184,94	51,28	236,22
CREDITS A L'EXPORTATION	484,12	85,42	569,54
COMMERCIALE	605,31	312,08	917,39
EUROBOND	218,65	135,81	354,46
AFC	33,32	2,31	35,63
AFREXIMBANK	55,76	14,96	70,71
BARCLAYS	19,68	4,86	24,54
DEUTSCHE	17,75	10,86	28,61
HSBC	0,00	0,53	0,53
MUFG	43,29	15,18	58,47
SCBANK	97,93	16,31	114,24
JP MORGAN (prêt directe PUELEC)	2,52	0,18	2,70
CARGILL	83,96	18,46	102,42

Types de dettes	Principal	Intérêts et Commissions	Total
JPM Financement privé	0,00	41,32	41,32
FAB	0,00	47,02	47,02
BSIC	32,45	4,29	36,74
INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES/BF 2026 PROVISOIRE	0,00	25,68	25,68
TOTAL DETTE EXTERIEURE	1 814,14	638,13	2 452,27
Rachat DTS FMI	182,51	13,13	195,63
Dette bancaire/MAZAR	550,20	78,92	629,12
Obligations du Trésor par Adjudication	905,38	214,16	1 119,54
Bons du Trésor par Adjudication	781,52	102,67	884,18
Bons du Trésor en compte de dépôt	83,50	4,14	87,64
Obligations du Trésor par les sukuk	25,00	1,54	26,54
Obligations par Appel Public à L'Epargne	173,97	194,83	368,80
Intérêts et commission sur émissions futures/PF 2026 PROVISOIRE	0,00	37,67	37,67
TOTAL DETTE INTERIEURE	2 702,07	647,04	3 349,11
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	4 516,21	1 285,17	5 801,38

ANNEXE VII MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal

Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes

Classification administrative	Classification Economique - Catégorie de dépense											
Section (Ministère ou Institution)	Charges financieres dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
10 Dette Publique	1 285 200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 285 200 000 000	1 285 200 000 000
21 Présidence de la République	0	20 596 663 545	4 337 636 466	4 337 636 466	134 705 664 417	134 705 664 417	20 609 749 982	20 163 024 984	39 845 217 717	33 223 396 671	220 094 932 127	213 026 386 083
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	18 592 364 757	18 592 364 757	769 445 713	680 166 180	3 032 204 667	3 032 204 667	22 394 015 137	22 304 735 604
25 Conseil Constitutionnel	0	460 818 613	0	0	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	1 360 818 613	1 360 818 613
27 Cour Suprême	0	1 921 661 827	0	0	2 850 000 000	2 850 000 000	0	0	0	0	4 771 661 827	4 771 661 827
28 Cour des Comptes	0	3 884 076 562	0	0	9 568 187 500	9 568 187 500	0	0	0	0	13 452 264 062	13 452 264 062
30 Primature	0	5 619 221 086	3 367 224 568	3 367 224 568	9 815 487 216	9 815 487 216	8 538 165 836	8 528 515 836	3 100 000 000	3 100 000 000	30 440 098 706	30 430 448 706
31 Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégala	0	14 971 927 235	44 117 473 104	44 117 473 104	5 100 363 950	5 100 363 950	4 958 263 496	3 080 701 668	3 950 000 000	950 000 000	73 098 027 784	68 220 465 957
32 Ministère des Forces Armées	0	239 469 375 190	61 091 607 173	61 091 607 173	10 254 334 508	10 254 334 508	153 036 327 627	38 955 207 627	11 910 000 000	11 910 000 000	475 761 644 498	361 680 524 498
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	0	128 589 838 000	30 116 230 729	30 116 230 729	15 819 804 800	15 819 804 800	96 592 386 782	83 832 696 940	3 213 000 000	3 213 000 000	274 331 260 311	261 571 570 469
34 Ministère de la Justice	0	38 498 475 500	16 135 385 955	16 135 385 955	13 565 668 466	13 465 668 466	13 220 065 222	11 103 976 714	0	0	81 419 595 143	79 203 506 635
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme du Service Publ	0	5 355 488 000	3 283 508 796	3 283 508 796	1 580 677 000	1 580 677 000	3 085 134 658	2 804 670 698	0	0	13 304 808 454	13 024 344 494
40 Ministère des Pêches et de l'Economie maritime	0	3 281 876 136	742 384 099	742 384 099	12 379 432 759	12 379 432 759	12 505 451 024	11 666 040 099	1 000 000 000	1 000 000 000	29 909 144 014	29 069 733 089
41 Ministère des Infrastructures	0	903 771 000	730 643 368	730 643 368	9 939 944 065	9 939 944 065	1 381 118 096 685	383 174 095 368	85 410 055 618	83 024 000 000	1 478 102 510 736	477 772 453 801
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	0	21 534 473 525	10 309 600 537	10 309 600 537	569 290 463 156	567 040 463 156	212 213 896 877	172 752 507 112	114 383 860 358	50 497 388 355	927 732 294 453	822 134 432 685
43 Ministère des Finances et du Budget	0	21 154 467 066	10 393 913 153	10 393 913 153	248 095 311 363	172 550 191 750	21 647 118 313	20 188 919 366	21 080 000 000	18 770 000 000	322 370 809 896	243 057 491 335
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	0	10 303 906 126	5 836 394 968	5 836 394 968	34 854 359 496	34 854 359 496	97 131 944 326	83 202 768 206	258 080 000 000	128 013 000 000	406 206 604 916	262 210 428 795
50 Ministère de l'Education Nationale	0	805 061 162 415	82 147 264 630	82 147 264 630	26 470 138 198	26 470 138 198	51 168 630 851	45 673 924 409	108 053 612	108 053 612	964 955 249 706	959 460 543 264

Le Système Support du Budget Programme - **SYSBUDGEP**

République du Sénégal

Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes

Classification administrative	Classification Economique - Catégorie de dépense											
Section (Ministère ou Institution)	Charges financieres dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
51 Ministère de la Jeunesse et des Sports	0	3 574 247 640	15 355 565 018	15 355 565 018	18 578 750 000	18 578 750 000	8 470 861 808	8 301 398 448	3 417 360 000	3 417 360 000	49 396 784 466	49 227 321 106
54 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	0	91 151 369 188	40 961 692 991	40 961 692 991	60 629 892 940	60 629 892 940	40 569 269 036	40 562 869 036	12 773 500 000	12 773 500 000	246 085 724 155	246 079 324 155
56 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	0	18 832 532 103	8 822 934 594	8 822 934 594	59 259 000 000	59 259 000 000	39 242 109 693	25 891 076 962	1 300 000 000	1 300 000 000	127 456 576 390	114 105 543 659
57 Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités	0	5 450 625 540	2 010 571 354	2 010 571 354	43 330 764 916	43 330 764 916	38 713 598 855	32 544 024 012	35 200 000 000	22 198 120 750	124 705 560 665	105 534 106 572
59 Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique	0	41 352 843 686	7 676 322 213	7 676 322 213	38 802 409 305	38 802 409 305	32 389 219 734	32 224 219 734	0	0	120 220 794 938	120 055 794 938
60 Charges non Réparties	0	27 608 345 649	154 823 126 571	59 816 714 071	13 941 476 829	13 941 476 829	751 160 200 892	311 367 930 777	412 000 000	320 800 000	947 945 149 941	413 055 267 326
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 584 998 800	844 992 058	844 992 058	11 547 115 515	5 893 097 934	631 528 425	631 528 425	1 275 000 000	1 275 000 000	15 883 634 798	10 229 617 217
63 Ministère des Télécommunications et du Numérique	0	470 411 921	78 196 538	78 196 538	12 255 024 062	12 255 024 062	50 656 180 006	21 771 147 873	500 000 000	500 000 000	63 959 812 527	35 074 780 394
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	0	423 764 550	168 744 168	168 744 168	33 606 630 000	17 308 315 000	2 283 450 358	753 655 889	0	0	36 482 589 076	18 654 479 607
64 Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	0	685 133 000	546 943 284	546 943 284	3 768 681 876	3 768 681 876	5 106 580 202	4 525 330 202	0	0	10 107 338 362	9 526 088 362
66 Ministère de l'Énergie et du Pétrole	0	997 774 680	606 696 837	606 696 837	3 433 969 375	3 085 001 324	127 918 096 414	26 878 309 961	4 456 867 500	4 453 867 500	137 413 404 806	36 021 650 302
66 Ministère de l'Energie, du Pétrole et des Mines	0	1 300 789 869	314 397 391	314 397 391	7 074 180 975	4 044 131 727	7 867 841 055	7 760 581 927	8 436 735 000	4 231 867 500	24 993 944 290	17 651 768 414
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménage	0	6 248 934 174	1 036 209 879	1 036 209 879	59 704 924 164	59 704 924 164	139 555 135 211	73 706 093 108	77 534 537 005	77 534 537 005	284 079 740 433	218 230 698 330
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	0	1 729 704 000	522 760 089	522 760 089	12 062 987 893	12 062 987 893	426 068 342 069	105 154 320 527	161 529 000 000	19 334 000 000	601 912 794 051	138 803 772 509
69 Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions	0	232 217 853	422 714 033	422 714 033	7 615 815 000	7 615 815 000	700 000 000	650 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	14 470 746 886	14 420 746 886
70 Ministère de l'Industrie et du Commerce	0	3 380 926 428	4 219 460 133	4 219 460 133	9 640 767 464	9 640 767 464	110 088 951 793	13 477 728 189	35 000 000 000	10 000 000 000	162 330 105 818	40 718 882 214
72 Ministère des Transports Terrestres et Aériens	0	1 734 288 183	644 351 289	644 351 289	51 611 205 000	51 611 205 000	78 780 651 839	62 320 053 534	101 413 500 000	58 763 500 000	234 183 996 311	175 073 398 006
74 Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	0	3 317 057 277	2 479 509 557	2 479 509 557	11 913 037 946	11 913 037 946	6 468 371 766	5 676 772 486	4 277 057 750	3 987 057 750	28 455 034 296	27 373 435 016

Le Système Support du Budget Programme - **SYSBUDGEP**

République du Sénégal

Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes

Classification administrative	Classification Economique - Catégorie de dépense											
Section (Ministère ou Institution)	Charges financieres dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
		AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innova	0	862 837 000	5 833 632 395	5 833 632 395	278 288 843 479	278 288 843 479	15 297 568 252	13 931 064 225	10 818 315 000	10 818 315 000	311 101 196 126	309 734 682 099
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	253 996 633	228 324 566	228 324 566	2 217 249 272	2 217 249 272	391 318 700	361 262 500	1 350 000 000	1 350 000 000	4 440 889 171	4 410 832 971
Totaux	**1 285 200 000 000**	**1 532 800 000 000**	**520 206 412 500**	**425 200 000 000**	**1 863 064 927 662**	**1 759 838 458 169**	**3 958 953 953 499**	**1 674 296 573 021**	**1 010 306 264 227**	**574 598 968 810**	**10 170 531 557 888**	**7 251 934 000 000**

ANNEXE VIII MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

République du Sénégal

Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes	Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6

Classification administrative Division		Classification Fonctionelle - Division											
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	CP	1 285 200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 285 200 000 000
	AE	1 285 200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 285 200 000 000
21 Présidence de la République	AE	80 679 121 594	2 526 697 000	0	80 242 143 860	1 200 000 000	48 161 648 627	0	700 000 000	5 321 821 046	1 263 500 000	0	220 094 932 127
	CP	78 179 121 594	2 526 697 000	0	80 195 418 862	1 200 000 000	48 161 648 627	0	700 000 000	800 000 000	1 263 500 000	0	213 026 386 083
22 Assemblée Nationale	AE	22 394 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 394 015 137
	CP	22 304 735 604	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 304 735 604
25 Conseil Constitutionnel	AE	0	0	1 360 818 613	0	0	0	0	0	0	0	0	1 360 818 613
	CP	0	0	1 360 818 613	0	0	0	0	0	0	0	0	1 360 818 613
27 Cour Suprême	CP	0	0	4 771 661 827	0	0	0	0	0	0	0	0	4 771 661 827
	AE	0	0	4 771 661 827	0	0	0	0	0	0	0	0	4 771 661 827
28 Cour des Comptes	AE	0	0	13 452 264 062	0	0	0	0	0	0	0	0	13 452 264 062
	CP	0	0	13 452 264 062	0	0	0	0	0	0	0	0	13 452 264 062
30 Primature	AE	13 282 538 561	298 353 000	0	5 836 338 187	0	4 577 340 458	1 150 000 000	0	3 657 000 000	1 638 528 500	0	30 440 098 706
	CP	13 282 538 561	298 353 000	0	5 826 688 187	0	4 577 340 458	1 150 000 000	0	3 657 000 000	1 638 528 500	0	30 430 448 706
31 Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	AE	65 274 347 239	0	3 531 588 718	0	0	2 606 061 827	0	1 205 687 000	0	480 343 000	0	73 098 027 784
	CP	65 002 847 239	0	531 588 718	0	0	1 000 000 000	0	1 205 687 000	0	480 343 000	0	68 220 465 957
32 Ministère des Forces Armées	CP	2 952 227 667	331 905 471 886	507 365 739	0	19 977 929	4 755 000 000	18 988 617 676	0	1 690 289 201	861 574 400	0	361 680 524 498
	AE	3 012 227 667	388 926 591 886	507 365 739	0	19 977 929	61 755 000 000	18 988 617 676	0	1 690 289 201	861 574 400	0	475 761 644 498

République du Sénégal

Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes	Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6

Classification administrative Division		Classification Fonctionelle - Division											
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	AE	19 277 298 521	9 464 043 656	244 671 739 818	0	0	780 000 000	63 035 966	0	0	75 142 350	0	274 331 260 311
	CP	18 968 258 521	9 464 043 656	232 299 089 976	0	0	702 000 000	63 035 966	0	0	75 142 350	0	261 571 570 469
34 Ministère de la Justice	CP	1 876 582 599	0	61 859 776 550	519 070 204	0	0	146 072 898	0	5 159 567 236	9 642 437 148	0	79 203 506 635
	AE	1 876 582 599	0	63 925 865 058	519 070 204	0	0	146 072 898	0	5 209 567 236	9 742 437 148	0	81 419 595 143
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme du Service Public	CP	7 291 810 650	0	843 219 000	3 343 227 909	0	837 000 000	95 000 000	0	12 200 000	601 886 935	0	13 024 344 494
	AE	7 459 274 610	0	843 219 000	3 343 227 909	0	930 000 000	95 000 000	0	12 200 000	621 886 935	0	13 304 808 454
40 Ministère des Pêches et de l'Economie maritime	CP	0	0	524 619 036	28 387 497 982	0	0	0	0	146 966 821	10 649 250	0	29 069 733 089
	AE	0	0	524 619 036	29 226 908 907	0	0	0	0	146 966 821	10 649 250	0	29 909 144 014
41 Ministère des Infrastructures	CP	535 127 884	0	2 503 582 084	366 568 688 660	0	1 857 944 091	15 045 032 496	23 000 000 000	48 322 386 415	19 939 692 171	0	477 772 453 801
	AE	535 127 884	0	26 200 890 503	716 658 527 249	0	1 857 944 091	603 260 628 478	23 500 000 000	77 972 760 285	28 116 632 246	0	1 478 102 510 736
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	AE	179 263 691 515	0	3 500 000 000	742 666 233 525	0	283 300 440	0	897 250 000	897 156 338	224 662 635	0	927 732 294 453
	CP	177 064 336 363	0	783 100 000	642 010 427 349	0	257 500 000	0	897 250 000	897 156 338	224 662 635	0	822 134 432 685
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	AE	2 736 342 830	0	0	400 005 571 082	0	0	0	2 451 577 420	857 592 568	155 521 016	0	406 206 604 916
	CP	2 736 342 830	0	0	256 009 394 961	0	0	0	2 451 577 420	857 592 568	155 521 016	0	262 210 428 795
50 Ministère de l'Education Nationale	CP	0	0	0	0	0	0	346 842 885	55 075 194	958 998 022 920	17 779 630	42 822 635	959 460 543 264
	AE	0	0	0	0	0	0	346 842 885	55 075 194	964 492 729 362	17 779 630	42 822 635	964 955 249 706
51 Ministère de la Jeunesse et des Sports	AE	281 306 337	0	0	11 075 000 000	0	3 717 976 072	0	33 960 305 117	199 721 940	162 475 000	0	49 396 784 466
	CP	281 306 337	0	0	11 075 000 000	0	3 717 976 072	0	33 790 841 757	199 721 940	162 475 000	0	49 227 321 106

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes	Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6

Classification administrative Division		Classification Fonctionelle - Division											
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	CP	100 000 000	0	0	0	86 767 000	0	231 295 443 451	0	1 560 064 829	13 037 048 875	0	246 079 324 155
	AE	100 000 000	0	0	0	86 767 000	0	231 301 843 451	0	1 560 064 829	13 037 048 875	0	246 085 724 155
56 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	AE	21 778 445 772	0	0	20 514 792 325	84 554 035 339	594 149 979	0	0	6 437 975	8 715 000	0	127 456 576 390
	CP	11 724 844 323	0	0	20 514 792 325	81 360 604 057	490 149 979	0	0	6 437 975	8 715 000	0	114 105 543 659
57 Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités	AE	662 556 558	0	0	17 077 210 573	0	0	700 000 000	0	0	106 265 793 534	0	124 705 560 665
	CP	662 556 558	0	0	17 077 210 573	0	0	630 000 000	0	0	87 164 339 441	0	105 534 106 572
59 Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique	CP	0	0	0	16 175 961 271	0	0	0	1 031 406 500	102 805 358 276	43 068 891	0	120 055 794 938
	AE	0	0	0	16 235 961 271	0	0	0	1 131 406 500	102 810 358 276	43 068 891	0	120 220 794 938
60 Charges non Réparties	CP	143 734 467 326	0	0	269 000 000 000	0	0	0	320 800 000	0	0	0	413 055 267 326
	AE	678 325 934 658	0	0	269 050 000 000	0	157 215 283	0	412 000 000	0	0	0	947 945 149 941
63 Ministère des Télécommunications et du Numérique	CP	2 900 000	0	0	35 040 759 894	0	0	0	31 120 500	0	0	0	35 074 780 394
	AE	2 900 000	0	0	63 925 792 027	0	0	0	31 120 500	0	0	0	63 959 812 527
64 Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	AE	890 479 078	0	0	6 450 111 428	0	0	0	0	0	2 766 747 856	0	10 107 338 362
	CP	890 479 078	0	0	5 873 861 428	0	0	0	0	0	2 761 747 856	0	9 526 088 362
66 Ministère de l'Énergie et du Pétrole	AE	568 704 346	0	0	136 844 700 460	0	0	0	0	0	0	0	137 413 404 806
	CP	568 704 346	0	0	35 452 945 956	0	0	0	0	0	0	0	36 021 650 302
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	CP	96 969 671 642	0	0	28 860 718 645	65 704 375 865	25 984 992 183	0	710 939 995	0	0	0	218 230 698 330
	AE	97 469 671 642	0	0	69 026 227 994	70 819 308 619	46 053 592 183	0	710 939 995	0	0	0	284 079 740 433

République du Sénégal

Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes	Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6

Classification administrative Division		Classification Fonctionelle - Division											
		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	CP	2 069 997 343	0	0	1 240 473 321	79 963 866 726	55 290 085 562	0	0	0	239 349 557	0	138 803 772 509
	AE	2 069 997 343	0	0	1 287 973 321	246 995 388 268	351 320 085 562	0	0	0	239 349 557	0	601 912 794 051
69 Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions	AE	220 194 146	0	0	2 334 184 750	0	0	0	11 916 367 990	0	0	0	14 470 746 886
	CP	220 194 146	0	0	2 284 184 750	0	0	0	11 916 367 990	0	0	0	14 420 746 886
70 Ministère de l'Industrie et du Commerce	CP	1 572 396 283	0	0	37 369 255 992	0	1 400 471 284	0	0	376 758 655	0	0	40 718 882 214
	AE	1 572 396 283	0	0	157 106 868 400	0	3 274 082 480	0	0	376 758 655	0	0	162 330 105 818
72 Ministère des Transports Terrestres et Aériens	AE	1 557 502 817	0	0	230 626 493 494	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	234 183 996 311
	CP	1 557 502 817	0	0	171 515 895 189	0	2 000 000 000	0	0	0	0	0	175 073 398 006
74 Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	CP	1 044 344 216	0	0	11 841 861 753	0	0	0	13 326 468 884	1 160 760 163	0	0	27 373 435 016
	AE	1 044 344 216	0	0	12 570 766 679	0	0	0	13 679 163 238	1 160 760 163	0	0	28 455 034 296
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	203 500 000	0	0	33 494 471	0	0	0	0	310 747 208 526	116 993 129	0	311 101 196 126
	CP	203 500 000	0	0	33 494 471	0	0	0	0	309 380 694 499	116 993 129	0	309 734 682 099
83 Ministère des Mines et de la Géologie	CP	165 000 000	0	0	4 245 832 971	0	0	0	0	0	0	0	4 410 832 971
	AE	165 000 000	0	0	4 275 889 171	0	0	0	0	0	0	0	4 440 889 171
TOTAUX :	**AE**	**2 544 407 089 956**	**401 215 685 542**	**374 449 032 374**	**3 312 730 592 582**	**403 675 477 155**	**528 086 046 482**	**856 052 041 354**	**105 121 871 646**	**1 478 685 414 694**	**166 065 483 468**	**42 822 635**	**10 170 531 557 888**
	CP	**1 984 662 826 704**	**344 194 565 542**	**332 837 085 605**	**2 270 449 311 848**	**228 335 591 577**	**151 044 963 176**	**267 760 045 372**	**96 972 698 932**	**1 436 971 999 309**	**138 662 089 300**	**42 822 635**	**7 251 934 000 000**

République du Sénégal

Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2026

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général	Ressources internes et ressources externes

Classification fonctionnelle	Classification Economique - Catégorie de dépense											
Division	Charges financieres dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	1 285 200 000 000	129 778 939 319	238 325 747 781	143 319 335 281	157 874 502 336	153 068 710 644	682 428 068 448	228 056 009 388	50 799 832 072	45 239 832 072	2 544 407 089 956	1 984 662 826 704
02 DEFENSE	0	238 842 055 190	59 531 386 736	59 531 386 736	4 419 000 000	4 419 000 000	98 423 243 616	41 402 123 616	0	0	401 215 685 542	344 194 565 542
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0	163 133 966 002	35 787 380 874	35 787 380 874	34 555 006 705	34 555 006 705	134 759 678 793	96 147 732 024	6 213 000 000	3 213 000 000	374 449 032 374	332 837 085 605
04 AFFAIRES ÉCONOMIQUES	0	33 563 111 473	16 263 364 189	16 263 364 189	1 043 519 772 075	952 759 909 274	1 576 253 953 247	892 269 930 435	643 130 391 598	375 592 996 477	3 312 730 592 582	2 270 449 311 848
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	10 530 547 803	8 307 586 197	8 307 586 197	49 109 000 000	49 109 000 000	274 729 069 434	99 584 183 856	60 999 273 721	60 804 273 721	403 675 477 155	228 335 591 577
06 LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	4 163 881 042	840 208 771	840 208 771	72 106 611 404	72 106 611 404	292 268 685 837	57 227 602 531	158 706 659 428	16 706 659 428	528 086 046 482	151 044 963 176
07 SANTE	0	90 638 544 159	41 037 457 233	41 037 457 233	64 682 142 448	64 682 142 448	644 329 897 514	56 057 901 532	15 364 000 000	15 344 000 000	856 052 041 354	267 760 045 372
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTE	0	5 434 576 386	20 439 468 917	20 439 468 917	37 500 232 946	30 564 417 946	31 322 175 647	30 400 017 933	10 425 417 750	10 134 217 750	105 121 871 646	96 972 698 932
09 ENSEIGNEMENT	0	847 937 735 286	95 316 513 932	95 316 513 932	345 108 812 956	344 483 812 956	172 474 162 862	135 507 568 523	17 848 189 658	13 726 368 612	1 478 685 414 694	1 436 971 999 309
10 PROTECTION SOCIALE	0	8 767 543 340	4 323 575 235	4 323 575 235	54 189 846 792	54 089 846 792	51 965 018 101	37 643 503 183	46 819 500 000	33 837 620 750	166 065 483 468	138 662 089 300
Crédits dont la Classe n'est pas identifiée	0	9 100 000	33 722 635	33 722 635	0	0	0	0	0	0	42 822 635	42 822 635
Totaux	**1 285 200 000 000**	**1 532 800 000 000**	**520 206 412 500**	**425 200 000 000**	**1 863 064 927 662**	**1 759 838 458 169**	**3 958 953 953 499**	**1 674 296 573 021**	**1 010 306 264 227**	**574 598 968 810**	**10 170 531 557 888**	**7 251 934 000 000**

ANNEXE XII MODIFIEE : LISTE DES PROJETS FINANCES SUR RESSOURCES EXTERIEURES PAR SOURCE DE FINANCEMENT

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	RESERVE DE GESTION	DON	Non identifié	10 000 000 000	979 395 011
			EMP	Non identifié	104 228 907 061	2 394 664 902
Total Charges non Réparties					**114 228 907 061**	**3 374 059 913**
Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	Développement de l'Economie numérique	PROGRAMME DE LA DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (PRODAP)	DON	KFW/RFA	132 826 373	132 826 373
	Gouvernance et Souveraineté numériques	Projet d'accélération de l'économie numérique au Sénégal (PAENS) / ANT	EMP	BANQUE MONDIALE	1 335 352 878	404 515 778
		PROJET DU PARC DES TECHNOLOGIES NUMERIQUES (PTN) / ANT	EMP	BAD/FAD	-	-
				BOAD	668 027 209	141 242 176
Total Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique					**2 136 206 460**	**678 584 327**
Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	Développement de l'Offre touristique	PROJET DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE SAINT LOUIS ET SA REGION	DON	Agence Française de Développement	79 992 224	79 992 224
			EMP	Agence Française de Développement	1 728 524 838	1 728 524 838
Total Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme					**1 808 517 062**	**1 808 517 062**
Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités	Famille, Enfance et Protection sociale des groupes vulnérables	PROJET D'APPUI A LA PROTECTION SOCIALE ADAPTATIVE (PAPSA)	EMP	BANQUE MONDIALE	17 000 000 000	17 000 000 000
		PROJET INVESTIR DANS PREMIERES ANNEES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PIPADHS)	EMP	BANQUE MONDIALE	3 702 248 700	3 702 248 700
	Genre et Autonomisation économique des femmes	AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE AU SAHEL/ SWEDD SENEGAL	EMP	BANQUE MONDIALE	12 886 969 501	6 886 969 501
		PROGRAMME D'APPUI POUR LE RENFORCEMENT DE L'ENTREPRENARIAT ET DU LEADERSHIP DES FEMMES ET DES JEUNES (PAREL/F)	DON	CDP/Italie	1 625 362 396	1 625 362 396
Total Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités					**35 214 580 597**	**29 214 580 597**
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Développement de la pratique et des performances sportives	FOURNITURE ET EQUIPEMENT POUR LA FEDERATION NATIONALE DE JUDO	DON	JICA/Japon	395 000 000	395 000 000
	Promotion sociale et économique des jeunes	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	EMP	BIDC	2 403 243 293	2 403 243 293

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
Total Ministère de la Jeunesse et des Sports					**2 798 243 293**	**2 798 243 293**
Ministère de la Justice	Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	PROGRAMME D'AMELIORATION DE L'ACCES ET DE LA QUALITE DE SERVICE SOCIO-EDUCATIFS DE PROTECTION DE L'ENFANT	DON	AICS/Italie	705 380 000	705 380 000
	Justice judiciaire	Projet de Renforcement de la Justice civile et commerciale (JUCICOM)	DON	Commission européenne	331 173 484	331 173 484
			EMP	Commission européenne	309 739 568	309 739 568
Total Ministère de la Justice					**1 346 293 052**	**1 346 293 052**
Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	Développement de l'économie sociale et solidaire	PROGRAMME D'APPUI A L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	DON	AICS/Italie	604 907 000	604 907 000
	Renforcement de la microfinance	PROGRAMME DE CONTRASTE A LA MIGRATION ILLEGALE A TRAVERS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASEPRI II)	EMP	AICS/Italie	104 034 780	104 034 780
		PROGRAMME DE PROMOTION DE LA MICROFINANCE ISLAMIQUE (PROMISE)	EMP	BID	3 085 174 622	2 585 174 622
Total Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire					**3 794 116 402**	**3 294 116 402**
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Offre de soins de qualité	PROJET DE RECONTRUCTION DE L'HOPITAL LE DANTEC	EMP	Société générale France	10 000 000 000	10 000 000 000
		Projet de Renforcement du Système de Santé et Protection sociale 2026-2030	DON	BANQUE MONDIALE	169 500 000	169 500 000
			EMP	BANQUE MONDIALE	10 000 000 000	10 000 000 000
		REHABILITATION DE L'HOPITAL REGIONAL AHMET SAKHIR NDIEGUENE DE THIES	DON	JICA/Japon	9 600 000 000	9 600 000 000
	Prévention et promotion de la santé	PROGRAMME PALUDISME ET AUTRES ENDEMIES	DON	Fonds mondial	2 000 000 000	2 000 000 000
		PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE (FATICK ET KAOLACK)) / 2024-2029 / ANT	DON	Belgique	1 000 000 000	1 000 000 000
Total Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique					**32 769 500 000**	**32 769 500 000**
		DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD PHASE 2	DON	Agence Française de développement	1 280 800 898	1 280 800 898
			EMP	Agence Française de développement	-	-
		APPUI AU PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE/PAPASEN SENEGAL	EMP	AICS/Italie	-	-

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	Base productive et infrastructures agropastorales	APPUI EXPLOITATIONS FAMILIALES A MATAM PH II	DON	Agence Française de développement	30 000 000	30 000 000
		DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN TIERS SUD	DON	Agence Française de développement	907 621 244	907 621 244
		Programme résilience système alimentaire Afrique Ouest	EMP	BANQUE MONDIALE	6 000 000 001	6 000 000 001
				FIDA	-	-
		PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL ET TRANSITION AGROECOLOGIQUE DANS LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL (DELTA)	DON	Agence Française de développement	500 000 000	500 000 000
			EMP	Agence Française de développement	1 500 000 000	1 500 000 000
		Programme Intégré de Développement des Filières Agroalimentaire (PIDECA)	DON	CDP/Italie	-	-
			EMP	CDP/Italie	-	-
		PROJET D'APPUI AU PASTORALISME(PRASP)	DON	BANQUE MONDIALE	1 000 000 000	1 000 000 000
			EMP	BANQUE MONDIALE	6 793 001 175	5 507 335 612
		PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU SENEGAL (PRODAC)/BID	EMP	BID	8 338 194 973	8 338 194 973
		PROJET DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR RIZ DANS LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL	EMP	BID	3 850 634 713	3 850 634 713
		PROJET DE PRODUCTION DE RIZ IRRIGUE DANS LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL	EMP	JICA/Japon	2 700 000 000	2 700 000 000
		PROJET DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES PIV DE PODOR	EMP	BOAD	2 500 000 000	2 500 000 000
		PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE POST- COVID (PRSAN-PC)	DON	BAD/FAD	3 892 378 754	3 892 378 754
		PROJET DE VALORISATION DES EAUX_DEVELOPPEMENT CHAINES DE VALEUR (PROVALE-CV)	EMP	BAD/FAD	830 674 596	830 674 596
				Fonds OPEP	359 656 899	359 656 899
		PROJET DE VALORISATION DES EAUX_DEVELOPPEMENT CHAINES DE VALEUR (PROVALE-CV) - Phase II	EMP	BAD/FAD	-	-

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
				BADEA	-	-
				BOAD	-	-
				Fonds OPEP	-	-
		PROJET DEVELOPPEMENT DURABLE DU PASTORALISME AU SENEGAL (PDDPS)	EMP	BID	1 000 000 000	1 000 000 000
		PROJET D'IMPULSION DE LA TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE DURABLE PHASE 1 DE L'APPROCHE PROGRAMMATIQUE MULTIPHASE (MPA) DE LA BANQUE MONDIALE	DON	BANQUE MONDIALE	565 000 000	565 000 000
		PROJET REGIONAL DE CARTOGRAPHIE DE FERTILISATION DES SOLS	EMP	BID	-	-
		RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION	EMP	BAD/FAD	882 126 882	882 126 882
				BOAD	1 450 361 712	1 450 361 712
	Financement, recherche, formation et appui conseil	Initiative axée sur le marché numérique pour l'automatisation économique et l'inclusion financière des petites exploitantes agricoles (SDMo4SFI)	DON	BAD/FAD	409 212 070	409 212 070
				FIDA	20 000 000	20 000 000
		PROJET D'APPUI A L'INSERTION DES JEUNES RURAUX AGRI-PRENEURS (Agri-jeunes Tekki Ndawgni)	EMP	FIDA	580 871 391	580 871 391
	Production et valorisation des produits végétaux	Initiative axée sur le marché numérique pour l'automatisation économique et l'inclusion financière des petites exploitantes agricoles (SDMo4SFI)	DON	BAD/FAD	-	-
				FIDA	-	-
		PROGRAMME CONJOINT SAHEL EN RÉPONSE AUX DÉFIS COVID-19, CONFLITS ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES (SD3) FAO/FIDA/PAM/ G5 SAHEL + SÉNÉGAL (SD3C)	DON	BANQUE MONDIALE	15 000 000 000	15 000 000 000
				FIDA	784 827 282	784 827 282
		PROGRAMME AFRICAIN DE GESTION INTEGREE DES RISQUES CLIMATIQUES (AICRM)	DON	FIDA	516 595 096	516 595 096
		PROGRAMME AGRICOLE ITALIE-SENEGAL	EMP	AICS/Italie	2 000 000 000	2 000 000 000
				FIDA	-	-

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET A L'ENTREPRENARIAT RURAL PHASE II (PADAER)	EMP	FIDA	2 582 896 055	2 582 896 055
		PROGRAMME POUR LA COMPETITIVITE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AXE SUR LES RESULTATS / VOLET ELEVAGE	EMP	BANQUE MONDIALE	9 000 000 000	9 000 000 000
		PROJET D'IMPULSION DE LA TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE DURABLE PHASE 1 DE L'APPROCHE PROGRAMMATIQUE MULTIPHASE (MPA) DE LA BANQUE MONDIALE	DON	BANQUE MONDIALE	-	-
		Projet Pilote de Développement des Chaines de Valeurs agricoles du Domaine Toole Baye Niass et de Développement de l'Entreprenariat dans la région de Kaolack	DON	BADEA	219 275 000	219 275 000
	Productions et valorisation des produits animaux	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE L'ELEVAGE AU SENEGAL (PNDIES)	EMP	BAD/FAD	3 000 000 000	1 134 268 744
				BID	2 226 295 178	1 526 043 493
Total Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage					**80 720 423 919**	**76 868 775 415**
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement des Partenariats public-privé et Appui au Secteur privé	PROGRAMME EMPLOI, TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET RELANCE (PROG. ETER)	EMP	BANQUE MONDIALE	-	-
	Gouvernance économie, planification stratégique et coordination statistique	Projet de Changement d'année de Base des Comptes nationaux du Sénégal (Rebasing)	DON	BAD/FAD	20 201 000	20 201 000
		Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA - SOP 1)	EMP	BANQUE MONDIALE	599 875 115	599 875 115
Total Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération					**620 076 115**	**620 076 115**
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	Coopération et Développement des Partenariats public-privé et Appui au Secteur privé	PROGRAMME EMPLOI, TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET RELANCE (PROG. ETER)	EMP	BAD/FAD	4 000 000 000	4 000 000 000
				BANQUE MONDIALE	33 562 388 355	23 562 388 355
	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	Programme d'Appui à la Société Civile pour une meilleure gouvernance (PASC)	DON	Commission européenne	434 120 357	434 120 357
		PROJET D'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BOAD	EMP	BADEA	6 150 000 000	6 150 000 000

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
	Gestion comptable et financière de l'Etat et autres organismes publics	PROGRAMME POUR LES RESULTATS SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET LA NUMÉRISATION / VOLET DSP	EMP	BANQUE MONDIALE	-	-
		PROGRAMME POUR LES RESULTATS SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET LA NUMÉRISATION / VOLET TRESOR	EMP	BANQUE MONDIALE	700 000 000	700 000 000
	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	PROJET DE CADASTRE ET SECURISATION FONCIERE (PROCASEF)	DON	BANQUE MONDIALE	5 536 766 901	5 536 766 901
			EMP	BANQUE MONDIALE	33 451 125 917	6 110 213 996
		PROJET DE FINANCEMENT DU FONDS D'INNOVATION POUR LE DEVELOPPEMENT	DON	Agence Française de Développement	196 787 100	196 787 100
		PROJET DE MODERNISATION DE LA GESTION FONCIERE (PROMOGEF) Phase II	DON	KFW/RFA	13 709 449 853	6 383 545 053
		PROJET D'URGENCE DE REPONSE CONTINGENTE (CERP)	EMP	BANQUE MONDIALE	120 000 000 000	120 000 000 000
	Gouvernance économie, planification stratégique et coordination statistique	Projet de Changement d'année de Base des Comptes nationaux du Sénégal (Rebasing)	DON	BAD/FAD	79 799 000	79 799 000
		Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA - SOP 1)	EMP	BANQUE MONDIALE	5 921 376 845	5 080 059 393
	Pilotage, gestion et coordination du MEFP	Programme pour les résultats sur la gestion des finances publiques et la numérisation	EMP	BANQUE MONDIALE	54 436 472 003	11 300 000 000
Total Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan					**278 178 286 331**	**189 533 680 155**
Ministère de l'Education Nationale	Enseignement Elémentaire	PROGRAMME "Faire l'Ecole"	DON	AICS/Italie	518 921 710	518 921 710
		PROJET CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 46 ECOLES ELEMENTAIRES DANS LES DEPARTEMENTS DU SENEGAL	EMP	BSIC Mali	-	-
		PROJET D'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES EN MATHEMATIQUES A L'ELEMENTAIRE ET AU MOYEN GENERAL (PAAME-MG)	DON	JICA/Japon	220 090 900	220 090 900
		PROJET D'AMELIORATION DES PERFORMANCES DU SECTEUR DE L'EDUCATION (PAPSE)	EMP	BANQUE MONDIALE	10 000 000 000	10 000 000 000
		PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES (LOT 2) /ANT	EMP	BOAD	5 892 733 514	5 892 733 514
		PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES / ANT	EMP	BOAD	3 452 057 822	3 452 057 822

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		PROJET DE REMPLACEMENT DES ABRIS PROVISOIRES LOT 4	EMP	BOAD	2 840 868 956	2 840 868 956
	Enseignement Moyen général	PROJET CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 46 CEM DANS LES DEPARTEMENTS DU SENEGAL / ANT	EMP	BSIC Mali	-	-
		PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LES REGIONS DE DAKAR - THIES ET KAOLACK (PADEM) - PHASE 2	EMP	Agence Française de Développement	450 000 000	450 000 000
	Enseignement secondaire général	PROJET CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE 46 LYCEES DANS LES DEPARTEMENTS DU SENEGAL / ANT	EMP	BSIC Mali	-	-
Total Ministère de l'Education Nationale					**23 374 672 902**	**23 374 672 902**
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique	Développement de l'emploi	Projet d'Appui à la Création d'Emplois pour les Jeunes au Sénégal (PACES)	DON	AICS/Italie	1 311 914 000	1 311 914 000
		PROJET D'APPUI AUX JEUNES POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI EN MILIEU RURAL (PAJER)	EMP	BOAD	131 406 500	131 406 500
	Développement des offres de formation professionnelle et technique	Projet d'Appui à l'Insertion professionnelle des Jeunes et des Femmes formés (PAIJEF)	DON	AICS/Italie	1 300 000 000	1 300 000 000
		PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES DANS LES SECTEURS PORTEURS (PDCEJ)	EMP	BAD/FAD	2 171 665 982	2 171 665 982
		PROJET DE CONSTRUCTION DE 23 CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE / ANT	EMP	DEUTSCH BANK	5 000 000 000	5 000 000 000
		PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE L'ANNEXE DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE SENEGAL-JAPON (CFPT S/J) A DIAMNIADIO	DON	JICA/Japon	1 311 934 000	1 311 934 000
		PROJET DE RESEAU DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'INNOVATION PAR LES METIERS DE LA MOBILITE (RECFIM)	EMP	Agence Française de Développement	1 000 000 000	1 000 000 000
		Projet de soutien à la Territorialisation des Politiques d'Insertion professionnelle des Jeunes et des Femmes (PATIP-JF)	DON	AICS/Italie	738 000 000	738 000 000
		PROMOTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI (PFPE)	DON	KFW/RFA	7 235 354 840	7 235 354 840
Total Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique					**20 200 275 322**	**20 200 275 322**
Ministère de l'Énergie et du Pétrole	Accès universel à une énergie compétitive et durable	ENERGIE SOLAIRE POUR L¿AUTONOMISATION ET LE RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE DES FEMMES EN MILIEU RURAL AU SÉNÉGAL (ESAREF)	DON	KFW/RFA	-	-

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		INSTALLATION DE CHAMBRES FROIDES SOLAIRES POUR LA CONSERVATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES, AGRICOLES ET LAITIERS	DON	Commission européenne	13 906 288 400	2 085 943 260
		La livraison et l'installation d'équipements et de matériels de réseaux HTA/BT pour la réalisation de 296 km de dorsales et l'électrification de 700 localités par SAGEMCOM (PUELEC 1)	EMP	JP MORGAN	25 000 000 000	3 000 000 000
		PROGRAMME DE PROMOTION DES LAMPES D'ECLAIRAGE EFFICACE / ANT	EMP	BAD/FAD	-	-
		PROGRAMME DE REDUCTION DE LA FACTURE D¿ELECTRICITE DE L¿ETAT PAR L¿UTILSATION DE SOURCES D¿ENERGIES RENOUVELABLES ET L¿EFFICACITE ENERGETIQUE	EMP	BGFIBank	-	-
		PROGRAMME NATIONAL D'ECLAIRAGE PUBLIC (EX-PROJET D'INSTALLATION DE 100 000 LAMPADAIRES SOLAIRES)	EMP	DEUTSCH BANK	3 481 660 228	3 481 660 228
				Standard Chartered Bank/ Royaume Uni	943 457 412	943 457 412
		PROGRAMME ORIO : RENFORCEMENT DES STRUCTURES DE SANTE PAR VOIE SOLAIRE DANS LE BASSIN ARACHIDIER	DON	PAYS BAS	12 517 732	12 517 732
		PROJET AGRIVOLTAÏSME : INNOVATION ET VALORISATION AUTONOME EN ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE DANS L¿AGROBUSINESS (INNOVAGRO-PV)	DON	Commission européenne	2 459 838 750	2 459 838 750
		PROJET BOUCLE 225 KV DU FERLO	EMP	NATIXIS/France	1 878 113 648	1 878 113 648
		Projet de 67000 lampadaires	EMP	Société générale France	130 000 000	130 000 000
		PROJET DE CONSTRUCTION DE LA BOUCLE 225 KV (PHASE 2)	EMP	BOAD	400 000 000	400 000 000
				NATIXIS/France	-	-
		Projet de livraison d'équipement et de réalisation de services pour l'électrification de localités au Sénégal	EMP	Banco Santander/Espagne	1 500 000 000	1 500 000 000
		PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES	EMP	BID	2 570 804 343	2 070 804 343
				BOAD	1 453 353 299	1 453 353 299

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		PROJET D'ELECTRIFICATION PAR VOIE SOLAIRE D'INFRASTRUCTURES PUBLIQUES COMMUNAUTAIRES (PRODER UEMOA)	DON	UEMOA	261 352 432	261 352 432
		PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE PAR VOIE SOLAIRE / ANT	EMP	Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement	2 000 000 000	2 000 000 000
		PROJET D'INSTALLATION DE CHAMBRES FROIDES SOLAIRES POUR LA CONSERVATION DE PRODUITS AGRICOLES DANS LES NIAYES	DON	AICS/Italie	-	-
			EMP	AICS/Italie	-	-
		PROJET FONDS VERT CLIMAT KFW/IPEX BOAD ET ASER	DON	BOAD	1 402 809 884	207 692 308
			EMP	BOAD	49 293 673 737	1 000 000 000
		SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	DON	Millennium Challenge Corporation (MCC)	2 053 376 549	2 053 376 549
	Optimisation de l'exploitation des ressources en hydrocarbures	PROJET DE CONSTRUCTION DU RESEAU GAZIER NORD / ANT	DON	BANQUE MONDIALE	847 500 000	847 500 000
			EMP	BANQUE MONDIALE	16 950 000 000	-
Total Ministère de l'Énergie et du Pétrole					**126 544 746 414**	**25 785 609 961**
Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines		ENERGIE SOLAIRE POUR L¿AUTONOMISATION ET LE RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE DES FEMMES EN MILIEU RURAL AU SÉNÉGAL (ESAREF)	DON	KFW/RFA	-	-
		INSTALLATION DE CHAMBRES FROIDES SOLAIRES POUR LA CONSERVATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES, AGRICOLES ET LAITIERS	DON	Commission européenne	-	-
		La livraison et l'installation d'équipements et de matériels de réseaux HTA/BT pour la réalisation de 296 km de dorsales et l'électrification de 700 localités par SAGEMCOM (PUELEC 1)	EMP	JP MORGAN	-	-
		PROGRAMME DE PROMOTION DES LAMPES D'ECLAIRAGE EFFICACE / ANT	EMP	BAD/FAD	-	-
		PROGRAMME DE REDUCTION DE LA FACTURE D¿ELECTRICITE DE L¿ETAT PAR L¿UTILSATION DE SOURCES D¿ENERGIES RENOUVELABLES ET L¿EFFICACITE ENERGETIQUE	EMP	BGFI/Bank	-	-
	Accès universel à une énergie compétitive et durable	PROGRAMME NATIONAL D'ECLAIRAGE PUBLIC (EX-PROJET D'INSTALLATION DE 100 000 LAMPADAIRES SOLAIRES)	EMP	DEUTSCH BANK	6 224 096 799	6 224 096 799

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
				Standard Chartered Bank/ Royaume Uni	513 405 270	513 405 270
		PROGRAMME ORIO : RENFORCEMENT DES STRUCTURES DE SANTE PAR VOIE SOLAIRE DANS LE BASSIN ARACHIDIER	DON	PAYS BAS	-	-
		PROJET AGRIVOLTAÏSME : INNOVATION ET VALORISATION AUTONOME EN ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE DANS L¿AGROBUSINESS (INNOVAGRO-PV)	DON	Commission européenne	-	-
		PROJET DE CONSTRUCTION DE LA BOUCLE 225 KV (PHASE 2)	EMP	BOAD	-	-
		Projet de livraison d'équipement et de réalisation de services pour l'électrification de localités au Sénégal	EMP	Banco Santander/Espagne	-	-
		PROJET D'ELECTRIFICATION DE 177 VILLAGES PAR DES MINI CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES SOLAIRES	EMP	BID	362 536 293	362 536 293
				BOAD	513 306 065	513 306 065
		PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE PAR VOIE SOLAIRE / ANT	EMP	Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement	-	-
		PROJET D'INSTALLATION DE CHAMBRES FROIDES SOLAIRES POUR LA CONSERVATION DE PRODUITS AGRICOLES DANS LES NIAYES	DON	AICS/Italie	-	-
			EMP	AICS/Italie	-	-
		PROJET FONDS VERT CLIMAT KFW/IPEX BOAD ET ASER	DON	BOAD	-	-
			EMP	BOAD	-	-
		SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	DON	Millennium Challenge Corporation (MCC)	-	-
Total Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines					**7 613 344 427**	**7 613 344 427**
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	Appui au Développement du Campus Franco-Sénégalais (CFS)	DON	Agence Française de Développement	384 571 461	384 571 461
		PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ISEP DE MBACKE / ANT	DON	KFW/RFA	-	-
		PROJET ESPOIR - CONSTRUCTION DES INSTITUTS SUPERIEURS D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (ISEP) / ANT	DON	Agence Française de Développement	116 440 562	116 440 562
			EMP	Agence Française de Développement	1 788 582 040	1 728 267 015
				BANQUE MONDIALE	5 314 456 046	4 814 456 046

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
	Recherche et Innovation	Projet d'établissement d'un centre d'incubateur de start-ups à l'ISEP de Diamniadio	DON	Agence Coréenne de Coopération internationale (KOICA)	572 500 000	572 500 000
Total Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation					**8 176 550 109**	**7 616 235 084**
Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	Cadre de vie	PROJET DE PROMOTION DE LA GESTION INTEGREE ET DE L'ECONOMIE DES DECHETS SOLIDES AU SENEGAL (PROMOGED)	DON	Agence Française de Développement	4 906 697	4 906 697
			EMP	AECID/Espagne	1 717 531 946	1 717 531 946
				BANQUE MONDIALE	18 650 273 232	8 735 671 783
	Lutte contre les pollutions nuisances et les effets néfastes des Changements climatiques et promotion de la transition écologique.	PROGRAMME DE GESTION DE LA POLLUTION ET DE LA SANTE ENVIRONNEMENTALE EN AFRIQUE	DON	BANQUE MONDIALE	820 000 000	820 000 000
		PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	EMP	BANQUE MONDIALE	2 494 960 596	2 494 960 596
		PROJET D'INVESTISSEMENT POUR LA RESILIENCE DES ZONES COTIERES EN AFRIQUE DE L'OUEST (WACA Sénégal)	EMP	BANQUE MONDIALE	9 260 000 000	7 000 000 000
Total Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique					**32 947 672 471**	**20 773 071 022**
Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	Accès sécurisé à l'Eau Multi-Usage	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE TROIS VILLES : SAINT LOUIS, KAOLACK ET KOLDA	DON	BEI	1 115 126 900	1 115 126 900
		PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT, LA RESILIENCE ET LA VALORISATION DE L'EAU EN AFRIQUE DE L'OUEST (DREVE)	EMP	BANQUE MONDIALE	-	-
		PROJET D'ACCES AUX SERVICES SECURISES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ZONES DEFAVORISEES (PASEA-RD) / ANT	EMP	BAD/FAD	4 999 999 999	4 799 999 999
		PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU EN MILIEU RURAL PHASE 2 / ANT	EMP	Eximbank/Chine	8 000 000 000	5 000 000 000
		PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE USINE DE DESSALEMENT D'EAU DE MER SUR LA GRANDE COTE	EMP	BADEA	-	-
				Fonds saoudien pour le Développement (FSD)	-	-
				Non identifié	-	-
		PROJET DE REALISATION D'UNE UNITE DESSALEMENT EAU DE MER	EMP	JICA/Japon	17 200 000 000	13 200 000 000

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		PROJET GRAND TRANSFERT D'EAU-GTE / ANT	EMP	Non identifié	-	-
		PROJET INTEGRE DE SECURITE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (PISEA-Phase 1 volet Eau) / ANT	EMP	BANQUE MONDIALE	2 700 000 000	2 700 000 000
	Accès sécurisé à l'assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	DON	Agence Française de Développement	1 218 974 592	1 218 974 592
				PAYS BAS	7 849 703 694	7 042 108 726
			EMP	Agence Française de Développement	6 244 297 934	6 244 297 934
				Banque de développement de Chine/ Chine	1 812 954 428	1 812 954 428
				PAYS BAS	7 313 920 550	1 225 181 771
		PROJET D'ASSAINISSEMENT AUTONOME DANS LA REGION DE DAKAR (PAAD)	DON	Agence Française de Développement	3 280 860 000	3 280 860 000
			EMP	Agence Française de Développement	4 908 965 145	4 908 965 145
		PROJET D'ASSAINISSEMENT DES 10 VILLES	EMP	BOAD	3 675 000 000	3 175 000 000
		PROJET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DES COMMUNE DE DAGANA RICHARDTOLL ET PODOR	DON	AECID/Espagne	4 056 000 000	4 056 000 000
		PROJET DE GESTION INTEGREE DES INONDATIONS A PIKINE SUD AVEC IMPACT SOCIAL ET SANITAIRE RENFORCES (GIPS 3)	EMP	Agence Française de Développement	-	-
		PROJET INTEGRE DE SECURITE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (PISEA-Phase 1 volet Assainissement) / ANT	EMP	BANQUE MONDIALE	61 670 187 795	5 000 000 000
		PROJET DE DRAINAGE GRAVITAIRE DES EAUX PLUVIALES ET DE GESTION DES EAUX USEES DE TOUBA	EMP	NON IDENTIFIE	97 350 000 000	-
	Gestion Intégrée des Ressources en Eau	PROJET D'AMELIORATION DE LA MOBILISATION DES EAUX RENOUVELABLES DANS LES BASSINS VERSANTS DU NANIJA BOLONG / ANT	EMP	BID	5 006 442 874	5 006 442 874
		Projet de Protection des ressources en eau de la zone de captage de Pout à travers des solutions fondées sur la nature	DON	Agence Française de Développement	400 000 000	400 000 000
		PROJET INTEGRE DE SECURITE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (PISEA-Phase 1 volet GIRE) / ANT	EMP	BANQUE MONDIALE	1 600 000 000	1 600 000 000

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	PROJET INTEGRE DE SECURITE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (PISEA-Phase 1 volet Appui institutionnel) / ANT	EMP	BANQUE MONDIALE	900 000 000	900 000 000
Total Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement					**241 302 433 911**	**72 685 912 369**
Ministère de l'Industrie et du Commerce	Accompagnement et financement des PME/PMI	PROGRAMME EMPLOI, TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET RELANCE (PETER) / VOLET PME	EMP	BANQUE MONDIALE	10 000 000 000	10 000 000 000
	Développement des pôles et filières industrielles compétitives	PROJET DE MISE EN PLACE D'UN AGROPOLE AU SUD / ANT	EMP	BAD/FAD	3 000 000 000	3 000 000 000
				BID	4 000 000 000	4 000 000 000
		PROJET DE PROMOTION DE L'ENTREPRENA10RIAT DURABLE ET CREATION D'EMPLOIS DECENTS DANS LE SINE SALOUM (AGROPOLE CENTRE) / ANT	EMP	BAD/FAD	1 500 000 000	1 500 000 000
				BID	1 000 000 000	1 000 000 000
		PROJET DE PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE AUTOUR DES ZONES DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE	DON	Le Fonds Vert pour le Climat	-	-
			EMP	Le Fonds Vert pour le Climat	-	-
		PROJET DE ZONE DE TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DU NORD/PZTA-NORD OU AGROPOLE-NORD / ANT	EMP	BAD/FAD	-	-
				BID	-	-
Total Ministère de l'Industrie et du Commerce					**19 500 000 000**	**19 500 000 000**
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	PROJET D'ACQUISITION D'UN SYSTEME DE RADIOCOMMUNICATION ET D'APPLICATION NUMERIQUE	EMP	Leumi le-Israel/Israël	4 271 754 236	4 271 754 236
	Sécurité civile	PROJET DE FOURNITURE DE MATERIEL DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES, D'EQUIPEMENTS MEDICAUX ET D"UN HOPITAL MOBIL DE CAMPAGNE (NAFFCO)	EMP	Standard Chartered Bank/ Royaume Uni	9 049 143 656	9 049 143 656
	Sécurité publique	PROJET DE RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES AU PROFIT DES FDS DANS LE CADRE DES JOJ 2026 / ANT	EMP	BOAD	28 200 000 000	28 200 000 000
		Projet d'extension du réseau et de la plateforme de vidéo-protection unifié de la ville de Dakar et sa région	EMP	BOAD	31 432 810 377	20 000 000 000

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
Total Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique					**72 953 708 269**	**61 520 897 892**
Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	Aménagement et développement urbain et ruraux	ASSAINISSEMENT URBAIN ET VOIRIES ET RESEAUX DIVERS DU PÔLE URBAIN DE DIAMNIADIO/PLAN D'ASSAINISSEMENT DE DIAMNIADIO	EMP	BIDC	15 000 000 000	12 769 675 568
				BOAD	7 123 706 055	4 239 097 733
		PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CASAMANCE (PDEC) / ANT	EMP	BANQUE MONDIALE	32 600 000 001	10 000 000 000
		PROJET D'AMENAGEMENT DE VOIERIES ET DE RESEAUX DIVERS ET DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES STRUCTURANTES DE LA ZONE ECONOMIQUE SPECIALE INTEGREE DE DIASS (ZESID)	EMP	BOAD	14 600 000 000	3 499 999 999
		PROJET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PROGEP) - Phase 2 / ANT	DON	Fonds Nordique de Développement	86 554 391	86 554 391
			EMP	BAD/FAD	1 000 000 000	500 000 000
				BANQUE MONDIALE	20 108 594 716	20 108 594 716
		PROJET DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS A PIKINE IRREGULIER SUD / PHASE II - (PIS 2)	EMP	Agence Française de développement	1 222 202 302	1 222 202 302
		PROJET DE RELEVEMENT D'URGENCE ET DE RESILIENCE A SAINT-LOUIS (SERRP)/ADM / ANT	DON	BAD/FAD	-	-
			EMP	BAD/FAD	1 155 000 000	935 000 000
				BANQUE MONDIALE	15 260 509 348	9 065 000 000
	Financement du développement territorial	PROJET D'APPUI AUX COMMUNES ET AUX AGGLOMERATIONS AU SENEGAL/ADM / ANT	EMP	Agence Française de développement	9 645 773 978	9 645 773 978
				BANQUE MONDIALE	10 211 829 878	10 211 829 878
		Projet de renforcement des capacités ADM	DON	Agence Française de développement	80 000 000	80 000 000
Total Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires					**128 094 170 669**	**82 363 728 565**
Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	Programme d'Appui à la Société Civile pour une meilleure gouvernance (PASC)	DON	Commission européenne	-	-
		PROJET D'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BOAD	EMP	BADEA	-	-

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
	Gestion comptable et financière de l'Etat et autres organismes publics	Programme pour les résultats sur la gestion des finances publiques et la numérisation	EMP	BANQUE MONDIALE	-	-
		PROGRAMME POUR LES RESULTATS SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET LA NUMÉRISATION / VOLET TRESOR	EMP	BANQUE MONDIALE	-	-
	Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	PROJET DE CADASTRE ET SECURISATION FONCIERE (PROCASEF)	DON	BANQUE MONDIALE	1 983 423 433	1 983 423 433
			EMP	BANQUE MONDIALE	1 341 826 761	1 341 826 761
		PROJET DE MODERNISATION DE LA GESTION FONCIERE (PROMOGEF) Phase II	DON	KFW/RFA	57 640 253	-
	Pilotage, gestion et coordination du MFB	Programme pour les résultats sur la gestion des finances publiques et la numérisation	EMP	BANQUE MONDIALE	-	-
Total Ministère des Finances et du Budget					**3 382 890 447**	**3 325 250 194**
Ministère des Forces Armées	Défense du territoire national	PROJET DE RENFORCEMENT DES MOYENS DE LA DEFENSE NATIONALE "GAINDE 1"	EMP	Hapoalim BM/Israél	8 000 000 000	1 000 000 000
	Pilotage coordination et gestion administrative	Projet de construction des infrastructures de logements terme sud ALFA	EMP	Autres institutions financières	4 000 000 000	4 000 000 000
Total Ministère des Forces Armées					**12 000 000 000**	**5 000 000 000**
Ministère des Infrastructures	Développement, gestion et entretien des infrastructures routières et ferroviaires	CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-TIVAOUANE-SAINT LOUIS / ANT	EMP	BAD/FAD	16 579 167 739	12 733 883 446
				BADEA	7 950 149 189	7 950 149 189
				BID	40 774 700 176	24 736 417 653
				BIDC	19 066 706 327	16 066 706 327
				BOAD	7 780 234 083	7 780 234 083
				Fonds koweitien pour le Développement économique arabe (FKDEA)	4 022 000 000	4 022 000 000
				Fonds OPEP	2 655 163 876	2 655 163 876
				Fonds saoudien pour le Développement (FSD)	9 498 588 204	4 498 588 204
				SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE	19 804 494 686	19 804 494 686

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		Construction du Pont de Dimat et de ses accès	DON	AECID/Espagne	2 550 000 000	2 550 000 000
		ELARGISSEMENT - REHABILITATION ET AMENAGEMENT DE LA ROUTE DES NIAYESY/CC VOIRIES URBAINES DE CONNEXION	EMP	Banque de développement de Chine/ Chine	6 000 000 000	6 000 000 000
		ETUDES ET TRAVAUX DE PONTS ET AUTOPONTS AU SENEGAL (Réalisation 18 ponts)	EMP	Société générale France	3 079 133 415	2 579 133 415
		PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA FLUIDITE DES ACCES ROUTIERS A DAKAR / VIADUC DE CAMBERENE	EMP	Banque de développement de Chine/ Chine	-	-
		PROGRAMME DE DESENCLAVEMENT DES ZONES DE PRODUCTION AGRICOLES ET MINIERES (PDZAM)	EMP	BAD/FAD	12 796 693 194	10 796 693 194
				BOAD	5 278 037 661	5 278 037 661
				Fonds OPEP	2 842 658 210	2 342 658 210
				Fonds saoudien pour le Développement (FSD)	5 762 771 936	3 762 771 936
		PROGRAMME D'URGENCE DES ROUTES DU DESENCLAVEMENT (AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE HALWAR-DIATTAR ET BAMBEY-BABA GARAGE-KEUR SAMBA KANE-TOUBA TOUL)	EMP	BADEA	4 331 450 706	4 331 450 706
		Projet construction boucle Fouladou (section Dabo-Fafacourou-Médina Yoro Foulah 68.5 km)	EMP	BOAD	1 326 453 065	1 326 453 065
		PROJET D'AMELIORATION CONNECTVITE DES ZONES DE PRODUCTION AGRICOLES (PCZA)	EMP	BANQUE MONDIALE	124 100 000 000	45 000 000 000
		PROJET D'AMELIORATION DES CORRIDORS ROUTIERS BISSAU-DAKAR-PHASE 1 - AMENAGEMENT DE LA ROUTE FARIM-TANAFF-SANDINIERI	EMP	BAD/FAD	2 000 000 000	2 000 000 000
		PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE A PEAGE MBOUR - FATICK - KAOLACK / ANT	EMP	Eximbank/Chine	19 348 310 281	10 348 310 282
		PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE ROSSO	DON	Commission européenne	2 556 452 649	2 556 452 649
			EMP	BAD/FAD	858 363 775	858 363 775
				BEI	8 439 873 856	8 439 873 856
		PROJET DE MISE A NIVEAU DU RESEAU ROUTIER STRUCTURANT	EMP	BOAD	9 174 665 230	9 174 665 230
		PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE OURACK-DAHRA	EMP	BOAD	841 900 298	841 900 298

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR-MPACK ET DE DESENCLAVEMENT DES REGIONS DU SUD	DON	Commission européenne	2 881 923 845	2 881 923 845
			EMP	BAD/FAD	12 045 023 111	3 726 694 942
				BEI	8 699 620 423	1 616 024 747
		PROJET DE REHABILITATION DE LA ROUTE TAMBA MAKO-KEDOUGOU (SECTION DIALOKOTO-MAKO)	EMP	BIDC	2 168 246 284	2 168 246 284
		TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RN1 TAMBA KIDIRA BAKEL : TRONCON TAMBA GOUDIRI- TRONCON GOUDIRI KIDIRA BAKEL	EMP	Fonds koweitien pour le Développement économique arabe (FKDEA)	4 252 000 000	4 252 000 000
	Equité territoriale et développement des pôles	PROGRAMME DE MODERNISATION DES VILLES DU SENEGAL (PROMOVILLES)	EMP	BAD/FAD	7 641 791 081	7 641 791 081
				BID	5 513 335 038	4 901 689 627
				Fonds OPEP	4 117 464 787	4 117 464 787
		PROGRAMMME D'URGENCE DE DEVELOPPMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC) / ANT	EMP	BAD/FAD	3 302 763 334	3 302 763 334
				BID	4 144 191 036	4 144 191 036
				Fonds saoudien pour le Développement (FSD)	1 669 677 877	542 670 424
		PROJET DE RESILIENCE ET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL	EMP	BANQUE MONDIALE	15 000 000 000	9 000 000 000
	Infrastructures portuaires et aéroportuaires	RENOVATION DES AEROPORTS SECONDAIRES DE SAINT LOUIS, ZIGUINCHOR, MATAM, TAMBA ET KEDOUGOU / ANT	EMP	Eximbank/République Tchèque	3 300 000 000	2 300 000 000
	Infrastructures sociales et administratives	CONSTRUCTION DU CENTRE D'ONCOLOGIE DE DIAMNIADIO / ANT	EMP	Eximbank/Corée du Sud	6 999 999 999	5 499 999 999
		PROJET DE CONSTRUCTION D'UN HOPITAL DE NIVEAU 3 A TIVAOUANE	EMP	Société générale France	6 045 032 497	6 045 032 497
		REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES DANS LE CADRE DES JOJ 2026 : STADE IBA MAR DIOP, PISCINE OLYMPIQUE ET CASERNE SAMBA DIERY DIALLO ET EQUIPEMENTS DE PROXIMITE / ANT	EMP	Agence Française de développement	23 000 000 000	23 000 000 000
Total Ministère des Infrastructures					450 199 037 868	303 574 894 344

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
Ministère des Pêches et de l'Economie maritime	Infrastructures, transports fluviomaritimes et Ports	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU PORT DE ZIGUINCHOR / ANT	DON	PAYS BAS	2 000 000 000	2 000 000 000
		Projet renforcement liaison maritime Dakar-Gorée / ANT	EMP	Eximbank/Corée du Sud	2 500 000 000	2 000 000 000
	Pêche et Aquaculture	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN LABORATOIRE DES PRODUITS DE LA PECHE	DON	JICA/Japon	385 500 000	385 500 000
		PROJET DE CONSTRUCTION QUAI DE PECHE DE JOAL	DON	JICA/Japon	1 500 000 000	1 500 000 000
		PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLE/VOLET PECHE	EMP	BANQUE MONDIALE	3 500 000 000	3 500 000 000
Total Ministère des Pêches et de l'Economie maritime					**9 885 500 000**	**9 385 500 000**
Ministère des Télécommunications et du Numérique	Développement de l'Economie numérique	PROGRAMME DE LA DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (PRODAP)	DON	KFW/RFA	10 951 739 124	10 951 739 124
		Projet d'intégration complète du réseau de SENUM SA	EMP	Mizrahi Tefahot/ Israél	500 000 000	500 000 000
	Gouvernance et Souveraineté numériques	Projet d'accélération de l'économie numérique au Sénégal (PAENS) / ANT	EMP	BANQUE MONDIALE	15 620 001 266	6 085 414 793
		PROJET DU PARC DES TECHNOLOGIES NUMERIQUES (PTN) / ANT	EMP	BAD/FAD	174 197 580	174 197 580
				BOAD	22 568 338 598	3 263 092 938
Total Ministère des Télécommunications et du Numérique					**49 814 276 568**	**20 974 444 435**
Ministère des Transports Terrestres et Aériens	Développement du transport aérien	Acquisition de cinq (5) avions L410 NG	EMP	Ceska Sporitelna / République Tchèque	2 000 000 000	2 000 000 000
		AEROVILLE DE DIASS	DON	AECID/Espagne	491 967 750	491 967 750
	Développement et modernisation des services de transports routiers	ACQUISITION DE 370 BUS IVECO	EMP	KBC BANK SA/ République Tchèque	5 186 006 506	5 186 006 506
		PPROJET DE RESTRUCTURATION GLOBALE DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE DAKAR	DON	Agence Française de Développement	1 019 497 565	1 019 497 565
				Commission européenne	4 334 713 094	4 334 713 094
				KFW/RFA	5 484 021 949	5 484 021 949
			EMP	Agence Française de Développement	6 343 719 096	5 343 719 096
				BEI	7 888 098 305	-

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		PROJET DE MOBILITÉ VERTE AU SÉNÉGAL : PAMUS	EMP	Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB)	437 500 000	437 500 000
				BANQUE MONDIALE	4 062 500 000	500 000 000
		PROJET PILOTE DE BUS RAPID TRANSIT (BRT)	EMP	BANQUE MONDIALE	21 501 599 564	17 501 599 564
		PROJET SYSTÈME DE GESTION INTELLIGENTE DU TRAFIC (ITS) / ANT	EMP	CITY BANK	5 813 993 494	5 813 993 494
	Développement et modernisation du réseau et des systèmes de transports ferroviaires	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DESSERTE FERROVIAIRE DAKAR-AIBD	EMP	BAD/FAD	1 832 057 788	1 832 057 788
				BADEA	4 655 030 737	4 655 030 737
				BOAD	5 455 030 737	5 455 030 737
				BPI FRANCE	1 694 915 254	1 694 915 254
Total Ministère des Transports Terrestres et Aériens					**78 200 651 839**	**61 750 053 534**
Présidence de la République	Présidence de la République	FINANCEMENT DES ETUDES DE FAISABILITE DES PROJETS DE L'AGENCE SENEGALAISE D'ETUDES SPATIALES (ASES)	EMP	BOAD	400 000 000	-
		FONDS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	DON	KFW/RFA	5 000 000 000	5 000 000 000
		PROJET D'APPUI A LA VALORISATION DES INITIATIVES ENTREPRENARIALES (PAVIE) PHASE 2	DON	BAD/FAD	778 130 922	778 130 922
			EMP	Agence Française de Développement	2 551 248 924	2 551 248 924
				BAD/FAD	11 480 620 156	11 480 620 156
Total Présidence de la République					**20 210 000 002**	**19 810 000 002**
Primature	Primature	PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD) PHASE 4	DON	Agence Française de Développement	2 866 683 616	2 866 683 616
		PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA SENEGAL	DON	Fonds mondial	-	-
		Projet de Construction d'un complexe WAQF commercial et résidentiel à Dakar au profit des écoles Daara au Sénégal	EMP	BID	4 500 000 000	4 500 000 000

SECTIONS	PROGRAMMES BUDGETAIRES	PROJETS	TYPE FINANCEMENT	BAILLEURS	LFR AE	LFR CP
		PROJET DES BOURSES D'ETUDE DE LA JICA (JDS)	DON	JICA/Japon	807 000 000	807 000 000
Total Primature					8 173 683 616	8 173 683 616
TOTAL GENERAL					1 866 188 765 126	1 115 734 000 000

ANNEXE XIII : LISTE DES TRANSFERTS AUX SERVICES NON PERSONALISES DE L'ETAT (SNPE)

Section	Structure	TITRE	LFR 2026 CP
Charges non Réparties	Provisions et imprévues	4	221 879 923
	Dotation au CST	4	4 133 266 584
	Autres charges non réparties	4	6 798 431 904
	Convention croisement de dettes	4	500 000 000
	Suivi des opérations financières de l'Etat	4	2 287 898 418
Total Charges non Réparties			**13 941 476 829**
Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme	Cabinet	4	25 500 000
	Fonds Aide aux Artistes Dev.Culture	4	623 037 946
	Fonds d'appui aux manifestations culturelles	4	500 000 000
	Fonds d'appui aux maisons d'édition (direction du livre)	4	750 000 000
	Fonds d'impulsion des activités touristiques	4	700 000 000
	Projet de développement de l'offre touristique dans le cadre des JOJ	6	96 057 750
	Projet d'aménagement des zones touristiques	6	500 000 000
	Projet de mise en place du crédits hôtelier	6	810 000 000
Total Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme			**4 004 595 696**
Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités	Service des actions sociales	4	2 677 498 400
	Direction Promotion et Protection Personnes Handicapées	4	85 264 800
	Projet de résilience des communautés affectées par la lèpre	6	90 000 000
	Projet d'amélioration de l'accès des personnes handicapées aux aides techniques et aux services de réadaptation fonctionnelle	6	90 000 000
Total Ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités			**2 942 763 200**
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme du Service Public	Evacuation sanitaire	4	35 000 000
	Contribution au Centre africain de Formation et de Recherche administrative pour le Développement (CAFRAD)	4	12 200 000
	Direction Générale du Travail et de la Sécurité sociale	4	338 000 000
	Direction Générale de la Fonction Publique	4	1 100 477 000

Section	Structure	TITRE	LFR 2026 CP
Total Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme du Service Public			**1 485 677 000**
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Animateurs Sociaux Educatives/Emploi des Jeunes	4	400 000 000
	Cabinet du Ministre	4	4 185 000 000
	Compétitions internationales	4	2 374 000 000
	Direction générale des Sports	4	43 500 000
	Projet de construction des maisons de la jeunesse et de citoyenneté	6	3 000 000 000
	Projet de développement et de la pratique et des performances sportives/JOJ 2026	6	417 360 000
Total Ministère de la Jeunesse et des Sports			**10 419 860 000**
Ministère de la Justice	Cabinet	4	2 833 014 405
	Fonds d'intervention de la justice	4	3 500 000 000
	Comité technique et financier du P.S.J	4	75 000 000
	Fonds des Greffes	4	312 500 000
	Fonds d'accès à la justice	4	800 000 000
	Contribution Cour pénale internationale	4	56 500 000
	Contribution du Sénégal au Mécanisme africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP)	4	112 048 310
	Contribution du Sénégal à l'OHADA	4	365 258 751
	Contribution statutaire du Sénégal à la Cour Permanente d'Arbitrage CPA	4	6 347 000
	Contribution du Sénégal au Partenariat pour un Gouvernement ouvert (PGO)	4	40 000 000
	Direction générale de la Protection Judiciaire et Sociale (DGPJS)	4	900 000 000
	Direction générale de l'Administration Pénitentiaire DGAP	4	1 380 000 000
Total Ministère de la Justice			**10 380 668 466**
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	Direction générale des Etablissements de santé	4	191 975 900
	DAGE	4	465 000 000
	Direction des ressources humaines	4	12 278 395 000
	BADJENOU GOX	4	2 477 400 000

Section	Structure	TITRE	LFR 2026 CP
	Lutte contre la mortalité maternelle / Produits contraceptifs	4	600 000 000
	Contribution au Fonds Mondial / Sida,Tibi, Palu	4	100 000 000
	Construction, réhabilitation et équipements des postes de santé	6	504 000 000
Total Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique			**16 616 770 900**
Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	Cabinet	4	500 000 000
	Direction des services vétérinaires	4	56 421 465
	Prime Assurance Agricole	4	1 300 000 000
	Subvention prix producteur riz PADDY	4	3 040 000 000
	Amélioration de la productivité agricole	6	112 950 000 000
	mécanisation agricole	6	13 000 000 000
Total Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage			**130 846 421 465**
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	Comité paritaire public-privé des Zones économiques spéciales	4	63 650 000
	Unité d'exécution de la stratégie de recettes à moyen terme (UES-SRMT)	4	440 000 000
	Cellule d'Appui à la mise en œuvre du MCA-Sénégal II	4	507 077 952
	Unité de Coordination et de Suivi des politiques économiques	4	1 981 000 000
	Unité de Pilotage des Réformes Budgétaires et Financières	4	336 775 000
	Appui à l'ordonnancement des dépenses sur ressources extérieures	4	1 500 000 000
	Fonds d'Appui aux Partenariats public-privé (FAPPP)	4	280 000 000
	Système national de planification (SNP)	4	1 567 250 000
	Direction générale des Douanes	4	51 451 316
	Direction générale du Secteur financier	4	561 127 500
	Direction des Ressources humaines MFB	4	100 000 000
	Unité nationale d'Appui aux Partenariats Publics Privés (PPP)	4	97 000 000
	Etudes et prospections de financement / coopération	4	522 500 000
	Fonds d'équipement de la DGB	6	6 930 000 000

Section	Structure	TITRE	LFR 2026 CP
	Fonds d'études de projets	6	1 500 000 000
	Fonds d'équipement de la DGSF	6	300 000 000
Total Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan			**16 737 831 768**
Ministère de l'Education Nationale	Cabinet du Ministre	4	293 225 000
	Direction Enseignement Moyen secondaire Général (D.E.M.S.G.)	4	500 000 000
	Direction de l'Enseignement Elémentaire	4	1 361 000 000
	Direction éducation préscolaire	4	139 252 000
	Direction de l'Alphabétisation et des langues nationales	4	720 000 000
	Direction de la Formation et de la Communication	4	193 879 000
	Ecole élémentaire nationale	4	18 944 453 246
	Lycée Nation-Armée pour la Qualité et l'Equité (LYNAQE) de Kaffrine	4	88 200 000
	Lycée Nation-Armée pour la Qualité et l'Equité (LYNAQE) de Sédhiou	4	88 200 000
	Lycée Daara Rama	4	15 840 000
	Ecoles sénégalaises de l'extérieur (Djeddah et Banjul)	4	364 551 152
	Programme d'appui au développement de l'Education au Sénégal	6	82 625 474
	Projet d'Appui au Développement de l'enseignement moyen dans les régions de Dakar - Thiès et Kaolack	6	25 428 138
Total Ministère de l'Education Nationale			**22 816 654 010**
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique	Cabinet du Ministre	4	50 000 000
	Centres sectoriels et clusters	4	186 059 305
	Convention Etat-Employeur	4	5 000 000 000
	Enseignement technique privé	4	55 100 000
Total Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Technique			**5 291 159 305**
Ministère de l'Énergie et du Pétrole	Groupe Laboratoire d'Analyse	4	76 000 000
	Unite d'exécution et de Gestion du Pétrole et du Gaz(GES-PETROGAZ)	4	803 196 950
	Secrétariat Permanent à l'Energie (SPE)	4	108 000 000
	Fonds de relance du secteur minier	6	2 700 000 000

Section	Structure	TITRE	LFR 2026 CP
	Second Compact MCA Sénégal	6	2 559 735 000
Total Ministère de l'Énergie et du Pétrole			**6 246 931 950**
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Contribution aux organismes internationaux	4	1 221 352 489
Total Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation			**1 221 352 489**
Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	Cabinet du Ministre	4	355 000 000
	Programme zéro déchet	6	500 000 000
Total Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique			**855 000 000**
Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	Projet de construction de digues de protection et réinstallation des sinistrés /inondations 2024	6	1 500 000 000
	Projet de drainage et d'aménagement des exécutoires des eaux pluviales dans les communes de Bambilor, Sangalkam et autres localités	6	1 755 000 000
	Projet d'accès aux services sécurisés d'eau et d'assainissement dans les zones défavorisées (PASEA-RD)ANT	6	200 000 000
Total Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement			**3 455 000 000**
Ministère de l'Industrie et du Commerce	Cabinet	4	206 000 000
	Bourse nationale de sous traitance et de partenariat du Sénégal	4	25 000 000
	Commission Nationale de Régulation du Loyer des locaux à usage d'habitation	4	247 000 000
	Fonds d'appui à la commercialisation des produits locaux	4	250 000 000
Total Ministère de l'Industrie et du Commerce			**728 000 000**
Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Direction Administration Générale Equipement	4	1 023 814 000
	Direction des Organisations internationales	4	1 000 000 000
	Direction de l'Intégration africaine et du Panafricanisme	4	1 976 549 950
Total Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur			**4 000 363 950**

Section	Structure	TITRE	LFR 2026 CP
Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	Fonds de restructuration et de régularisation foncière	4	300 000 000
	Loyers des Bâtiments Administratifs	4	8 045 735 961
	Programme acte III de la Décentralisation	6	1 000 000 000
Total Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires			**9 345 735 961**
Ministère des Infrastructures	Programme d'amélioration de l'accessibilité de remise à niveau des infrastructures sportives dans le cadre des JOJ	6	14 000 000 000
	Projet d'amélioration de la connectivité des zones de production agricoles (PCZA)	6	200 000 000
	Elargissement-réhabilitation et aménagement de la route des Niayes/CC voiries urbaines de connexion	6	600 000 000
	Projet d'amélioration des corridors routiers Bissau-Dakar- aménagment de la Route Farim-Tanaff-Sandiniéry	6	60 000 000
	Programme d'urgence des routes du désenclavement et butimage de Halwar-Diattar et Bambey- Baba Garage-keur Samba Kane-Touba Toul	6	600 000 000
	Projet de construction de résidences universitaires	6	2 000 000 000
	Construction de l'autoroute Dakar-Tivaouane-Saint-Louis/ANT	6	1 000 000 000
	Projet de construction routes connexion autoroute Thiès Touba	6	100 000 000
	Programme de Désenclavement des Zones de Production agricoles et minières (PDZAM)	6	600 000 000
	Projet de réhabilitation de la route Sénoba-Ziguinchor-Mpack et des désenclavements des régions du Sud	6	50 000 000
	Projet de construction du pont de Rosso	6	1 800 000 000
Total Ministère des Infrastructures			**21 010 000 000**
Ministère des Pêches et de l'Economie maritime	Cabinet	4	1 176 425 172
	Fonds de redéploiement industriel	4	380 000 000
Total Ministère des Pêches et de l'Economie maritime			**1 556 425 172**
Ministère des Télécommunications et du Numérique	Direction de l'Administration Générale Equipement	4	40 000 000
	Sénégal Connect Park	4	95 000 000

Section	Structure	TITRE	LFR 2026 CP
Total Ministère des Télécommunications et du Numérique			**135 000 000**
Ministère des Transports Terrestres et Aériens	Bureau d'Enquête et d'Analyse pour Sécurité de l'Aviation Civile (BEA)	4	336 205 000
	Projet de restructuration globale du réseau de transport en commun de Dakar	6	1 400 000 000
Total Ministère des Transports Terrestres et Aériens			**1 736 205 000**
Total général			**285 773 893 161**